



Sensibilisation et éducation du public à la réduction des risques de catastrophe : un guide

**© Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge
et du Croissant-Rouge, Genève, 2014**

La présente publication peut être photocopiée en partie ou dans sa totalité à des fins non commerciales à condition que la source soit indiquée. La Fédération internationale apprécierait d'être informée de toute utilisation faite de ce document. Les demandes de reproduction à des fins commerciales doivent être adressées à la Fédération internationale (secretariat@ifrc.org).

Les appellations et les cartes utilisées dans cette publication n'impliquent de la part de la Fédération internationale aucune prise de position quant au statut juridique des territoires ou de leurs autorités.

Sauf indication contraire, la Fédération internationale détient le copyright de toutes les photos présentées dans ce rapport.

Photos de couverture: De gauche à droite, dans le sens des aiguilles d'une montre : Joe Lowry/IFRC, Croix-Rouge du Népal, Rob Few/IFRC.

Fédération internationale des Sociétés
de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Case postale 303
CH-1211 Genève 19
Suisse
Téléphone: +41 22 730 4222
Téléfax: +41 22 733 0395

Courriel: secretariat@ifrc.org

Sensibilisation et éducation du public
1270200 04/2014 F

Suivez-nous :     



Sensibilisation et éducation du public à la réduction des risques de catastrophe : un guide

La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge est le plus vaste réseau humanitaire de volontaires au monde, qui atteint 180 millions de personnes chaque année par le biais de ses 189 Sociétés nationales. Ensemble, nous œuvrons avant, pendant et après les catastrophes et les urgences sanitaires pour répondre aux besoins et améliorer les conditions d'existence des personnes vulnérables. Nous agissons de façon impartiale, sans distinction fondée sur la nationalité, la race, le sexe, les croyances religieuses, la classe ou les opinions politiques.

Guidés par la Stratégie 2020 – notre plan d'action collectif pour faire face aux défis humanitaires majeurs de la

décennie – nous sommes déterminés à «sauver des vies et changer les mentalités».

Nous tenons notre force de notre réseau de volontaires, du savoir-faire acquis dans les communautés, de notre indépendance et de notre neutralité. Nous nous employons à améliorer les normes humanitaires, en tant que partenaires du développement et en intervenant en cas de catastrophe. Nous persuadons les décideurs d'agir en toutes circonstances dans l'intérêt des personnes vulnérables. Ce faisant, nous rendons les communautés saines et sûres, réduisons les vulnérabilités, renforçons la résilience et encourageons une culture de paix dans le monde entier.

Table des matières

Abréviations et acronymes	4
Glossaire	5

1 Introduction	6
Pourquoi ce guide est-il important ?	6
Contexte : publications connexes	8
Comment ce guide a-t-il été élaboré ?	9
Contenu du guide	10

2 Planification : questions à se poser	13
Pourquoi cette initiative est-elle si importante ?	13
Quel est le public cible de l'initiative ?	15
En quoi l'initiative pourrait-elle consister ?	17
Avec qui devrions-nous travailler ?	18
Quand et où l'initiative est-elle appropriée ?	20
Comment faut-il aborder l'initiative ?	22
Quels outils devrions-nous utiliser ?	23
Quels autres éléments devrions-nous prendre en compte ?	24

3 Quatre approches clés	25
Campagnes	25
Apprentissage participatif	28
Éducation informelle	31
Interventions formelles dans les écoles	34

4 Principes pour une mise en œuvre efficace	39
Cohérence et utilisation de messages standard	39
Légitimité et crédibilité	41
Mise à l'échelle	43
Durabilité	45

5 Outils	46
Publications	46
Programmes d'enseignement, modules et présentations	49
Apprentissage électronique	52
Spectacles et expression artistique	54
Jeux et compétitions	55
Supports audiovisuels	56
Ressources Web	60
Médias sociaux	62
Télécommunications	64
Combinaison d'outils	65

6 Assurer la qualité	67
Des messages bien formulés	67
Des images puissantes	68
Un ton accrocheur et convaincant	69
Un contenu adapté et ciblé	70

7 Exploiter les connaissances acquises	73
Suivi et évaluation	73
Partage des connaissances	75
Renforcement des capacités	78

Références	81
-------------------	-----------

Abréviations et acronymes

EVC	Évaluation de la vulnérabilité et des capacités
Fédération internationale	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RRC	Réduction des risques de catastrophe
SPIC	Stratégie internationale de prévention des catastrophes
UNISDR	Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (Secrétariat)

Glossaire

Catastrophe – Rupture grave du fonctionnement d'une communauté ou d'une société impliquant d'importants impacts et pertes humaines, matérielles, économiques ou environnementales que la communauté ou la société touchée ne peut surmonter avec ses seules ressources.

Réduction des risques de catastrophe – Concept et pratique de la réduction des risques liés aux catastrophes consistant à déployer des efforts systématiques pour analyser et gérer leurs causes, notamment par une réduction de l'exposition aux risques et de la vulnérabilité des personnes et des biens, la gestion rationnelle des terres et de l'environnement, et l'amélioration de la préparation aux événements indésirables.

Danger – Substance, activité humaine, condition ou phénomène dangereux pouvant causer des pertes en vies humaines, des blessures ou d'autres effets sur la santé, des dommages aux biens, la disparition de moyens de subsistance et de services, des perturbations socio-économiques, ou des dommages à l'environnement.

Atténuation – Réduction ou limitation des effets négatifs des dangers et des catastrophes.

Préparation – Connaissances et capacités développées par les gouvernements, les organisations professionnelles d'intervention et de relèvement, les communautés et les individus, afin d'être mieux à même d'anticiper les impacts probables de situations ou d'événements imminents ou en cours, d'y faire face et de s'en relever.

Prévention – Ensemble d'activités permettant d'éviter complètement les effets négatifs des dangers et des catastrophes qui leur sont associées.

Sensibilisation du public – Étendue des connaissances communes sur les risques de catastrophe, sur les facteurs qui conduisent à des catastrophes et sur les actions qui peuvent être prises individuellement et collectivement pour réduire l'exposition et la vulnérabilité aux dangers.

Résilience – Capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société exposés à des dangers de résister à leurs effets, de les absorber, de s'y adapter et de s'en relever, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures et de ses fonctions essentielles.

Risque – Combinaison de la probabilité d'un événement et de ses conséquences négatives.

Vulnérabilité – Caractéristiques et circonstances d'une communauté, d'un système ou d'un bien, qui le rendent susceptible de subir les effets d'un danger.

Les définitions présentées dans cette section sont adaptées de la publication de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies intitulée *Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe*^[45].

1. Introduction

La Croix-Rouge et le Croissant-Rouge sensibilisent depuis longtemps les communautés à la réduction des risques de catastrophe, contribuant à accroître leur sécurité et leur résilience par le biais de campagnes, de l'éducation informelle, de l'apprentissage participatif et des interventions formelles dans les écoles. Les Sociétés nationales, les sections et les programmes ont élaboré une large gamme d'outils à l'appui de ces activités. Des recherches réalisées entre 2005 et 2008 ont montré que sur 82 Sociétés nationales, 50 avaient mené des activités structurées de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe, dont 38% impliquaient des enfants et avaient lieu dans des écoles^[74]. Toutefois, il n'y avait pas de moyen d'obtenir une vue d'ensemble de cet éventail d'activités, pas de synthèse des bonnes pratiques et pas de mécanismes de partage des différentes expériences.

Le présent guide vise à aider les Sociétés nationales à planifier et à élaborer des activités de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe. Il s'inscrit dans le droit fil de deux documents, la *Stratégie 2020*^[55] et le *Cadre pour la sécurité et la résilience des communautés face aux risques liés aux catastrophes*^[56], et contribuera à la mise en œuvre du *Cadre d'action de Hyogo*^[44] – un plan d'action mondial pour les activités de réduction des risques liés aux catastrophes pour la décennie allant de 2005 à 2015 – en fournissant des orientations opérationnelles spécifiques sur la promotion de la réduction des risques de catastrophe. Il vise à aider les Sociétés nationales à planifier leurs activités de sensibilisation et d'éducation du public afin qu'elles obtiennent des résultats de plus en plus importants et visibles. Nous prévoyons d'élaborer prochainement des messages standard harmonisés à l'appui de ces activités.

Pourquoi ce guide est-il important ?

Il existe actuellement un fort intérêt pour la sensibilisation et l'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe^[44, 55, 56]. Cet intérêt est particulièrement présent dans les quatre domaines d'activités suivants.

- **La santé publique** – Ce domaine d'activité a émergé le premier, démontrant clairement que le comportement humain peut être modifié et que les maladies peuvent être éradiquées. Parmi les activités d'éducation du public ayant effectivement contribué à une modification importante des comportements humains figurent celles menées sur les thèmes de l'eau potable, de l'hydratation, du lavage des mains, de la sécurité routière, des maladies véhiculées par l'eau et par l'air, de l'observance thérapeutique, de l'arrêt du tabac, du traitement de la tuberculose et du port de la ceinture de sécurité.
- **La gestion de l'environnement** – Ce domaine d'activité a été promu par les militants qui s'emploient à mettre en évidence l'impact des activités humaines sur l'environnement. En conséquence, les ménages et les communautés

adoptent un comportement de plus en plus prosocial. L'éducation a contribué à influencer les politiques de contrôle relatives aux produits dangereux, aux sources d'énergie sûres et renouvelables, au recyclage et à l'utilisation de l'eau.

- **Les sciences de la Terre et la géologie** – Les spécialistes des sciences de la Terre et les géologues ont commencé à faire part dans les années 1970 de leurs connaissances sur les mécanismes qui sous-tendent les aléas naturels, ce qui a conduit à l'intégration dans les années 1990 de la sensibilisation aux risques dans tous les programmes d'enseignement des sciences et de la géographie.
- **L'action du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge** – Pendant des décennies, le Mouvement international a joué un rôle actif dans l'éducation du public aux premiers secours et à la préparation des familles et des communautés aux catastrophes. Dès 1966, le Croissant-Rouge du Bangladesh, avec le soutien de la Croix-Rouge suédoise, s'est attaché à éduquer les communautés en élaborant des systèmes d'alerte rapide aux cyclones centrés sur les individus. Ces activités se sont largement répandues pendant les années 1990, proclamées Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles.

L'ouvrage *Prevention Better than Cure – Report on human and environmental disasters in the Third World*^[17] publié en 1984 a mis en évidence la préoccupation émergente au sein du Mouvement, selon laquelle le fait que la trop grande précision des appels internationaux en cas de catastrophe et les rapports dans les médias donnait au grand public l'impression erronée que les catastrophes étaient inévitables. Ces messages masquaient l'élément le plus important qui est qu'« un nombre important de facteurs causés par l'homme se cachent derrière tous les types de catastrophe », un fait qu'il « faut absolument prendre en considération si on veut s'attaquer à leurs causes profondes et les prévenir ». Ce document poursuivait :



Une troupe de théâtre diffuse des messages sur la réduction des risques de catastrophe (Samoa).

« Une fois ce fait admis, il faut connaître les différents moyens qui existent de prévenir les catastrophes. La sensibilisation aux questions écologiques est un aspect important, mais il faut également s'attacher à comprendre les comportements des individus et les comportements humains en général ».^[17 pp 171, 41]

Tout indiquait qu'il était nécessaire de mettre davantage l'accent sur la sensibilisation du public, ainsi que sur les activités d'éducation, pour contribuer à réduire les risques de catastrophe. Le présent guide aidera le personnel et les volontaires des Sociétés nationales à planifier des stratégies, des programmes et des activités de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe.

Plus récemment, la priorité 3 du Cadre d'action de Hyogo invitait tous les praticiens de l'aide au développement et de l'intervention humanitaire travaillant sur le terrain à « utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux^[44] ».

Le présent guide rassemble toutes les informations dont les Sociétés nationales ont besoin pour répondre à cette priorité.

Contexte : publications connexes

La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Fédération internationale) s'efforce de faire connaître sa vision par le biais d'une série de documents que le présent guide, *Sensibilisation et éducation du public à la réduction des risques de catastrophe : un guide*, vient compléter.

Dans son énoncé de vision, la *Stratégie 2020*^[55], la Fédération internationale décrit comment elle entend intégrer la réduction des risques de catastrophe dans ses activités, promouvoir l'amélioration de la santé et faire de l'adaptation aux changements climatiques une composante des efforts mondiaux de renforcement de la sécurité et de la résilience des communautés. Le *Cadre pour la sécurité et la résilience des communautés face aux risques liés aux catastrophes*^[56], quant à lui, définit les éléments clés de la mise en œuvre d'interventions humanitaires fondées sur la connaissance des risques ; d'activités d'atténuation, de prévention et d'adaptation spécifiques au pays ; et de programmes par secteur.

Le présent guide, qui est le dernier-né de cette série de publications, constitue une étape cruciale dans la réalisation de la vision de la Fédération internationale, en fournissant des approches communes, des outils de base, des orientations et des messages standard qui s'appliquent à tous les contextes nationaux.

La *Stratégie 2020* exprime la détermination de la Fédération internationale à « faire plus, le faire mieux et aller plus loin » en réalisant trois objectifs stratégiques :

- sauver des vies, protéger les moyens d'existence et renforcer le relèvement après les catastrophes et les crises ;
- promouvoir des modes de vie sains et sûrs ;
- promouvoir l'intégration sociale et une culture de non-violence et de paix.

La réduction des risques de catastrophe est reconnue explicitement comme un élément important de la vision de l'ensemble de la Fédération internationale. Cette vision contribue au développement durable dans la mesure où elle entend renforcer la résilience des communautés, promouvoir l'amélioration de la santé, réduire les risques de catastrophe et faire face aux changements climatiques.



En 2009, la Fédération internationale a élaboré le *Cadre pour la sécurité et la résilience des communautés face aux risques liés aux catastrophes*^[56] (voir page 8), qui jette les bases de tous les programmes, projets et interventions visant à contribuer au renforcement de la sécurité et de la résilience des communautés. Les éléments clés de ce cadre sont :

- les interventions humanitaires fondées sur la connaissance des risques ;
- les activités d'atténuation, de prévention et d'adaptation spécifiques au pays ; et
- les programmes par secteur.

La promotion, l'éducation et la sensibilisation sont considérées comme des activités intersectorielles pouvant viser tous types d'acteurs. Les principaux piliers de ces activités sont des approches communes, des outils de base, des lignes directrices et des messages standard applicables à tous les contextes nationaux.

Le plan d'action mondial en matière de réduction des risques de catastrophe est défini dans le Cadre d'action de Hyogo, adopté en 2005 par 168 États. La priorité 3 de ce Cadre en cinq points est d'« utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux^[44] ». En tant que partenaire de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies, la Fédération internationale entend mettre ses efforts au service de l'ensemble de la communauté des organisations humanitaires et de développement, ainsi que des acteurs publics, privés et de la société civile qui contribuent à la réalisation de ces objectifs.

Comment se guide a-t-il été élaboré ?

.....
Pour élaborer les présentes lignes directrices, la Fédération internationale a réalisé une étude exploratoire pour en apprendre davantage sur les approches et les stratégies déjà utilisées au sein du Mouvement international en matière d'éducation du public et de réduction des risques de catastrophe. Pour les besoins de cette étude, elle a :

- procédé à une analyse approfondie d'un corpus de 150 documents ;
- passé en revue plus de 150 sites Internet ;
- interrogé 50 employés de Sociétés nationales et des bureaux régionaux de la Fédération partout dans le monde.

Les résultats de cette étude sont complétés par des orientations fiables issues de recherches sur la communication des risques, le marketing social et l'éducation du public visant à encourager un changement de comportement.

L'encadré ci-après présente les documents de référence clés de la Fédération internationale afin de montrer où se situe le présent guide dans la série d'orientations relatives à la réduction des risques de catastrophe et comment il s'inscrit dans la stratégie globale de l'organisation.

Documents de référence clés de la Fédération internationale

- Stratégie 2020^[55]
- *Cadre pour la sécurité et la résilience des communautés face aux risques liés aux catastrophes*^[56]
- *Practical Guide to Advocacy for Disaster Risk Reduction*^[57]
- *Disaster Risk Reduction National Plan / Programme Suggested Performance Framework*^[58]
- *How the Red Cross Red Crescent Reduces Risk*^[59]
- *Communiquer dans les situations d'urgence : lignes directrices*^[60]
- *Prevention Better than Cure*^[61]

Contenu du guide

Pour faire face aux risques de catastrophe les plus sérieux au niveau national ou local, il faut adopter des approches systématiques axées sur la mise en œuvre à grande échelle, soutenues par des engagements et des mesures semblables à ceux décrits dans le document intitulé *Programmes communautaires de santé et premiers secours en action : Guide de mise en œuvre*^[12]. Cela nécessite une bonne gestion de la part de la Société nationale ou de la section concernée, de l'engagement, de la volonté politique et une perspective à long terme. Le processus normal de planification de projets de la Fédération internationale fournit des orientations globales et prévoit des mécanismes de redevabilité. La présente publication devrait servir de guide aux chargés de la planification d'activités ciblées de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe.

Ce guide rassemble un éventail d'approches utilisées dans l'ensemble du Mouvement international afin de fournir un aperçu de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas. Les propos sont, dans la mesure du possible, étayés par des données factuelles. Les Sociétés nationales pourront ainsi prendre des décisions éclairées concernant les approches les plus appropriées et s'appuyer sur des ressources existantes, le cas échéant, pour définir une méthode plus efficiente et plus efficace. Ce guide présente des approches et des outils largement utilisés par les Sociétés nationales pour leurs activités de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe. Il rassemble des recherches sur la communication des risques et l'éducation du public visant à susciter un changement de comportement et les enseignements tirés par les praticiens au moment de les mettre en pratique.

Ce guide porte principalement sur quatre approches clés :

- les campagnes ;
- l'apprentissage participatif ;
- l'éducation informelle ;
- les interventions formelles dans les écoles.

Ce guide passe en revue les outils suivants utiles pour la mise en œuvre de ces activités : publications, programmes d'enseignement, modules et présentations, apprentissage électronique, spectacles et expression artistique, jeux et compétitions, supports audiovisuels, pages web et activités en ligne, et médias sociaux et télécommunications. Il explique ensuite comment garantir la qualité de ces outils en mettant l'accent sur l'importance d'avoir des images puissantes et des messages soignés qui soient incitatifs, éprouvés, appropriés et adaptés au contexte. En outre, il rappelle les principes essentiels à l'élaboration de messages efficaces : légitimité et crédibilité ; cohérence et utilisation de messages standard ; et mise à l'échelle et durabilité.

Ce guide expose, par le biais de nombreux exemples, les expériences, les approches et les outils intégrés utilisés par les Sociétés nationales dans chaque région. Le lecteur pourra donc se pencher plus en détail sur certaines activités et communiquer directement avec les équipes qui étaient chargées de leur mise en œuvre le cas échéant. Les exemples ne sont pas classés par résultats car les lecteurs peuvent apprendre autant des expériences qui n'ont pas répondu aux attentes que de celles dont on estime qu'elles ont été couronnées de succès.

Le dernier chapitre du guide, qui porte sur la gestion des connaissances, décrit les mécanismes de suivi et d'évaluation, de partage des connaissances et de renforcement des capacités, lesquels occuperont tous une place de plus en plus importante à l'avenir dans la conception et la mise en œuvre de stratégies à fort impact.

Il est possible de commencer par mettre en œuvre des programmes de sensibilisation et d'éducation du public à petite échelle, tenant compte des besoins spécifiques de la population, des risques et des groupes cibles. Ces approches peuvent être intégrées dans presque toutes les initiatives existantes, quels que soient le moment et le lieu. Elles peuvent tirer parti des effectifs de volontaires déjà mobilisés et de la communication de pair à pair, et contribuer à leur renforcement. Pour appuyer ce processus, il faut élaborer des messages forts et cohérents sur la réduction des risques, des informations claires et ciblées et du matériel d'éducation et de communication.

Tout au long du guide, des encadrés, des tableaux, des figures, des guides étape par étape et des exemples pratiques illustrent la théorie et permettent au lecteur d'appliquer les connaissances acquises à son propre contexte.

Résumé chapitre par chapitre

1 Introduction

Ce chapitre explique pourquoi ce guide est important, présente les ressources connexes, décrit comment ce guide a été élaboré et donne un aperçu de son contenu.

2 Planification : questions à se poser

Ce chapitre répond à des questions telles que pourquoi, pour qui, quoi, avec qui, quand et où, comment, avec quels outils et quoi d'autre. Il envisage la sensibilisation et l'éducation du public de deux manières, comme une activité spécifique planifiée et comme une activité intégrée à des programmes préexistants.

3 Quatre approches clés

Ce chapitre explique comment mettre en place chacune des quatre approches clés : *les campagnes, l'apprentissage participatif, l'éducation informelle et les interventions formelles dans les écoles*. Il présente un large éventail d'exemples d'application et de méthodes en vue de donner des orientations et des conseils sur la gestion d'un processus de planification stratégique.

4 Principes pour une mise en œuvre efficace

Ce chapitre décrit les principes qui sous-tendent le cadre stratégique et les approches, à savoir la légitimité, la crédibilité, la mise à l'échelle et la durabilité. Pendant le processus de planification, les stratégies et les possibilités envisagées peuvent être évaluées au regard de ces principes.

5 Outils

Ce chapitre présente un large éventail d'outils utilisés pour mettre les activités en œuvre, tels que les publications, les jeux et les compétitions et les médias sociaux, et décrit les avantages et les inconvénients de chacun.

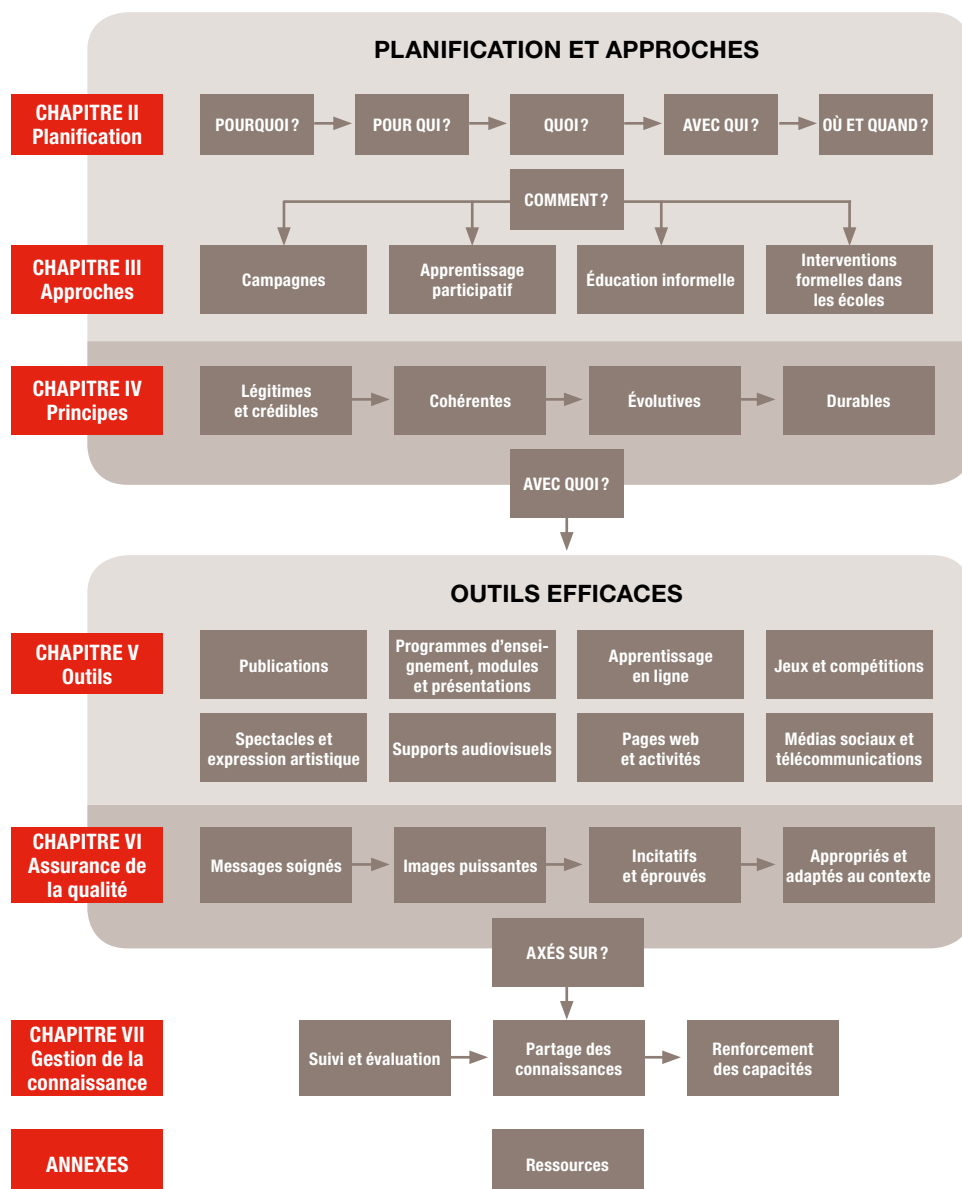
6 Assurer la qualité

Ce chapitre présente les principaux éléments à prendre en considération pour garantir la qualité des initiatives, à savoir des messages soignés et des images puissantes qui soient incitatifs, attrayants, appropriés et adaptés au contexte.

7 Exploiter les connaissances acquises

Ce chapitre porte sur certains des défis liés à la gestion des connaissances, un secteur en évolution rapide. Il fournit des orientations sur les moyens de concevoir les futures interventions de façon à améliorer les processus existants de suivi et d'évaluation, de partage des connaissances et de renforcement des capacités.

Ce guide est complété par une liste d'acronymes et d'abréviations (page 4), un glossaire (page 5) et une liste détaillée des références (p81). Il existe un ensemble complet d'annexes, qui présentent des exemples d'initiatives intégrant la sensibilisation et l'éducation du public menées par les composantes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.



2.

Planification : questions à se poser

La première étape de la planification d'activités de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe consiste à rassembler un petit groupe de personnes dévouées et créatives pour définir un plan d'action. Que vous prévoyez de mener des activités au niveau national, d'un district ou local, les présentes orientations vous aideront à attirer des partenaires extérieurs et à élaborer un plan solide et efficace qui suscitera confiance et engagement.

Le processus proposé suit le cycle classique d'élaboration de programmes utilisé dans l'ensemble du Mouvement. S'agissant de la planification d'activités de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe, il est judicieux de commencer par se poser les questions courantes suivantes et d'examiner les réponses.

Pourquoi cette initiative est-elle si importante ?

Le Mouvement reconnaît que les secours ne suffisent pas à répondre aux besoins accrus causés par l'impact des aléas sur des populations entières. Il a l'obligation de partager les connaissances qui peuvent aider à recenser les aléas et les risques, à prendre des mesures pour renforcer la sécurité et la résilience et à réduire l'impact des aléas futurs. Les communautés et les individus peuvent, et veulent, souvent s'associer dans cette démarche. La sensibilisation et l'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe peuvent donner à tout un chacun les moyens de contribuer à alléger les souffrances dont les populations seront victimes à l'avenir.

La publication de la Fédération internationale intitulée *Disaster Response and Contingency Planning Guide*^[62] (publiée en 2007 et actuellement en cours de révision) fournit des orientations détaillées sur la manière d'évaluer les risques, y compris les aléas, les vulnérabilités et les capacités. Il est difficile de faire des choix, mais nous devons nous concentrer sur les risques qui ont plus de chances de se produire et d'avoir l'impact le plus grave sur le plus grand nombre de personnes. Dans certains cas, des risques récurrents de moindre gravité peuvent avoir un impact majeur. Dans d'autres cas encore, les problèmes chroniques tels que l'absence d'eau salubre et le manque de systèmes d'assainissement doivent être traités en priorité. Aujourd'hui, les zones urbaines concentrant plus de la moitié de la population

mondiale et étant au cœur de la vie économique et politique, nous devons systématiquement nous préparer à faire face à ces risques dans leur forme urbaine. En outre, il faut prévoir des approches systématiques pour les situations d'urgence complexe, lesquels peuvent conduire à une accumulation de ces risques.

La figure 1 ci-dessous offre un moyen de déterminer rapidement sur quoi cibler vos activités de sensibilisation et d'éducation du public. Pour l'utiliser, vous devez déterminer quelle est la probabilité relative que chacun des aléas se produise et quel serait leur impact, puis insérer dans la case correspondante de la matrice de risques tous les aléas susceptibles de survenir dans votre contexte.

Exemples d'aléas		
<ul style="list-style-type: none"> • Tremblement de terre • Inondations • Incendie • Canicule • Sécheresse • Tornade • Foudre • Éruption volcanique 	<ul style="list-style-type: none"> • Pandémie ou épidémie, telle que le VIH/sida • Déversement de matières dangereuses • Tempête hivernale ou tempête de verglas • Froid extrême • Avalanche • Glissement de terrain • Coulées de débris • Ouragan, cyclone ou typhon 	<ul style="list-style-type: none"> • Accidents de transport • Accidents de la route • Troubles civils ou conflits • Terrorisme ou violence • Pénurie alimentaire • Pénurie d'électricité • Pénurie d'eau • Eau insalubre et manque de systèmes d'assainissement

Indiquez à côté de chaque aléa le nombre de personnes qui risqueraient d'être touchées (par exemple, décès, blessures, perte de logement ou des moyens de subsistance, ou éloignement de la vie communautaire). Gardez à l'esprit la définition traditionnelle d'une catastrophe, à savoir une « rupture grave du fonctionnement d'une communauté ou d'une société impliquant d'importants impacts et pertes humaines, matérielles, économiques ou environnementales que la communauté ou la société touchée ne peut surmonter avec ses seules ressources »^[45].

Les aléas que vous avez placés dans les cases rouges et orange doivent être considérés comme des questions hautement prioritaires.

Figure 1 : Matrice de risques

Zone géographique concernée :

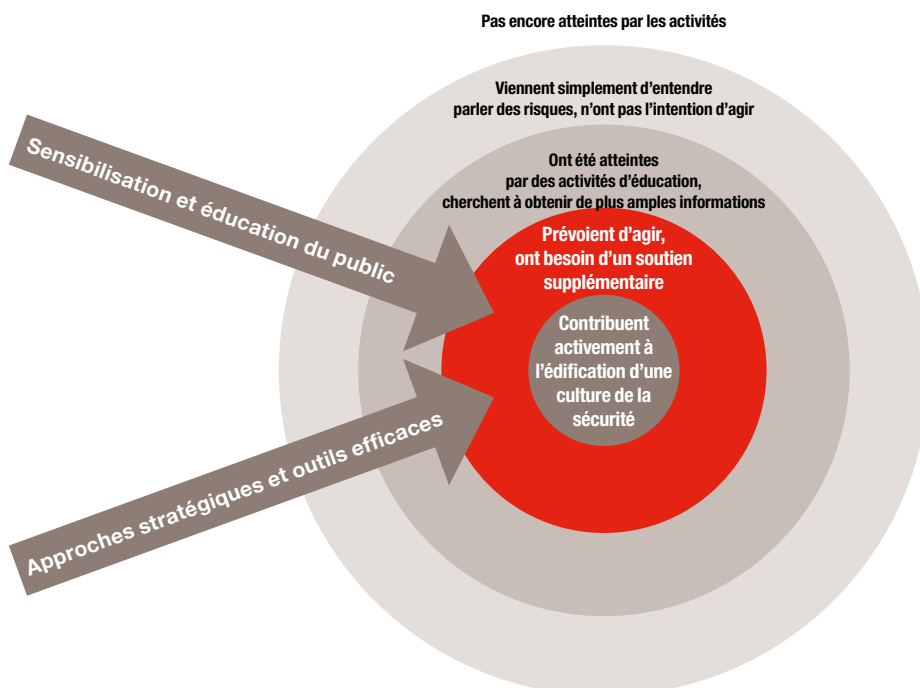
Probabilité	Haute	<ul style="list-style-type: none"> • Accident de la route 	<ul style="list-style-type: none"> • Inondations annuelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Aléa sismique en milieu urbain • Incendie faisant suite à un séisme • Tabagisme
	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Accident de transport • Pénurie d'électricité 	<ul style="list-style-type: none"> • Forte tempête hivernale • Canicule 	<ul style="list-style-type: none"> • Pénurie d'eau • Inondations en milieu urbain
	Faible		<ul style="list-style-type: none"> • Tornade 	
		Faible	Moyenne	Haute
Impact				

Les données entrées dans l'exemple de matrice de risques ci-dessus montrent que les séismes, les incendies faisant suite à un séisme et le tabagisme sont les trois risques sur lesquels les efforts doivent être concentrés.

Quel est le public cible de l'initiative ?

Les publics cibles de la sensibilisation et de l'éducation à la réduction des risques de catastrophe peuvent être représentés par des cercles concentriques ayant comme point central les personnes qui s'emploient déjà à renforcer leur sécurité et leur résilience ainsi que celles de leur entourage. Plus grand est le point central (constitué d'employés et de volontaires motivés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge), plus d'impact il aura.

Juste à l'extérieur du point central se situent les personnes qui sont réceptives et pensent à agir, mais qui ont besoin d'informations complémentaires et de plus de confiance pour s'engager. Viennent ensuite les personnes qui ont entendu parler de l'action de la Croix-Rouge et qui commencent à réfléchir à ces questions et à en parler. Puis, vient un groupe plus important de personnes qui semblent réticentes à agir ou qui manquent de moyens. Les personnes entrant dans cette catégorie connaissent vaguement les questions, mais n'ont pas l'intention d'agir dans l'instant. Elles sont souvent assimilées aux « fatalistes ». Enfin, un grand nombre de personnes n'ont jamais entendu parler des risques qu'elles encourent ou n'ont jamais vraiment pensé à ce qu'elles pouvaient faire pour les réduire. Les activités de sensibilisation et d'éducation du public doivent atteindre tous ces différents groupes et les attirer vers le centre.



Sensibiliser les populations afin de les rendre conscientes, de les éduquer et, enfin, de bâtir une culture de la sécurité à l'aide d'approches stratégiques et d'outils de qualité.

Comme l'indique la figure ci-dessus, il n'existe pas un seul type de public, au contraire, il en existe toute une variété, qui sont influencés par un ensemble de dynamiques et de vulnérabilités sociales et culturelles qui leur sont propres^[9, 14, 52]. Il est très important de décider, dès le début du processus de planification, quels sont les segments de la population que vous voulez atteindre. Même les approches qui visent à atteindre un large public devraient prendre en considération les différents segments cibles.

Guide par étape : apprendre à connaître les publics cibles



Inclure les populations marginalisées : supports faciles à lire (Australie) et dirigés aux personnes handicapées (États-Unis)

Étape 1 : Établir une liste de tous les groupes cibles potentiels et noter tous les sous-groupes qu'ils contiennent. Il faut par exemple prendre en considération les éléments suivants :

- la situation géographique (zones urbaines, villages, régions reculées, banlieues et bidonvilles, etc.);
- le sexe;
- l'âge;
- le niveau d'éducation;
- la langue et les groupes ethniques;
- le lieu de travail.

Inclure les personnes handicapées, les nouveaux immigrants, les personnes déplacées ou sans-abri, les analphabètes, les jeunes de la rue et les jeunes qui travaillent, et déterminer les moyens spécifiques d'atteindre ces sous-groupes marginalisés (voir la liste de contrôle ci-dessous)^[5].

Étape 2 : Établir une liste des organisations, associations et groupes auxquels appartient ou que fréquentent les membres du public cible. Inclure les associations de quartier, les lieux de travail, les écoles, les lieux de culte, les associations professionnelles et d'anciens étudiants, les clubs et les équipes, les associations regroupant des personnes originaires d'un même pays et les gangs.

Étape 3 : Examiner comment les personnes communiquent au sein de leurs réseaux sociaux. Établir une liste des possibilités et des obstacles que présentent les différents modes de communication.

Ces recherches vous aideront plus tard à choisir les approches et les outils adaptés à chacun des sous-groupes cibles.

Liste de contrôle : inclure les groupes marginalisés

- Envisagez de proposer des lieux et des heures de réunions différents pour les femmes et les hommes. Allez-vous prévoir des structures d'accueil pour les enfants ?
- Les réunions devraient-elles être tenues en plusieurs langues ? Si oui, faudra-t-il prévoir des interprètes ?
- Envisagez de mener des activités de sensibilisation à domicile et dans la rue.
- Veillez à ce que les activités s'adressent aux enfants et aux jeunes d'une manière appropriée à leur âge.
- Prévoyez les services d'interprètes en langue des signes pour atteindre les personnes sourdes.
- Organisez les réunions dans des lieux accessibles aux fauteuils roulants.
- Élaborez des supports papier et vidéo dans toutes les langues utiles.
- Veillez à ce que les messages diffusés via les supports audiovisuels ne requièrent pas d'aptitudes en lecture pour être compris.
- Utilisez la radio pour atteindre les personnes socialement isolées et vivant dans des régions reculées.
- Veillez à ce que les textes insérés dans les supports vidéo soient traduits dans toutes les langues utiles.
- Veillez à ce que le contenu des pages web puisse être lu et traduit par des systèmes automatiques.

En quoi l'initiative pourrait-elle consister ?

La sensibilisation et l'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe visent à réduire les risques de catastrophe en rendant les connaissances disponibles accessibles par le biais d'activités menées au niveau local. Elles mobilisent les individus en diffusant des messages clairs, étayés par des informations précises.

La seule sensibilisation aux dangers ne suffit pas à pousser les individus à adopter des mesures de réduction des risques^[25, 27, 31, 33]. Les recherches ont révélé que les individus ne prennent pas de mesures avant :

- de savoir quelles mesures exactement peuvent être prises pour réduire les risques auxquels ils sont confrontés ;
- d'être convaincus que ces mesures seront efficaces ;
- d'être convaincus qu'ils ont les capacités de mener ces activités à bien^[27, 29].

Les principaux résultats des recherches peuvent orienter la conception d'activités efficaces d'éducation du public. Par exemple, les faits suivants sont bien établis :

- Les individus doivent être stimulés pour aller chercher des informations^[25, 29].
- Les individus recherchent toujours un consensus, et ressentent le besoin d'obtenir une validation de différentes sources (par exemple, amis, experts, autorités publiques, dirigeants communautaires respectés, radio, télévision et sites web) avant d'agir^[25, 29, 32].
- Les individus font ce que les autres font^[7]. (Cela signifie qu'il est important de recenser toutes les activités menées au niveau local ayant été couronnées de succès : les exemples négatifs ne fonctionnent pas).
- Trois types de personnes peuvent lancer des « épidémies prosociales » : des « connecteurs » capables de rassembler les gens, des spécialistes de l'information (autrement dit, des experts), et des « vendeurs » capables de persuader les gens d'agir^[15].
- Les enseignements dont on se souvient le mieux sont ceux tirés d'histoires simples, inattendues, concrètes, crédibles et émouvantes^[18].
- Le processus de changement de comportement est progressif : on passe de l'observation à la planification, puis à l'action et enfin au maintien^[1, 6, 39, 41, 49].

Il est judicieux de commencer par mener des activités simples à petite échelle qui auront un impact sur la population et d'aider les gens à rendre compte et à faire part de leurs succès. Il est important de connaître et de prendre les mesures physiques et environnementales qui contribuent à réduire les risques, par exemple en attachant les meubles pour qu'ils résistent à un éventuel séisme ou en nettoyant les canaux d'évacuation pour prévenir une inondation. En effet, les premiers secours ne pourront pas combler le vide laissé par la fermeture des établissements de soins de santé primaires, si toutefois ceux-ci venaient à être endommagés par le vent ou un séisme car ils n'ont pas fait l'objet de mesures de réduction des risques. De même, les personnes exposées à des risques d'inondations, de vent et de tremblement de terre doivent apprendre les rudiments de la construction plus résistante aux catastrophes. Si l'atténuation des risques exige des compétences qui ne sont pas disponibles dans la communauté, celle-ci doit les acquérir.

Passer directement d'activités de sensibilisation aux aléas à des activités d'acquisition de compétences en matière d'intervention/de préparation peut



Une pièce de théâtre sur les changements climatiques (Colombie).

renforcer l'idée selon laquelle les catastrophes sont inévitables et la seule chose à faire est de s'en relever après coup^[13, 23, 31]. Cela peut involontairement encourager une attitude fataliste^[51].

Avec qui devrions-nous travailler ?

Les partenariats sont essentiels au succès des activités de sensibilisation et d'éducation du public. Les stratégies efficaces naissent dans la collaboration, car celle-ci est nécessaire à l'élaboration de messages cohérents, harmonisés et normalisés qui, une fois diffusés à grande échelle et suffisamment répétés, entreront dans le savoir commun. Pour qu'un partenariat soit fructueux, il faut généralement prendre la décision d'investir dans une relation à long terme. Nombre de parties prenantes sont disposées à nouer des partenariats avec les Sociétés nationales. Toutefois, apprendre à se connaître, développer une relation de confiance et, enfin, engager des ressources est un processus qui demande un investissement de longue haleine.

En commençant par nouer des partenariats spécifiques, les deux organisations pourront grandir ensemble et aller de succès en succès. Il a été constaté, dans le cadre d'une opération menée à la suite d'une catastrophe, que l'équipe chargée de conduire des activités de sensibilisation était plus performante lorsque ses membres travaillaient en binômes plutôt que seuls, parvenant à boucler une zone après une autre.

Rappelez-vous qu'il n'est pas nécessaire que les Sociétés nationales dirigent toutes les activités. Il est parfois suffisant de participer à une opération, prêtant ainsi le poids et la crédibilité de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, pour faire adhérer le public à nos objectifs communs. Tant le fait de prendre les rênes des opérations que d'y participer constituent des moyens efficaces de promouvoir votre cause.



Spectacle de marionnettes dans une garderie à Los Angeles (États-Unis).

Enfin, vos principaux partenaires de vérification sur le terrain (qui collectent des données sur le terrain pour vérifier les informations obtenues de sources extérieures) sont représentatifs de l'ensemble de vos bénéficiaires cibles. Il est donc essentiel de les associer à l'élaboration de méthodes et d'approches, ainsi qu'à l'examen des programmes et des outils. En établissant un groupe consultatif composé de ces partenaires, vous êtes sûrs que le travail sera bien fait et que vos objectifs seront promus.

La tableau 1 ci-après recense un éventail d'acteurs avec qui vous pourriez nouer des partenariats (colonne de gauche) et donne des exemples des rôles que chacun serait bien placé pour assumer et des objectifs qu'ils contribueraient à atteindre (colonne de droite).

Tableau 1 : Partenariats

Qui ?	Pourquoi ?
Nous : Les volontaires, la jeunesse et le personnel de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	Pour donner l'exemple et pour se confronter à des problèmes concrets et les résoudre avant de guider les autres
Gouvernements nationaux : En particulier, les programmes nationaux de réduction des risques de catastrophe, et tous les ministères, organismes et départements concernés	Pour obtenir un aval et un soutien, et pour atteindre et rallier le plus grand nombre possible de personnes
Autorités locales : Les départements et les organismes municipaux et de district	Pour obtenir un aval et un soutien, renforcer les capacités, et intensifier et institutionnaliser les efforts
Communautés locales, villages et quartiers urbains : Les endroits où vivent les volontaires de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	Pour garantir aux individus que nos activités sont testées, éprouvées, durables et ancrées dans les communautés. Les bénéficiaires deviennent les nouveaux volontaires
Publics cibles : Des représentants choisis de tous les segments de la population cible	Pour encourager le dialogue et collecter des avis et des observations sur le processus d'élaboration de programmes, et pour examiner et tester le matériel
Gouvernements : Un large éventail d'organismes et de départements à tous les niveaux du gouvernement, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la gestion des situations d'urgence, de l'environnement et de la planification	Pour renforcer la relation d'auxiliaire que les Sociétés nationales entretiennent avec le gouvernement de leur pays afin de jeter les bases de partenariats solides dans le domaine de l'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe
Spécialistes scientifiques, techniques et des savoirs locaux : Des personnes pouvant fournir des services d'expert dans un large éventail de disciplines, notamment les sciences physiques, l'ingénierie, la santé, l'éducation, le marketing, la conception et les communications	Pour disposer de sources légitimes de connaissances et d'expériences afin d'élaborer et de valider des messages et des orientations. Être en mesure d'échanger des connaissances techniques et des savoirs locaux, de les transformer en information exploitable, d'orienter la recherche et de se tenir informé de ses résultats sont autant de capacités essentielles au progrès en matière de réduction des risques
Société civile : Toutes les personnes poursuivant des objectifs similaires et opérant dans les mêmes zones géographiques. Il peut s'agir d'organisations non gouvernementales (ONG), d'organisations professionnelles et commerciales, d'administrateurs scolaires, de professeurs et de parents	Pour aider de diverses manières. La collaboration est plus efficace que la concurrence. Certains de ces partenaires joueront un rôle important de liaison avec différents sous-groupes de votre public cible. Les partenariats peuvent être formels ou informels
Secteur privé : Les grandes entreprises, notamment les compagnies d'assurance, les entreprises de service public, les médias, les petites et moyennes entreprises locales et les entrepreneurs individuels	Pour faire parvenir des messages simples et clairs à un public plus large. La responsabilité sociale des entreprises peut être mutuellement avantageuse. En défendant une cause, les employeurs renforcent leur crédibilité
Enfants et adolescents : Les enfants et les adolescents influencent les comportements en matière de prévention des catastrophes	Pour promouvoir la santé et le bien-être, gagner une confiance, acquérir des compétences, veiller à ce que les politiques et les services soient améliorés et investir dans le futur. Les enfants ont plus de facilité à faire passer des messages à leurs parents et les adolescents à leurs pairs
Partenaires internationaux : Les acteurs gouvernementaux, intergouvernementaux et non-gouvernementaux, et les entreprises	Pour accéder aux connaissances au niveau transfrontalier, échanger des expériences et s'en inspirer
Donateurs : Les organismes gouvernementaux, intergouvernementaux, privés et de la société civile, et les donateurs individuels	Plus les donateurs connaîtront et salueront votre action, plus ils seront enclins à soutenir les efforts continus que vous déployez dans le domaine de l'éducation du public à la réduction des risques

Quand et où l'initiative est-elle appropriée ?

Les Sociétés nationales mènent une large gamme d'activités, dont la plupart présentent la possibilité d'intégrer la sensibilisation et l'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe. La planification stratégique peut aider à tirer le meilleur parti de ces possibilités et à recenser les situations dans lesquelles la sensibilisation et l'éducation du public peuvent être élevées au rang de priorité ainsi que les occasions d'atteindre les régions et les communautés à haut risque.

Mises ensemble, les différentes composantes des activités essentielles traditionnelles de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge rendent les communautés plus sûres et plus résilientes, contribuant ainsi au processus de développement durable. Les activités de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe devraient jouer un rôle plus important dans ce processus à l'avenir. Nombre des mesures qui favorisent l'accès à des abris sûrs, à l'eau propre, à l'assainissement, à l'hygiène et à la santé, la restauration de l'environnement, à la sécurité alimentaire et à la protection des moyens de subsistance sont les mêmes que celles qui contribuent à réduire les risques de catastrophe. Il est nécessaire de se fonder sur l'expérience technique cumulée de ces secteurs, ainsi que sur les résultats des évaluations des risques dus à des aléas multiples, les mesures spécifiques d'atténuation des risques et les solutions intersectorielles aux problèmes.

Le tableau 2, ci-dessous, présente les nombreuses possibilités d'intégrer l'éducation du public et la réduction des risques de catastrophe.

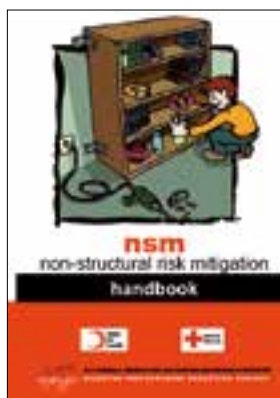
Tableau 2 : Intégration de l'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe

Activités essentielles	Activités appuyées par l'éducation du public
Évaluation et planification	
Évaluation de la vulnérabilité et des capacités	<ul style="list-style-type: none"> • Recensement des dangers • Évaluation de la vulnérabilité et des capacités • Cartographie des risques, de la vulnérabilité et des ressources disponibles
Planification et sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> • Planification de la préparation aux catastrophes au niveau communautaire • Planification communautaire intégrée • Planification de la préparation aux catastrophes au niveau familial • Planification pour une utilisation sûre du sol • Planification de la continuité des activités • Planification de la continuité des services éducatifs • Sensibilisation du législatif • Planification d'assurance
Systèmes d'alerte précoce	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes d'alerte précoce intégrés • Rédaction, diffusion et vérification de messages d'alerte précoce • Planification des évacuations
Mesures d'atténuation de l'impact sur l'environnement et les personnes	
Sécurité structurelle et non-structurelle	<ul style="list-style-type: none"> • Pratiques sûres en matière d'utilisation du sol • Constructions résistantes aux catastrophes (maisons, écoles, établissements de santé)

Activités essentielles	Activités appuyées par l'éducation du public
	<ul style="list-style-type: none"> • Rénovation des constructions existantes • Construction et entretien de logements et d'abris sûrs • Fixation des meubles imposants et lourds comme mesure de protection en cas de tremblement de terre • Fixation des équipements et organisation des provisions de façon à prévenir les dégâts en cas de tremblement de terre • Installation de portes s'ouvrant vers l'extérieur • Entreposage des provisions et des biens de valeur au-dessus du niveau des crues • Sensibilisation en faveur de l'élaboration et l'application d'une réglementation en matière de construction
Sécurité des infrastructures, y compris des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de voies d'évacuation • Gestion des déchets solides • Nettoyage des canaux d'évacuation des crues • Atténuation des risques de glissement de terrain • Systèmes d'approvisionnement en eau et de traitement de l'eau à domicile • Conservation des eaux (notamment collecte des eaux de pluie, reconstitution artificielle des eaux souterraines, captage des eaux de ruissellement et barrages de sable) • Nettoyage des bassins hydrographiques • Toilettes écologiques • Conservation de l'énergie • Utilisation d'énergies propres et renouvelables (telles que l'énergie solaire, éolienne et géothermique) pour le chauffage, la cuisine et l'éclairage
Sécurité alimentaire et protection des moyens de subsistance	<ul style="list-style-type: none"> • Restauration des zones humides et côtières • Boisement et reboisement • Restauration de la biodiversité • Sélection des cultures comme mesure d'adaptation à la sécheresse • Jardins scolaires et communautaires • Formation professionnelle
Santé	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'hygiène et de l'assainissement • Surveillance en santé environnementale • Activités de sensibilisation pour prévenir les maladies véhiculées par l'eau et par l'air • Moustiquaires imprégnées d'insecticide • Prophylaxie et traitement antipaludique • Éducation à la réhydratation orale • Distributions de préservatifs
Préparation aux catastrophes, intervention et relèvement	
Compétences en matière de préparation aux catastrophes, soutien psychosocial et premiers secours au niveau communautaire	<ul style="list-style-type: none"> • Exercices et simulations • Réaction aux alertes précoces et évacuation • Organisation de l'intervention • Opérations de recherches et de secours de routine • Compétences en matière de premiers secours • Triage des victimes • Premiers soins psychologiques • Compétences vitales et résolution des conflits • Cours de natation • Solutions de communication sans fil
Fourniture d'articles de secours	<ul style="list-style-type: none"> • Stockage et fourniture d'eau et de nourriture en cas d'urgence • Matériel de premiers secours (par ex., modèle de kits de premiers secours normalisés) • Gilets de sauvetage et dispositifs de flottaison • Équipements de communication d'urgence • Abris d'urgence



Sécurité structurelle
(Chine)

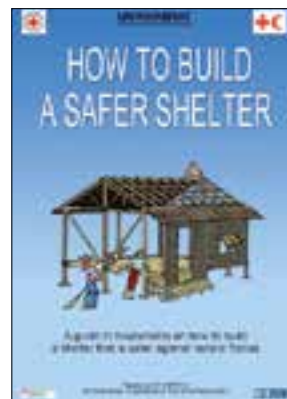


Sécurité non structurelle
(Turquie)



Protection de l'environnement
(Indonésie)

Orientations en matière
d'intervention en cas de
catastrophe et de relèvement



Comment faut-il aborder l'initiative ?

Le présent guide présente les approches clés pouvant être utilisées pour mener des activités de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe, dont les quatre principales font l'objet du chapitre 3 :

- les campagnes ;
- l'apprentissage participatif ;
- l'éducation informelle ;
- les interventions formelles dans les écoles.

Ces approches ne sont pas incompatibles. L'idée est de trouver la meilleure solution en fonction des objectifs poursuivis, des publics cibles, et des atouts et des ressources disponibles. Pour être concluants, les programmes doivent parfois être menés dans des contextes divers et s'appuyer sur des approches et des outils variés, le but étant de répéter les messages pour un impact maximal.

Les efforts de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe sont guidés par trois principes clés (voir chapitre 4) :

- légitimité et crédibilité ;
- cohérence et utilisation de messages standard ;
- mise à l'échelle et durabilité.

Les étapes standard de planification de programmes s'appliquent à ces activités, notamment :

- la définition d'indicateurs ;
- le recensement des besoins en personnel et en volontaires ;
- le recensement des ressources nécessaires ;
- la description détaillée de la stratégie de mise en œuvre ;
- le suivi et l'évaluation.

Parmi les autres éléments importants à prendre en compte figurent :

- les enseignements tirés d'activités déjà menées dans ce domaine, tant au niveau local qu'international ;
- les résultats des recherches sur les bonnes pratiques en matière de communication des risques, de marketing social et de santé publique traditionnelle ;
- la possibilité de mener les activités à domicile (littéralement) et sur le lieu de travail.

Quels outils devrions-nous utiliser ?

Après avoir défini l'approche à adopter, vous devez choisir la gamme d'outils qui sera utilisée pour diffuser les messages. Le chapitre 5 présente une grande variété d'outils, notamment les publications, les modules de formation et les présentations, l'apprentissage électronique, les spectacles et l'expression artistique, les jeux et les compétitions, les supports audiovisuels, les pages web et les activités en ligne, les médias sociaux et les télécommunications.

Ces outils sont fondés sur trois types d'approche différents :

- la communication unidirectionnelle (d'une source unique vers un public vaste) ;
- la communication bidirectionnelle en face à face ;
- la communication plusieurs à plusieurs (par ex., la communication via les réseaux sociaux à l'aide d'un téléphone ou d'outils web).

Il est prouvé que le meilleur moyen de favoriser le processus de changement de comportement est de combiner ces trois types d'approche⁽⁴¹⁾. La masse d'informations disponibles étant de plus en plus importante, il est clair que les réseaux sociaux continueront de jouer un rôle essentiel dans l'apprentissage social.

Le choix des outils dépendra des publics cibles, des approches sélectionnées et des ressources disponibles. Des outils de qualité véhiculent des messages soignés et des images puissantes, ont le potentiel de mobiliser le public, ont une valeur sociale avérée et sont adaptés au contexte local. Même si les amateurs ont aujourd'hui la possibilité de produire des outils de qualité grâce aux logiciels existants de mise en page, de conception de sites web et de production vidéo, il devient de plus en plus important d'obtenir un soutien des départements de publication et de communication d'universités locales, voire d'entreprises de publicité.

Des conseils pour améliorer la qualité des outils sont donnés au chapitre 6.



Amis de la Terre (Colombie)

Quels autres éléments devrions-nous prendre en compte ?

Les résultats attendus des activités de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe s'inscrivent dans le droit fil des résultats attendus de la mise en œuvre de la Stratégie 2020. Le fait que des catastrophes potentielles soient évitées est la meilleure de preuve de succès de ces activités. Ainsi, les événements qui se produiront à l'avenir (qu'il s'agisse d'événements à évolution rapide ou lente) constitueront les tests ultimes.

Toutefois, dans l'immédiat, nous devons nous appuyer sur des données factuelles pour trouver les moyens les plus efficaces d'éduquer et de mobiliser les individus autour de la réduction des risques de catastrophe. Les évaluations systématiques sont essentielles à l'édification d'une culture de la prévention, et la gestion des connaissances est de plus en plus importante tant pour l'assurance de la qualité que pour le renforcement continu et le maintien des capacités.

Traditionnellement, les résultats de la sensibilisation et de l'éducation du public ont été mesurés à l'aide d'indicateurs sur le nombre d'activités menées (par exemple, le nombre de participants à une formation ou le nombre de copies de documents distribuées) ou les connaissances acquises. Toutefois, un moyen beaucoup plus fiable d'évaluer l'impact de ces activités consiste à mesurer, à l'aide d'indicateurs, les changements de comportements pouvant être attribués au renforcement de la résilience, à la préparation aux interventions en cas de catastrophe, aux mesures de réduction des risques et aux activités de sensibilisation.

Le suivi est essentiel car il permet de revoir les approches et d'adapter les outils en cours de projet. Il est important d'évaluer les approches bien conçues et les outils ayant un impact important lorsqu'ils émergent, car les succès et les lacunes peuvent fournir des enseignements pour l'avenir. Les expériences documentées ne deviennent des enseignements tirés qu'au moment où elles entrent dans la mémoire institutionnelle. Dans ce contexte, la gestion systématique des connaissances, aux niveaux du Mouvement, des régions et des Sociétés nationales, est aussi un élément essentiel.

Les obstacles à l'échange d'informations et au renforcement des capacités comprennent les barrières linguistiques et culturelles et l'accès fortement inégal aux infrastructures de communication. Les centres de ressources régionaux et internationaux jouent un rôle crucial dans le partage et le filtrage de l'information, l'assurance de la qualité et le renforcement des capacités. Le chapitre 7 présente certains des mécanismes existants permettant d'assurer l'échange d'informations et le renforcement des capacités et vise à stimuler la discussion sur les moyens d'améliorer ces mécanismes, de favoriser l'utilisation des outils numériques et d'en tirer le meilleur parti.

3.

Quatre approches clés

Ce chapitre présente les quatre approches clés de la sensibilisation et de l'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe, à savoir :

- **les campagnes;**
- **l'apprentissage participatif;**
- **l'éducation informelle;**
- **les interventions formelles dans les écoles.**

Pour chacune de ces approches, le guide donne des informations générales, présente des outils utiles (tels que des listes de contrôle et des modèles), ainsi que leurs avantages et désavantages.

Approche 1: Campagnes

Le but des campagnes est d'avoir un impact uniforme à grande échelle en diffusant des messages standard. De nombreuses campagnes nationales et internationales de sensibilisation ont entraîné des changements importants sur le plan social, notamment en ce qui concerne la vaccination des enfants, le port de la ceinture de sécurité en voiture et les interdictions de fumer.

Les outils utilisés dans le cadre des campagnes comprennent :

- les publications, notamment les affiches, les panneaux d'affichage, les couvertures de journaux ou de magazines, les cartes d'information, les prospectus, les signets et les brochures ;
- les programmes d'enseignement, les modules et les présentations, notamment les diaporamas et les exposés oraux ;
- l'apprentissage électronique ;
- les spectacles et l'expression artistique ;
- les jeux et les compétitions ;
- les supports audiovisuels ;
- les pages web et les activités en ligne ;
- les médias sociaux et les télécommunications.

Les activités peuvent être réparties selon les composantes clés de la campagne et les variations présentées dans le tableau 3^[41].

Tableau 3 : Composantes clés des campagnes et variations

Composantes clés	Variations
Message	<ul style="list-style-type: none"> • Un message ou plusieurs • Tous ensemble ou séparément
Public	<ul style="list-style-type: none"> • National • District • Local
Stratégie	<ul style="list-style-type: none"> • Lancement • Date importante, comme un anniversaire ou une journée de commémoration • Journée ou semaine nationale de la préparation aux catastrophes • Journée ou semaine de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge • Journée internationale de la prévention des catastrophes (en octobre) • Manifestations ou activités hebdomadaires ou mensuelles • Prix et compétitions • Démonstrations
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> • Longévité : court terme ou long terme • Durée : annuelles ou saisonnières • Fréquence : ponctuelle ou récurrente

De manière générale, les « adeptes précoces » (tels que les Sociétés nationales) ouvrent la voie, en utilisant leur enthousiasme et leur énergie pour convaincre la « majorité précoce » (les masses conscientes et sceptiques) de suivre leur exemple. Petit à petit, à mesure que le soutien du public croît et que l'application volontaire se répand, il devient plus facile d'opérer des changements de politique. La mise en place de règles et de mesures d'incitation peut favoriser le ralliement de la « majorité tardive ». Enfin, il y aura les « réfractaires », qui risquent de résister jusqu'à ce que des sanctions soient appliquées.

Les campagnes les plus efficaces diffusent régulièrement et sur une longue période un ensemble de messages durables et cohérents par le biais d'activités menées dans les écoles et auprès des composantes publiques, privées et civiles de la société. Elles sont souvent mises en œuvre par une coalition d'organisations sous une seule égide. Certaines campagnes sont saisonnières (par ex., campagnes menées pendant la saison des ouragans), d'autres sont continues et peuvent promouvoir un sous-thème différent chaque année ou environ chaque mois, diffusant ainsi 10 à 12 messages par an.

Les campagnes les plus efficaces et les plus percutantes ont été articulées autour d'un slogan fédérateur et durable exprimé et diffusé dans une multitude de formes créatives par le biais de canaux prévisibles et récurrents, mais aussi de moyens surprenants. Prenons l'exemple du slogan « Un petit clic vaut mieux qu'un grand choc » qui était au cœur de la campagne sur la sécurité routière lancée en 1971 au Royaume-Uni et qui a jeté les bases de l'introduction en 1983 de la loi rendant obligatoire le port de la ceinture de sécurité (http://en.wikipedia.org/wiki/Clunk_Click_Every_Trip). Certaines campagnes ont aussi une mascotte qui s'inscrit dans la durée. Aux États-Unis, l'ours Smoky bear porte le slogan « Vous SEUL pouvez prévenir les feux de forêts » depuis 1944. Environ 95 % des adultes et 77 % des enfants connaissent la mascotte et son message (http://en.wikipedia.org/wiki/Only_you_can_prevent_forest_fires).

Les outils élaborés pour des campagnes qui s'avèrent de courte durée parce qu'elles ont atteint leurs objectifs (comme la campagne en faveur de l'éradication de la rougeole menée en Thaïlande) peuvent être adaptés et utilisés à un autre moment ou dans un autre lieu, lorsqu'une intervention similaire est nécessaire.

Les campagnes devant bénéficier d'une couverture médiatique et d'une grande visibilité, une mobilisation est souvent sollicitée pour des événements clés, tels qu'une manifestation commémorative, un exercice communautaire, un festival, une foire ou une exposition, ou pour des démonstrations et des simulations. Entre temps, les volontaires continuent à diffuser des messages clés par le biais d'interactions directes qui peuvent avoir lieu dans différents contextes, notamment :

- des assemblées scolaires et des activités extrascolaires ;
- dans un stand sur un marché de producteurs locaux ;
- lors de spectacles et d'activités d'expression artistique ;
- pendant des visites de sensibilisation.

Outre les volontaires de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des acteurs, tels que les coalitions communautaires, les scouts, les organisations de protection civile, les étudiants d'université et les membres d'associations professionnelles, sont souvent des participants enthousiastes. Les campagnes peuvent aussi faire un excellent usage des méthodes d'apprentissage participatif.

Vous pouvez utiliser le modèle simple de planification de campagne ci-dessous pour vous aider à vous lancer^[41].

Figure 2 : Modèle de planification de campagne

Planification de campagne – aperçu

- *Nom de la campagne* :
- *Coordonnateurs* :
- *Durée* :
- *Aperçu* :
- *Buts et objectifs* :
- *Messages de la campagne* :
- *Publics cibles* :
- *Stratégie de communication* :
- *Partenaires et responsabilités* :
- *Budget et contributions en nature* :

Les avantages et les désavantages des campagnes sont décrits dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4 : Avantages et désavantages des campagnes

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Atteignent le plus grand nombre de personnes avec des messages standard • Suscitent l'attention des médias • S'appuient sur les forces de tous les partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Doivent être soigneusement conçues et planifiées • Demandent un haut niveau d'organisation • Exigent un soutien solide des partenaires • Exigent de la persévérance : les campagnes ne devraient pas être interrompues avant que les objectifs ne soient atteints

Maintenant que nous avons étudié les campagnes, nous allons passer à l'approche 2 : apprentissage participatif.

Approche 2 : Apprentissage participatif

Les individus apprécient particulièrement les approches qui leur permettent de contribuer à la définition de solutions, notamment lorsqu'ils pensent que l'idée vient d'eux. L'objectif de l'apprentissage participatif est de faire participer les individus au recensement des problèmes que présentent les programmes de réduction des risques de catastrophe et à l'élaboration de solutions. L'expérience et l'autonomisation des communautés est au centre de cette approche.

L'apprentissage participatif s'appuie sur le langage, des récits, des chansons et des traditions pour favoriser l'édification d'une culture de la prévention. Il s'effectue généralement dans le cadre d'activités telles que :

- la recherche centrée sur l'action, notamment l'évaluation de la vulnérabilité et des capacités ;
- la planification de la gestion des catastrophes ;
- la mise en œuvre de mesures de réduction des risques ;
- le suivi et l'amélioration des plans par le biais d'exercices et de simulations.

Ces quatre activités peuvent être mises en œuvre à trois niveaux :

- niveau organisationnel – siège, sections locales, écoles, entreprises, lieux de travail, maisons ;
- niveau communautaire – intensifier les activités pour atteindre les villages, les villes, les quartiers, les établissements scolaires et les régions ;
- niveau des populations – élargir les activités pour inclure la totalité de la population urbaine en tirant parti des outils en ligne et des médias sociaux.

Il peut être utile de mener des activités spécifiques pour atteindre les enfants et les populations marginalisées.

Les principaux outils utilisés dans le cadre de cette approche comprennent :

- les publications, telles que les brochures ;
- les programmes d'enseignement, les modules et les présentations ;
- les activités participatives telles que les promenades d'étude, les cartographies des risques et des atouts, les activités saisonnières, les discussions de groupes, les exercices et les simulations théoriques et sur le terrain ;
- les supports audiovisuels, notamment les vidéos, les clips audio, les chansons et d'autres supports musicaux ;
- les pages web et les activités en ligne telles que les espaces de travail ;
- les activités menées par le biais des médias sociaux et des téléphones mobiles, telles que l'envoi de SMS et les enquêtes.

Évaluation de la vulnérabilité et des capacités

Plus de 60 Sociétés nationales ont une expérience des évaluations de la vulnérabilité et des capacités (EVC) s'appuyant sur les outils traditionnels inclus dans les modules de formation des facilitateurs et les boîtes à outils connexes et prévus pour une mise en œuvre dans les communautés rurales, notamment :

- les promenades d'étude ;
- la cartographie des risques et des capacités au niveau communautaire ;
- les activités saisonnières ;
- les discussions de groupe dirigées.

Parmi les innovations récentes figure l'utilisation efficace que des Sociétés nationales, notamment celles du Paraguay, d'Indonésie, de Sri Lanka et de Chine, ont faite de l'EVC dans le cadre des activités intégrées de réduction des risques de catastrophe au niveau communautaire. La boîte à outils du Consortium ProVention sur l'évaluation des risques au niveau communautaire (disponible à l'adresse www.proventionconsortium.org)^[63] offre aussi aux employés et aux volontaires des Sociétés nationales la possibilité de découvrir une vaste gamme d'outils. En outre, des efforts sont faits pour élaborer des outils adaptés au contexte urbain (au Costa Rica, au Guatemala, au Honduras et aux États-Unis) et qui intègrent les préoccupations liées aux changements climatiques et pour ajuster les outils existants.

Dans le cadre de l'EVC, l'objectif d'apprentissage est de recenser et de hiérarchiser les menaces et les risques, en prenant en considération et en mobilisant les ressources et les capacités et en engageant un processus de planification des activités de réduction des risques de catastrophe. À l'issue de l'évaluation, la communauté pourra procéder de l'une des manières suivantes^[64] :

- prendre les mesures nécessaires pour devenir plus sûre (changement);
- solliciter un soutien de la municipalité ou d'autres organisations (plaider pour le changement ou l'influencer);
- reconnaître que la solution est très complexe et exigera un processus à long terme (transformation). Cette option nécessitera peut-être de sensibiliser le législatif.

Planification participative de la gestion des catastrophes

Après l'EVC, la prochaine étape est la planification participative de la gestion des catastrophes qui consiste à définir un processus de planification à long terme type pour les activités de réduction des risques de catastrophe et d'intervention en cas de catastrophe.

Guide par étape : Planification participative de la gestion des catastrophes

Étape 1 : Élaborer des orientations et du matériel de formation

Il est nécessaire d'élaborer des orientations et du matériel de formation pour :

- évaluer et appliquer les mesures physiques et/ou environnementales appropriées;
- promouvoir la réduction des risques;
- acquérir des compétences en matière d'intervention en cas de catastrophe.

Orientations sur l'apprentissage participatif – évaluation de la vulnérabilité et des capacités



Étape 2 : Acquérir des compétences et les mettre en pratique

L'apprentissage participatif se concrétise lorsque des compétences sont acquises et mises en pratique dans les domaines suivants :

- planification des itinéraires d'évacuation ;
- construction et entretien d'abris en cas de cyclone et d'inondation ;
- construction de canaux d'écoulement et captage des eaux de pluie ;
- fixation des meubles et des équipements comme mesure de protection en cas de tremblement de terre ;
- exercices de simulation d'intervention en cas de catastrophe.

Étape 3 : Assurer des formations

Pour pallier au manque de compétences en matière d'intervention en cas de catastrophe, il est possible de conduire des formations dans les domaines suivants :

- premiers secours au niveau local ;
- triage des blessés en cas d'incident majeur ;
- organisation des interventions en cas de catastrophe ;
- activités de recherches et de sauvetage à l'aide d'équipements légers ;
- lutte contre les incendies ;
- communication dans les situations d'urgence ;
- soutien psychosocial ;
- regroupement familial.

Étape 4 : Conduire des exercices et des simulations

Si l'on exploite leur plein potentiel, les exercices et les simulations offrent plus qu'une simple occasion pour les intervenants professionnels de mettre leurs compétences en pratique et de tester leurs plans, ils donnent aussi la possibilité au public de se mettre en situation et ainsi de tirer des enseignements à l'avance sur l'impact des aléas.

Le plus important est d'assurer la pleine participation des communautés et d'engager, à l'issue des exercices, un processus de réflexion et de planification d'une nouvelle série de mesures qui conduiront à la modification du plan.

Des exercices annuels de grande ampleur faisant participer l'ensemble de la communauté peuvent appuyer la sensibilisation du public et contribuer à l'apprentissage continu par la pratique. Deux excellents exemples d'exercices et de simulations proviennent d'Amérique latine (*Guía Práctica Para la Realización de Simulaciones y Simulacros*^[75]) et des États-Unis (voir le site web du Great California ShakeOut : www.shakeout.org).



États-Unis d'Amérique



Amérique latine

.....
Les avantages et les désavantages de l'apprentissage participatif sont décrits dans le tableau 5 ci-après.

Tableau 5 : Avantages et désavantages de l'apprentissage participatif

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Commence par le recensement par les communautés elles-mêmes de leurs vulnérabilités et des menaces qui pèsent sur elles, favorisant ainsi une réelle prise de conscience des risques • Exige des communautés qu'elles recensent leurs ressources et leurs capacités, renforçant ainsi leur confiance en elles et leur autonomie • Renforce l'appropriation de la communauté et des individus • Donne la possibilité d'intégrer les activités de réduction des risques, de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, de protection des moyens de subsistance et d'adaptation aux changements climatiques • Exige des communautés participantes de collecter leurs propres données et d'établir leurs propres plans • Permet aux Sociétés nationales et à leurs sections locales de travailler avec les communautés plutôt que pour elles • Favorise le volontariat social et renforce les capacités organisationnelles et les relations entre tous les partenaires • Peut tirer parti de la large gamme d'outils d'évaluation des risques disponibles pour adaptation • Peut être adapté pour cibler les écoliers et les jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Le fait de recenser les risques sans engager d'autres activités ne permet pas systématiquement de trouver des solutions • Beaucoup d'efforts seront peut-être nécessaires pour avoir un impact sur un petit nombre d'individus • Les facilitateurs doivent bien connaître les méthodes de recherche participatives, la culture et les sensibilités culturelles, le travail d'équipe, les dynamiques de groupe, l'enregistrement et l'interprétation de données • Un processus d'EVC complet exige un investissement en temps important de la part des volontaires et des membres des communautés • Les solutions peuvent être complexes • Des adaptations sont nécessaires pour une application dans un contexte urbain • Les besoins et les priorités des communautés peuvent être supérieurs aux priorités des donateurs et à la capacité de soutien des comités régionaux • La mise en œuvre d'activités d'atténuation nécessite l'élaboration d'orientations et de programmes de formation de qualité • Les activités de sensibilisation préconisées peuvent se heurter à une certaine résistance et exiger des compétences et un soutien additionnels

Approche 3: Éducation informelle

L'objectif de l'éducation informelle est de tirer parti de moments et de rencontres pour stimuler une réflexion et faire découvrir des mesures et des comportements renforçant la sécurité et la résilience. L'éducation informelle dans les communautés et les écoles est l'approche qui permet la plus grande flexibilité s'agissant du cadre, du public cible et du calendrier.

Le tableau 6 montre les différents types d'éducation informelle.

Tableau 6 : Types d'éducation informelle

Lieu public	Groupe	Un à un
Domicile	École	Lieu de travail
Télévision	Radio	Internet
Quelques minutes	Quelques heures	Un jour ou deux
Planifiés	Intégrés dans les projets en cours	Diffusion spontanée ou virale

Les outils utilisés dans le cadre de l'éducation informelle comprennent :

- **les publications** – affiches, lignes directrices, prospectus, dépliants, brochures, livres d'activités, maquettes, bandes dessinées, recueils de récits, livres de coloriage, kits de montage et ressources à l'intention des enseignants ;
- **les programmes d'enseignement, les modules et les présentations** – instructions à l'intention des enseignants et formations communautaires ;
- **l'apprentissage électronique** – modules d'autoformation ;
- **les spectacles et l'expression artistique** – pièces de théâtre, danses, poèmes, chansons, théâtre de rue, marionnettes ;
- **les jeux et les compétitions** – jeux de cartes, jeux de société, jeux coopératifs, jeux de rôles, concours de dessin, concours d'écriture, tournois, jeux questionnaires radiodiffusés ;
- **les supports audiovisuels** – courtes vidéos, programmes radio, programmes télévisés ;
- **les pages web et les activités en ligne** – sites web, jeux en ligne, jeux-questionnaires en ligne ;
- **l'utilisation des médias sociaux et des télécommunications** – SMS, alertes précoces.

L'éducation informelle consiste à diffuser des messages standard, mais offre la flexibilité nécessaire pour répondre aux besoins et aux préoccupations des publics locaux. Elle est particulièrement efficace dans la mesure où l'information par les pairs, la preuve sociale et le soutien social sont essentiels au changement de comportement. Les volontaires sont des chefs de file et des modèles qui donnent des exemples puissants dans leurs démarches visant à mobiliser le grand public. Les outils visant à encourager le recensement des problèmes et l'élaboration de solutions offrent la latitude nécessaire pour la création d'un nombre infini d'activités et de matériels créatifs pour toucher des publics variés.

Nombre des outils de facilitation du programme Santé et premiers secours communautaires en action (voir www.ifrc.org/what/health/firstaid/tools.asp), notamment le guide à l'intention des facilitateurs^[65], sont des modèles éprouvés. Il existe aussi d'autres outils tels que le matériel de communication de la campagne *Better Be Ready*^[66] des Sociétés de la Croix-Rouge des Caraïbes et le guide « Prévoir l'imprévisible » à l'intention des facilitateurs^[67] de la Croix-Rouge canadienne, qui comprennent :

- des présentations ;
- des discussions dirigées ;
- des démonstrations, des supports visuels ;
- des jeux de rôles ;
- des récits ;
- des études de cas.
- des séances de réflexion ;
- des discussions en petits groupes ;
- des boîtes à questions ;
- des représentations théâtrales ;
- des simulations ;

De même, certains outils de mobilisation sociale, tels que le *Manuel des volontaires : premiers secours et santé à base communautaire en action*^[68], sont bien connus des facilitateurs et des volontaires formés dans le cadre du programme Santé et premiers secours communautaires en action. Ils visent d'une part à communiquer et à établir des relations et, d'autre part, à sensibiliser et à mobiliser les communautés et à les encourager à se mobiliser.

Les activités entre pairs fonctionnent aussi bien avec les adultes qu'avec les jeunes et les enfants. La plupart des activités d'éducation informelle les plus efficaces ont une perspective intergénérationnelle. Souvent, l'énergie, l'enthousiasme et la curiosité des enfants et des jeunes attirent la participation des adultes. Des outils peuvent, et doivent, susciter l'attention, être intéressants, favoriser la participation et être pratiques afin que l'apprentissage et l'action ne fassent qu'un.

La Croix-Rouge et le Croissant-Rouge mènent des activités d'éducation informelle à la réduction des risques de catastrophe dans les écoles depuis les années 1970. L'éducation informelle est largement répandue en partie parce qu'elle est plus accessible que l'éducation formelle et parce qu'elle n'empiète pas sur les programmes scolaires ordinaires. Les écoles apprécient le soutien et les élèves sont contents de s'amuser un peu. Ces activités sont aussi une occasion de renforcer les groupes de juniors et de jeunes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les écoles constituant une source continue de nouveaux membres et volontaires.

Cela est particulièrement vrai si des enseignants de l'école acceptent de diriger ces groupes. L'éducation informelle dans les écoles peut prendre différentes formes, notamment :

- la distribution de publications ;
- des présentations ;
- des jeux de rôle ;
- des projets d'intérêt communautaire ;
- des clubs extrascolaires.

Un des avantages de ce type d'éducation est que les écoles peuvent servir de plateforme pour attirer l'ensemble de la communauté par le biais de programmes spéciaux visant à présenter les travaux des élèves et à faire passer des messages aux parents par l'intermédiaire des enfants.

Comme c'est le cas pour les autres approches, il est nécessaire, pour tirer les avantages potentiels de l'éducation informelle, de mettre les activités à l'échelle, de diffuser des messages cohérents et de se concentrer sur le changement de comportement.

Les avantages et les désavantages de l'éducation informelle sont décrits dans le tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7 : Avantages et désavantages de l'éducation informelle

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Amusant pour les volontaires • Amusant pour les participants • Peut appuyer et renforcer des campagnes plus larges • Tire le meilleur parti des atouts et des compétences des volontaires • Associe les jeunes enfants • Les écoles peuvent être des plateformes pour attirer les parents • Les jeunes enfants peuvent faire participer leurs parents • Les jeunes peuvent encourager les autres jeunes à participer • Les activités peuvent être conçues pour viser les femmes et les hommes, les filles et les garçons, les personnes handicapées et de nombreux groupes linguistiques • Peut servir de tremplin vers l'introduction officielle de la réduction des risques dans les programmes scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Impact variable selon le lieu et le moment • Il est difficile de prévoir l'ampleur et la durabilité des activités • Ne devrait pas chercher à influencer les plans de gestion des catastrophes dans les écoles ou les programmes scolaires sans autorisation des autorités chargées de l'éducation • Une coordination inter-agences est nécessaire dans les cas où d'autres organisations proposent des programmes similaires • Il peut s'avérer nécessaire de concevoir des activités spécifiques pour atteindre les enfants et les jeunes en dehors du cadre scolaire



SHEPP programme (Kenya)



Exposition sur les changements climatiques, Maison de l'humanité (Suède)

Approche 4 : Interventions formelles dans les écoles

Les interventions formelles dans les écoles couvrent deux domaines : la gestion des catastrophes dans les écoles et l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les programmes scolaires. Elles sont considérées comme formelles car elles interviennent lorsque les autorités chargées de l'éducation, qui sont les seules responsables de la sécurité dans les établissements et des programmes scolaires, ont besoin d'un appui en matière de planification à long terme et de renforcement des capacités. Qu'il y ait une, aucune ou plusieurs autorités responsables, ces questions doivent être traitées avec prudence. À moins que les activités soit officiellement et systématiquement mises à l'essai et testées au préalable, les incohérences peuvent saper l'objectif plutôt que le soutenir.

Quelle que soit la manière dont les écoles sont organisées, il convient, dans la mesure du possible, de commencer par réunir un groupe d'ONG et d'organisations intergouvernementales intéressées, qui engageront le dialogue avec les autorités chargées de l'éducation dans un esprit de collaboration en vue de leur offrir un soutien et de connaître le nom de la personne de référence en leur sein. Obliger les écoles à composer avec une multitude de programmes et de projets non coordonnés représente une charge pour les autorités et s'avère contre-productif. L'objectif n'est pas de mettre en place un système parallèle, mais de contribuer au renforcement des capacités existantes des systèmes d'enseignement public. L'équipe devrait aussi nouer le dialogue avec les autorités nationales de gestion des catastrophes.

Gestion des catastrophes dans les écoles

Le principal objectif de la gestion des catastrophes dans les écoles est de garantir la sécurité des élèves et du personnel et de faire en sorte que l'enseignement se poursuive. Une gestion durable des catastrophes dans les écoles exige de se livrer aux processus participatifs et continus bien connus de recensement des risques et des dangers, d'atténuation et de réduction des risques et de développement des capacités d'intervention. Pour être efficaces, ces processus doivent être dirigés par le personnel scolaire et soutenus par des politiques cohérentes applicables au niveau local.

C'est ce qui devrait être consacré dans le plan de gestion des catastrophes dans les écoles, un document évolutif élaboré au niveau des établissements. Les procédures opérationnelles normalisées applicables dans le cadre des activités visant à faire face à différents aléas devraient être cohérentes. Il est essentiel de conduire des formations dans les domaines suivants :

- système de commandement des interventions permettant d'organiser le travail des acteurs locaux;
- activités de recherches et de sauvetage à l'aide d'équipements légers;
- lutte contre les incendies;
- soutien psychosocial;
- eau et assainissement;
- évacuation;
- premiers secours au niveau local;
- triage des blessés en cas d'incident majeur;
- communication;
- hébergement;
- nutrition;
- procédures de regroupement élèves-familles

Une récente cartographie de l'ensemble des initiatives de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge montre que plusieurs éléments du plan de gestion des catastrophes dans les écoles ont été mis à l'essai avec succès, notamment :

- la campagne « Des écoles plus sûres » ;
- du matériel de formation sur la gestion des catastrophes dans les écoles à l'intention des enseignants et des élèves ;
- les écoles en tant que centres d'évacuation d'urgence ;
- les premiers secours dans les écoles ;
- l'entretien des écoles par la communauté.

Les orientations sur la conduite d'exercices dans les écoles n'ont pas encore été élaborées, mais elles joueront un rôle important.

Exercices dans les écoles

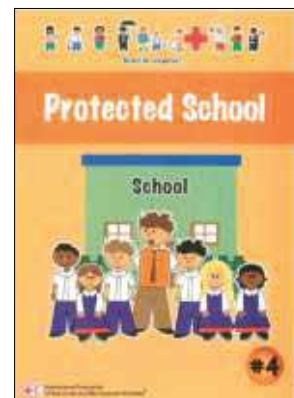
Les exercices dans les écoles sont un élément essentiel du processus de gestion des catastrophes dans les écoles et constituent une expérience d'apprentissage intensif. Ils devraient être suivis par une réflexion et une évaluation menées par les membres de la communauté scolaire. Les enseignements tirés sont intégrés dans le plan de gestion des catastrophes de l'école, des objectifs sont fixés en vue d'une amélioration du processus à l'avenir. Selon les dangers existants, plusieurs types d'exercice peuvent être conduits :

- évacuation du bâtiment (si celui-ci n'est pas sûr) ;
- évacuation du site (si celui-ci n'est pas sûr) ;
- refuge sur place (une procédure visant à se réfugier quelque part sur place si l'extérieur n'est pas sûr) ;
- confinement (garder les élèves à l'intérieur en cas d'attaque violente).

Nombre de compétences et de protocoles individuels peuvent être renforcés séparément, dans le cadre d'exercices de simulations plus complets :

- autorisation de départ des élèves de l'école (regroupement familial sûr) ;
- procédure « se coucher, se couvrir et se tenir » (en cas de tremblement de terre) ;
- gilets de sauvetage et règles de sécurité nautique (en cas d'inondation ou de tsunami) ;
- extinction de petits incendies ;
- procédure « s'arrêter, se jeter par terre et rouler » (si les vêtements ont pris feu) ;
- recherches et sauvetage à l'aide d'équipements légers ;
- règles de sécurité en cas de foudre ;
- triage non médical des blessés en cas d'incident majeur ;
- premiers secours ;
- communication dans les situations d'urgence ;
- système de commandement en cas d'incident ;
- organisation et attribution flexibles des rôles des intervenants ;
- dispositions relatives aux interventions ;
- relations publiques, communications et documentation ;
- transports et procédures relatives aux endroits situés loin de l'école ;
- évacuation inversée d'un bâtiment.

La communauté scolaire doit bien connaître les règles relatives à l'évacuation du bâtiment, dont certaines sont présentées dans l'encadré ci-dessous, afin de garantir que le personnel et les enfants peuvent réagir de manière appropriée en cas d'urgence.



Orientations sur la gestion des catastrophes dans les écoles publiées en Ouzbékistan et en Amérique latine.

Règles relatives aux exercices d'évacuation des locaux scolaires

- Ne pas pousser. Ne pas courir. Ne pas parler. Ne pas faire demi-tour.
- Les enseignants devraient s'associer pour surveiller deux classes, en se plaçant un devant et un derrière le groupe.
- Après avoir évacué, s'éloigner du bâtiment pour des raisons de sécurité.
- Se rassembler dans le calme et compter les élèves.

Programmes d'enseignement

Les programmes d'enseignement sur la réduction des risques de catastrophe mis en œuvre dans les écoles peuvent prendre différentes formes selon le contexte :

- des cours indépendants ;
- des courts modules intégrés (thèmes spécifiques et adaptés au niveau scolaire) ;
- des incursions dans le programme scolaire (sujets multiples, lectures, exemples, problèmes et activités).

Les outils utilisés dans ce contexte entrent dans la catégorie Programmes d'enseignement, modules et présentations et comprennent :

- des manuels ;
- des études de cas ;
- du matériel d'apprentissage pratique ;
- les outils d'éducation informelle décrits plus haut dans ce chapitre (page 32).
- des modules ;
- des exercices ;

Les cours indépendants sont plus facilement accessibles aux acteurs extérieurs, mais plus difficile à insérer dans le programme scolaire, en fonction des plages horaires disponibles. Les trois types de programmes d'enseignement exigent de suivre pratiquement les mêmes étapes et nécessitent les compétences d'experts dans le domaine, comme indiqué ci-dessous.

Guide par étape : Élaborer un cours indépendant

Étape 1 : Chercher à savoir qui sont les personnes chargées de l'élaboration des programmes d'éducation publique et de leur contenu afin de travailler en partenariat avec elles.

Étape 2 : Prendre connaissance ou effectuer un cartographie des programmes scolaires existants pour déterminer où des activités de sensibilisation aux questions liées à la réduction des risques de catastrophe, à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets sont déjà mises en œuvre et où elles devraient être renforcées ou introduites.

Étape 3 : Définir d'un commun accord l'étendue des compétences à acquérir et l'ordre dans lequel elles seront acquises.

Étape 4 : Élaborer du contenu pour les élèves.

Étape 5 : Élaborer du matériel d'appui et/ou des formations à l'intention des enseignants (autoformations, formations en cours d'emploi et/ou formations par le biais des collègues pédagogiques ou des universités).

Dans les systèmes éducatifs robustes, les programmes sont adoptés pour des cycles qui durent généralement entre 5 et 10 ans. Les professionnels de l'éducation examinent l'étendue des connaissances à acquérir et l'ordre dans lequel elles sont acquises pour chaque thème et adaptent les lectures recommandées et les problèmes et les activités proposées. Pour que ces changements soient intégrés, il faut trouver des supports scolaires imprimés ou numériques existants ou en élaborer de nouveaux. Cela signifie que l'introduction de nouveaux modules dans le programme d'une matière ou d'un niveau scolaire spécifique ou l'insertion de points dans celui de nombreuses matières et niveaux scolaires est généralement un processus à long terme.

Nombre de professionnels de l'éducation sont convaincus que les programmes devraient être vivants et suffisamment flexibles pour intégrer du contenu portant sur les réalités locales. Par exemple, si les cours de sciences et de géographie comprennent souvent des informations sur les aléas naturels, ils devraient être structurés de façon à ce que les enseignants puissent faire le lien avec les préoccupations locales, telles que :

- les moyens de repérer les signes avant-coureurs d'un glissement de terrain ;
- l'intégration de la surveillance des précipitations au niveau local dans la conception et la mise en place de systèmes d'alerte précoce centrés sur les individus ;
- les méthodes de stabilisation des pentes et de prévention des glissements de terrain ;
- la planification de l'utilisation des sols ;
- les itinéraires et les procédures d'évacuation.

En d'autres termes, la seule sensibilisation aux risques ne suffit pas.

Dans un premier temps, du personnel ou des volontaires compétents peuvent renforcer les capacités des enseignants selon un modèle en cascade. Toutefois, pour que ces efforts soient pérennes, des formations continues doivent être dispensées aux enseignants de manière formelle par des institutions. Il est aussi possible, lorsque les ressources le permettent, d'élaborer des cours électroniques d'auto-apprentissage à l'intention des enseignants et des élèves pouvant être distribués sur DVD ou mis en ligne. Les avantages et les désavantages des programmes d'enseignement sont décrits dans le tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8 : Avantages et désavantages des programmes d'enseignement

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • L'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les programmes scolaires garantit un apprentissage intergénérationnel continu • Une question dont on parle est forcément une question importante • Il est assez facile de trouver des points d'ancrage pour l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les programmes de toutes les classes et de nombreuses matières, telles que les sciences naturelles, l'environnement, la géographie, l'histoire, les sciences sociales, les langues et la littérature, la santé et la sécurité et l'éducation civique • Des supports de cours peuvent être élaborés relativement facilement 	<ul style="list-style-type: none"> • Les autorités chargées de l'éducation et les enseignants peuvent penser qu'il est impossible d'ajouter encore du contenu à un programme déjà chargé • Les cours indépendants peuvent être proposés comme options, et les modules peuvent être utilisés par les enseignants uniquement sur une base volontaire • Les enseignants peuvent ne pas se sentir capables d'enseigner une matière peu familière et peuvent avoir besoin d'un soutien important

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none">• Sans étoffer le programme scolaire, des exemples portant sur la réduction des risques peuvent être utilisés dans les exercices de lecture, d'écriture, de calcul, de pensée critique, de résolution de problèmes et d'apprentissage coopératif• Les incursions dans le programme n'exigent pas un renforcement des capacités très important dans la mesure où le contenu est introduit de manière subtile dans nombre de matières	<ul style="list-style-type: none">• La collaboration avec les autorités chargées de l'éducation pour définir les programmes qui seront appliqués tout au long d'un cycle exige un engagement à long terme de la part des professionnels de l'éducation et les chargés de la définition du contenu des programmes• Dans le cas des incursions, le contenu introduit peut être difficile à discerner et à distinguer après coup

4.

Principes pour une mise en œuvre efficace

Ce chapitre expose les quatre principes clés qui doivent être appliqués dans le cadre des activités de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe :

- **cohérence et utilisation de messages standard ;**
- **légitimité et crédibilité ;**
- **mise à l'échelle ;**
- **durabilité.**

Chacun de ces principes sont décrits ci-après.

Principe 1: Cohérence et utilisation de messages standard

Il est nécessaire d'élaborer des messages clés sur la sécurité et la résilience pour encourager une action urgente de la part du grand public. Ces messages doivent être homogènes et cohérents pour assurer leur crédibilité et leur légitimité et en garantir l'impact. Ils doivent aussi être appuyés par un consensus des parties prenantes clés et être fondés sur les meilleures connaissances scientifiques et locales disponibles.

L'utilisation de messages standard est considérée comme un objectif urgent de l'éducation à la réduction des risques de catastrophe. Elle est particulièrement importante lorsqu'il s'agit d'intensifier les efforts visant à bâtir une culture de la sécurité. Si les messages sont incohérents ou peu clairs, ils donnent lieu à la confusion, à la méfiance, à l'apathie et à l'inaction. Lorsque plusieurs organismes diffusent les mêmes messages, la décision de prendre les mesures positives recommandées est beaucoup plus facile à prendre^[10, 32].

Ces messages peuvent porter sur les mesures d'atténuation des risques, de préparation et d'intervention à adopter face à tous les types d'aléas et à des aléas spécifiques. Il peut être utile de définir des normes aux niveaux mondial, régional et national. Les messages s'adressant à un public large, ils ne contiennent généralement pas d'orientations spécifiques à une localité.

Parmi les exemples d'utilisation réussie de messages standard à l'échelle mondiale, on peut citer l'effort international mené en 2009 pour prévenir une pandémie de grippe à virus H1N1 (communément appelée « grippe porcine »). Les messages diffusés par la Fédération internationale ont été élaborés conformément aux lignes directrices établies par l'Organisation mondiale de la Santé. Ils



ont été soigneusement articulés autour du slogan « Votre meilleure défense, c'est vous ». Les cinq instructions simples données à la population, partout dans le monde, visaient à influencer le comportement individuel :

- lavez-vous les mains ;
- couvrez-vous la bouche ;
- gardez vos distances ;
- isolez les malades ;
- jetez vos déchets.

La Fédération internationale invitait finalement le public à appeler un numéro pour obtenir des informations complémentaires.

Les pages web de la campagne comprenaient des éléments multimédias interactifs et des documents téléchargeables et imprimables. Chacun des messages apportait un conseil précieux s'il était assimilé et appliqué. Ensemble, les cinq messages constituaient une approche globale efficace de la prévention des maladies véhiculées par l'air. Nombre de Sociétés nationales ont pu mener la campagne en l'adaptant à leur propre contexte.

Dans le même ordre d'idées, le Bureau Croix-Rouge/Union européenne diffuse des messages standard sur la préparation aux catastrophes en général. Les recommandations préconisent un processus en dix étapes résumées par le slogan « Informés. Préparés. Ensemble. »

Normes régionales

La nécessité de définir des normes régionales s'est par exemple fait jour en Asie du Sud, où les volontaires de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge étaient insatisfaits de voir que, même si les premiers secours étaient considérés comme un moyen sûr, simple et efficace par rapport au coût de sauver des vies et si tout le monde était encouragé à avoir un kit de premiers secours, il n'y avait aucune orientation claire indiquant quels articles ce kit devait contenir.



Il a alors été décidé, dans le cadre de l'initiative Bâtir des communautés plus sûres, de rassembler toutes les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge d'Asie du Sud pour élaborer des orientations normalisées relatives aux kits de premiers secours. Une contribution du Réseau des Nations Unies d'échange d'informations sur les solutions a également été sollicitée dans ce contexte. Le processus de consultation a abouti à l'élaboration de quatre kits types, qui ont été inclus dans la publication *Standard Criteria for First Aid Kits (Critères standard relatifs aux kits de premiers secours)*^[69]:

- Family First Aid Kit (Kit de premiers secours pour les familles)
- First Aid Kit for Trained Volunteers (Kit de premiers secours pour les volontaires formés)
- School First Aid Kit (Kit de premiers secours pour les écoles)
- Search and Rescue (SAR) Kit (Kit de recherches et de sauvetage)

Des orientations sur la protection et l'hygiène personnelles ont également été incluses dans la publication. Lorsque cela s'avère nécessaire, elles proposent des possibilités d'adaptation pour prendre en considération les menaces spécifiques, telles que les morsures de serpents.

Dans ce contexte, des normes régionales sont particulièrement utiles car elles donnent des orientations générales et offrent un modèle pour chaque Société nationale. Dans chaque pays, les autorités en charge de la santé

et de la protection civile pourraient utilement contribuer à la création d'un consensus national sur ces normes et ces recommandations.

Au niveau national, un plan de gestion des catastrophes destiné aux familles constitue souvent un point de départ pour la diffusion de messages standard. Un bon exemple est le RediPlan de la Croix-Rouge australienne, qui s'appuie sur un message simple en quatre étapes « Tenez-vous informés. Élaborez un plan. Procurez-vous un kit d'urgence. Rencontrez vos voisins. » (www.redcross.org.au/ourservices_acrossaustralia_emergencyservices_prepare.htm). Le message, suffisamment général, couvre toute une gamme d'activités de réduction des risques et tous les types d'aléas pouvant survenir. Les étapes, suffisamment courtes, peuvent être mémorisées et sont considérées comme une invitation à l'action. Chaque message est renforcé par son propre code couleur et étayé par des informations détaillées facilement accessibles. Le nom Redi appose subtilement une marque sur le message sans exclure ni écarter les autres parties prenantes.



Les plans de gestion des catastrophes destinés aux familles ou aux ménages sont des orientations normalisées très appréciées.

Des partenariats sont généralement nécessaires pour garantir la cohérence. Les donateurs allouent généralement des fonds à plusieurs organisations pour mettre en œuvre des activités de réduction des risques de catastrophe dans un pays donné. Dans ce type de contextes, le fait que les parties prenantes collaborent à l'élaboration des messages standard et de matériels conjoints d'information, d'éducation et de communication portant plusieurs logos, comme c'est souvent le cas, contribue au succès de toutes les activités.

Pendant plusieurs décennies, les messages standard sur la préparation aux catastrophes diffusés aux États-Unis gagnaient la confiance du public car ils portaient le logos de trois institutions bien connues : la Croix-Rouge américaine, l'Agence fédérale de gestion des situations d'urgence (FEMA) et le Service géologique des États-Unis. Ces dernières années, un forum connu sous le nom de Coalition pour l'éducation à la prévention des catastrophes a réuni 25 organismes gouvernementaux et organisations à but non lucratif actives dans le domaine de l'éducation dans le but de définir une large gamme de messages de sensibilisation et d'éducation à la réduction des risques de catastrophe rassemblés dans la publication intitulée *Talking about Disaster: Guide for Standard Messages*^[8].

Cette publication présente des messages cohérents, exacts et opportuns. Des experts aident le groupe à atteindre un consensus sur les messages que les organisations décideront volontairement d'utiliser. Le personnel de la Croix-Rouge américaine se charge de l'organisation des travaux de la coalition.

S'agissant du cadre relatif à la sécurité et à la résilience des communautés, beaucoup plus peut être fait à l'avenir pour uniformiser les messages aux niveaux mondial, régional et national.

Principe 2 : Légitimité et crédibilité

De manière générale, la légitimité est la qualité de ce qui est conforme aux principes établis, et la crédibilité est le caractère de quelqu'un qui est digne de confiance ou de quelque chose qui peut être cru. Certaines personnes souscrivent à la simple notion que le Mouvement international tire principalement

sa légitimité et sa crédibilité de la relation unique qu'il entretient avec les gouvernements et du rôle qu'il joue dans les interventions en cas de catastrophe. Toutefois, les témoignages des volontaires locaux, qui constituent la force vive des Sociétés nationales, donnent à penser que le Mouvement international tire sa légitimité de la démonstration qu'il fait chaque jour de ses principes et sa crédibilité, de toutes les activités qu'il mène pour autonomiser les communautés et alléger la souffrance humaine.

Conscient que l'impact des catastrophes, de la pauvreté, des inégalités, de l'insécurité et des changements climatiques est bien plus important que ses capacités de répondre à ces situations et fort de son accès aux connaissances nécessaires pour renforcer la sécurité et la résilience, le Mouvement international se doit, conformément à ses principes, de s'attacher à partager et à développer ses savoirs. Il est donc essentiel qu'il mène des programmes d'éducation du public de grande envergure pour conserver sa légitimité et sa crédibilité. Le fait d'« incarner le changement que l'on souhaite voir se produire » est un des aspects fondamental de la légitimité et de la crédibilité du Mouvement. Les Sociétés nationales, le personnel et les volontaires doivent se poser en modèles pour les autres, et ce dans tous les domaines. Pour les individus, cela signifie :

- donner son sang;
- observer les règles d'une bonne hygiène et se laver les mains;
- respecter les règles de sécurité routière et mettre la ceinture de sécurité;
- suivre les orientations en matière de promotion de la santé;
- ne pas fumer sur le lieu de travail.

Au niveau organisationnel, cela signifie :

- s'assurer que les bâtiments où sont installés le siège et les bureaux des sections sont bien situés et construits pour résister aux catastrophes;
- s'assurer que les sorties de secours sont dégagées pour faciliter une éventuelle évacuation;
- s'assurer que les portes s'ouvrent vers l'extérieur;
- dans les zones à risque sismique, s'assurer que les équipements et les meubles se trouvant dans les établissements de santé sont attachés;
- conduire des exercices d'évacuation réguliers.



Si les personnes travaillant au siège et dans les sections ne sont pas convaincues par les messages d'atténuation des risques et ne les mettent pas en pratique, les efforts d'éducation du public auront de très faibles chances de succès. Il est possible ici de faire un parallèle avec les instructions qui nous sont données dans un avion, à savoir « si la pression dans la cabine diminue...il faut mettre son propre masque en premier ». Le personnel et les volontaires doivent prendre conscience du fait que, pour protéger efficacement les plus vulnérables, ils doivent d'abord prendre soin d'eux.

Si cela peut sembler évident, les recherches ont montré que même lorsque les individus comprennent de manière générale les risques liés aux catastrophes, une tendance à l'optimisme fait qu'ils sont enclins à penser que « les autres seront plus touchés qu'eux »^[50]. Cette tendance peut aussi être observée parmi les organisations internationales, les organisations de la société civile et les Sociétés nationales.

Il existe des exemples récents de programmes qui ont contribué à renforcer la légitimité de la Croix-Rouge :

- le siège de la Croix-Rouge du Japon a été modernisé pour répondre aux normes antisismiques, et des stocks de nourriture et d'eau ont été constitués sur place pour permettre à 400 employés de tenir pendant quatre jours ;
- la Croix-Rouge colombienne réduit progressivement l'utilisation de papier dans ses bureaux afin de limiter ses déchets et la dégradation de l'environnement ;
- plusieurs Sociétés nationales ont diffusé des déclarations réaffirmant l'importance de « se coucher, se couvrir et se tenir » pendant un tremblement de terre afin de contrer la désinformation – des mauvais conseils n'ayant aucun fondement scientifique envoyés par courriel et diffusés de manière virale à des centaines ou des milliers de personnes, un processus aux intentions louables mais aux effets néfastes.

Nous nous attendons à voir ce phénomène se répandre à mesure que les Sociétés nationales mettront en œuvre leurs propres activités d'évaluation et d'atténuation des risques.

La crédibilité repose aussi sur la qualité des messages d'éducation du public et le niveau de consensus qu'ils suscitent. Au niveau mondial, il est attendu de la Fédération internationale qu'elle intègre les résultats des recherches récentes et les enseignements tirés dans les orientations existantes, celle-ci étant la mieux placée pour transformer des informations complexes (des réflexions très académiques sur des thèmes tels que la « communication des risques », les « alertes de non-conformité », l'« adaptation des ménages aux aléas » et l'« épidémiologie des décès et des blessures ») en des messages concrets et compréhensibles.

Principe 3 : Mise à l'échelle

La mise à l'échelle renvoie à la mesure dans laquelle il est possible de « faire plus » (un des fondements de la *Stratégie 2020*) en étendant les activités à un plus grand nombre de personnes. Quels que soient les stratégies, les approches et les outils choisis, une des questions sous-jacentes est de savoir s'ils pourront être appliqués à une échelle suffisamment grande pour réussir à réduire les effets et les souffrances causés par les catastrophes.

Il y a deux obstacles majeurs à la mise à l'échelle, chacun devant être surmonté de façon efficace par rapport au coût. D'une part, plus de la moitié de la population mondiale vit actuellement dans des villes ; nombre des mégalo-poles du monde (qui comptent plus de 10 millions d'habitants) sont exposées à de graves risques sismiques ; des centaines et des centaines de villes sont régulièrement confrontées à des risques d'inondation et de tempête. Il devient donc urgent d'atteindre ces importantes populations urbaines qui vivent dans les centres économiques et politiques. D'autre part, il est difficile d'étendre la portée de nos activités aux populations rurales vivant dans des zones reculées et inaccessibles car celles-ci sont très dispersées.

Il arrive que les Sociétés nationales deviennent victimes de leur propre succès. Le Croissant-Rouge arabe syrien, par exemple, a lancé une campagne sur la sécurité routière dans 20 écoles et a élaboré un jeu de l'oie dynamique en coopération avec l'UNICEF. Ce projet pilote a été si concluant que le gouvernement a demandé à la Société nationale d'étendre le programme à 13 000-14 000 écoles.

Un membre du personnel a fait remarquer qu'il fallait toujours se demander : « Que ferez-vous si votre initiative est couronnée de succès? ».

Généralement, l'obstacle le plus redoutable à la mise à l'échelle est le coût. Un programme bien conçu devrait toujours inclure des stratégies de reproduction des activités à un coût modéré, car les besoins se multiplient plus rapidement que les capacités nécessaires pour mettre en œuvre les programmes pilotes.

Le tableau 9 présente certaines des méthodes les plus courantes de démultiplication de l'impact.

Tableau 9: Méthodes de démultiplication de l'impact

Méthode	Conseils pratiques
Outils en libre accès	Assurez-vous que vos outils peuvent facilement être trouvés en ligne et sont disponibles dans des formats et des langues variés
Partage des coûts	Invitez les donateurs du secteur privé et les autorités locales à contribuer à la production et à la distribution des outils
Modèles de formation en cascade	D'abord, des instructeurs/formateurs forment des formateurs, qui vont ensuite former d'autres personnes, etc. Pour que la chaîne se perpétue, chaque groupe doit disposer des capacités nécessaires et s'attacher à atteindre les objectifs fixés. Veillez à assurer le suivi de la qualité
Radio et télévision	Les émissions de divertissements, les messages d'intérêt public et les actualités sont écoutés par des millions de personnes, mais ne retiennent leur attention que quelques minutes. Négociez du temps d'antenne en proposant aux grands médias des solutions avantageuses pour tous. Il est essentiel de répéter ces activités
Apprentissage électronique	Il est prouvé que les cours électroniques bien conçus sont aussi efficaces que l'enseignement traditionnel en classe. Les apprenants peuvent accéder aux cours à tout moment et n'ont pas peur de faire des erreurs. Cette forme d'enseignement est particulièrement utile en cas de pénurie de formateurs compétents et de manque de fonds. Les déplacements sont réduits, ce qui présente des avantages écologiques et permet des économies de temps et d'argent
Panneaux d'affichage et banderoles	Ces outils permettent de diffuser des messages au grand public. Ils doivent être d'une grande qualité pour avoir un impact. Il est donc utile d'apprendre des autres et de voir ce qui fonctionne. L'affichage dans les transports publics peut être efficace
Manifestations sportives, concerts de bienfaisance et téléthons	Les manifestations populaires constituent une bonne occasion de promouvoir votre cause et de donner l'impression que tout le monde tient compte de vos conseils. Prenez contact avec des sportifs de haut niveau prêts à soutenir votre cause
Jumelages	Collaborez avec d'autres acteurs et intégrez leurs programmes pour réduire les coûts. Diffusez des messages sur les factures des services publics. Déposez du matériel d'information dans les salles d'attente des établissements de santé. Sollicitez un espace sur des pages de renvoi de sites internet
Promotion pendant les périodes d'intervention et de relèvement	Ne manquez aucune occasion de promouvoir la réduction des risques de catastrophe – tirez parti des périodes où elle est la plus pertinente et où les individus cherchent des réponses

Principe 4 : Durabilité

La durabilité renvoie à la conduite d'activités continues de sensibilisation du public sur une période suffisamment longue pour assurer la transition à une culture de la sécurité.

Les obstacles à la durabilité sont :

- la croissance rapide de la population, l'urbanisation et la migration ;
- les nouvelles technologies qui augmentent les risques (tels que certains matériaux et méthodes de construction)
- la méconnaissance des technologies existantes de réduction des risques ;
- les intervalles relativement longs entre les différents impacts de certaines catastrophes naturelles (telles que les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, les tsunamis et les crues centennales) ;
- les effets des changements climatiques ;
- la perte des savoirs traditionnels ou l'incapacité de les adapter ;
- la baisse de la transmission intergénérationnelle des savoirs ;
- les modèles de financement à court terme imposés par les donateurs ;
- le fait que les donateurs privilégient les approches « nouvelles », plutôt que les approches « améliorées et durables » ;
- le manque de financement pour mettre les activités à l'échelle ;
- la lassitude des volontaires ;
- l'incapacité de mesurer les progrès.

La durabilité peut être renforcée :

- en recensant les activités qui peuvent être répétées à intervalles réguliers sans représenter un fardeau ;
- en prévoyant des possibilités d'innovation et de créativité ;
- en rendant les activités conformes aux attentes des donateurs en ce qui concerne les volontaires et la jeunesse ;
- en utilisant ces activités pour élargir la base de volontaires ;
- en partageant la responsabilité avec les partenaires gouvernementaux afin d'institutionnaliser les efforts ;
- en partageant la responsabilité avec les autorités chargées de l'éducation pour universaliser les efforts ;
- en partageant la responsabilité avec d'autres ONG pour répartir les rôles ;
- en planifiant les activités et en établissant des processus qui permettent de réaliser les ajustements et les améliorations nécessaires pour maintenir la dynamique sur le long terme ;
- en introduisant une certaine compétitivité (par exemple, en décernant des prix et des distinctions) ;
- en mesurant et en promouvant les succès ;
- en désignant des dirigeants compétents ;
- en partageant les tâches et en reconnaissant la contribution de toutes les parties prenantes.



Borne d'information (Chine)

5. Outils

Ce chapitre décrit en détail les outils suivants :

- **les publications;**
- **les programmes d'enseignement, les modules et les présentations;**
- **l'apprentissage électronique;**
- **les spectacles et l'expression artistique;**
- **les jeux et les compétitions;**
- **les supports audiovisuels;**
- **les ressources web;**
- **les médias sociaux;**
- **les télécommunications.**

Il donne des exemples d'activités pouvant être menées pour chaque catégorie et examine les avantages et les désavantages que présente chaque outil dans le cadre de la sensibilisation et de l'éducation du public. Enfin, il montre l'importance de combiner plusieurs outils pour entraîner un changement de comportement.

Publications

Les publications ont, pendant longtemps, été le moyen privilégié de diffuser des messages de sensibilisation et d'éducation du public. D'une flexibilité qui semble ne pas avoir de limites, elles peuvent être imprimées ou numériques et être de forme et de taille variées. Elles peuvent être utilisées à des fins de diffusion (comme les panneaux d'affichage et les affiches), de communication (comme le matériel de formation ou les jeux) et à bien d'autres fins encore. Les différents moyens de diffusion, les principaux objectifs, ainsi que les publics cibles et la portée potentiels des publications sont décrits dans le tableau 10 ci-dessous.

Tableau 10 : Types de publication

Type	Public cible			Distribution			
	Grand public	Jeunes	Enfants	Gros volumes	Selon les fonds disponibles	Tirage limité	Électronique
Signets – rappels des messages clés et des informations de contact	•	•	•	•			
Fiches de synthèse, prospectus, dépliants – messages clés de la campagne	•	•	•	•			•
Brochures – orientations sur l'atténuation des risques, résumés, instructions générales	•	•	•		•	•	

Type	Public cible			Distribution			
	Grand public	Jeunes	Enfants	Gros volumes	Selon les fonds disponibles	Tirage limité	Électronique
Cartes d'information – cartes en format de poche rappelant les procédures et les méthodes clés relatives notamment à l'évacuation, aux voies d'urgence, au triage, aux premiers secours, à la réanimation cardiorespiratoire et à l'eau et à l'assainissement	•	•	•	•	•		•
Listes de contrôle et messages clés – orientations et outils visant à encourager un changement de comportement, tels que les plans de gestion des catastrophes destinés aux familles	•	•	•	•			•
Manuels et lignes directrices – guides complets destinés notamment aux formateurs et aux participants aux formations	•	•			•		•
Cahiers d'exercices et cahiers d'activités – supports interactifs pour favoriser l'apprentissage	•	•	•		•		•
Tableaux à feuillets mobiles – matériel robuste, portable et pratique utilisé par les formateurs durant les séances de formation	•	•	•			•	
Études de cas – supports qui servent à rassembler et à diffuser les enseignements tirés et les ressources	•					•	•
Calendriers – outils utiles pour rappeler une série de 12 messages ou plus et pour déclencher une action	•	•	•		•		•
Affiches – supports informatifs qui ne comprennent pas trop de détails	•	•	•		•		
Banderoles et panneaux – outils très efficaces de promotion d'événements de grande ampleur	•	•	•			•	
Panneaux d'affichage – diffusion, dans le cadre de campagnes de grande ampleur, de messages percutants et soigneusement rédigés, qui n'ont pas pour but de distraire	•	•	•			•	
Magazines – publication d'un article ou d'un numéro spécial, ou contribution à des articles	•	•			•		•
Bandes dessinées – compositions régulières, livres illustrés, histoires courtes, divertissements éducatifs		•	•		•		•
Livres de coloriage – orientations sur la préparation, divertissements éducatifs			•		•		•
Livres d'histoires – vraies ou fictives		•	•		•		•
Jeux avec papier et crayon, jeux de cartes, jeux de société, maquettes – fabriquez vos propres jeux ou faites-les imprimer et emballer par des professionnels		•	•		•		•
Dossiers de presse – dossiers à l'intention des journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision (supports imprimés, audio ou vidéo)	•					•	•
Ressources stockées sur des DVD, des CD-ROM ou des clés USB – matériels divers	•	•	•			•	•
Petits articles de promotion – autocollants, aimants, tatouages éphémères, crayons, gommes, carnets de notes, fournitures d'urgence	•	•	•		•		
Grands articles de promotion – T-shirts, casquettes, sacs de courses réutilisables, bouteilles d'eau réutilisables, taies d'oreillers et kits de premiers secours	•	•	•			•	

La question de savoir quel type de publication est le plus approprié dépendra :

- du public cible ;
- de la quantité de contenu à diffuser ;
- de la quantité d'exemplaires à distribuer ;
- des méthodes de diffusion ;
- de la durée de vie requise du produit.

Presque tous les types de publication peuvent être rendus accessibles à un large public sous la forme de documents à télécharger et via des pages web consultables en ligne, des DVD, des CD-ROM et des clés USB. Certains messages peuvent aussi être configurés pour diffusion via des téléphones mobiles et des appareils portatifs.



Fiche d'information
(États-Unis)



Brochure
(Algérie)



Jeu de société (Indonésie)

Il y a un immense volume d'informations et de matériels d'éducation disponible, et les publications doivent rivaliser de créativité pour attirer l'attention. Dans ce contexte, la conception et le contenu des supports devant être diffusés en masse doivent être accessibles et visuellement attrayants. Il faut se poser la question de savoir comment et quand vous voulez que le public utilise chaque support et ce que vous souhaitez le voir faire après avoir lu son contenu. Chaque publication doit avoir un objectif clair et être mise à l'essai avant d'être produite en grande quantité. Cette phase de test peut être perçue comme une étape retardant inutilement le processus, mais elle constitue un investissement extrêmement important qui en vaut largement la peine.



Affiches publiées aux Philippines et en Turquie

Qu'elle soit imprimée ou diffusée par des moyens électroniques, une publication doit être informative, convaincante et percutante. Plus les supports sont interactifs, plus ils contribueront à inciter le lecteur à agir et à promouvoir un changement de comportement. Les publications peuvent être conçues pour viser un public spécifique. Elles peuvent contenir des messages clés ou des informations plus précises destinées à la formation des formateurs ou à un apprentissage autonome. Elles peuvent être conçues pour une utilisation unique ou pour servir de référence.

Les tableaux 11 et 12, ci-dessous, présentent les avantages et les désavantages des supports imprimés et des supports numériques.

Tableau 11 : Avantages et désavantages des supports imprimés

Supports imprimés	
Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • En général, les gens aiment avoir quelque chose entre les mains • Attirent l'œil et l'attention • Peuvent être utiles, retenus et conservés • Peuvent viser des publics spécifiques • Peuvent être interactifs et contribuer à la promotion d'un changement de comportement 	<ul style="list-style-type: none"> • Ont un impact sur l'environnement (arbres utilisés pour faire le papier et pollution due au transport) • Ne seront peut-être pas lus • Leur impact restera inconnu si aucune évaluation n'est réalisée • Peuvent être de mauvaise qualité, laisser de côté la question de l'atténuation ou donner une fausse impression

Tableau 12 : Avantages et désavantages des supports numériques

Supports numériques	
Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Réduisent les coûts liés à l'impression et au transport • Peuvent être diffusés via Internet (gratuitement) • Peuvent être diffusés via CD-ROM et DVD (à un coût plus faible que les supports imprimés) • Peuvent être mis à jour et modifiés sans avoir d'incidence sur les coûts d'impression et de diffusion • Peuvent contenir davantage de matériels • Peuvent être structurés en couches pour une analyse plus approfondie • Sont largement utilisés par les jeunes • Peuvent être utilisés pour faire le pont entre les groupes de la communauté • Peuvent être facilement consultés et interrogés 	<ul style="list-style-type: none"> • Sont inaccessibles à ceux qui n'ont pas de lecteur DVD • Sont inaccessibles à ceux qui n'ont pas accès à un ordinateur ou n'ont pas de compétences en informatique • Ne sont pas toujours accessibles à ceux qui n'ont pas accès à Internet

Programmes d'enseignement, modules et présentations

Les programmes d'enseignement, les modules de formation et les présentations sont des moyens traditionnels de regrouper une grande quantité de connaissances et d'informations sous un format normalisé et accepté. Des informations importantes sont souvent communiquées dans le cadre de manifestations, telles que des réunions, des séminaires, des ateliers et des webinaires (séminaires en ligne), initialement développés pour structurer et faciliter les formations en face à face destinées au personnel, aux volontaires, aux enseignants,

aux étudiants et aux membres de la communauté. Les nouvelles activités d'apprentissage par la pratique, tels que les exercices interactifs, ainsi que les réseaux sociaux contribuent à renforcer la satisfaction des apprenants et la pertinence et l'efficacité des programmes d'enseignement, des modules et des présentations.

Ceux-ci sont généralement conçus pour :

- favoriser l'apprentissage des participants dans le cadre d'un cours en face à face ;
- assurer la facilitation des activités menées au niveau communautaire ;
- fournir des orientations aux utilisateurs sur un sujet donné.



Des volontaires de la Croix-Rouge se présentent aux membres de la communauté.

Présentations

Les présentations ne nécessitent pas forcément une organisation compliquée. L'orateur peut illustrer ses propos à l'aide de fiches, d'un tableau à feuillets mobiles, d'un rétroprojecteur ou d'une présentation informatique pouvant contenir des vidéos et des animations. Cette approche peut être utilisée pour introduire un éventail de sujets ou pour présenter un programme d'enseignement complet.

Modules de formation

Les modules de formation sont conçus pour aller au-delà du niveau introductif. Les exemples les plus connus sont les différents modules du programme Santé et premiers secours à base communautaire en action utilisés à travers le monde (www.ifrc.org/what/health/firstaid/tools.asp), ainsi que les nombreux modules de formation des volontaires à l'intervention en cas de catastrophe. Le module de formation à l'Évaluation de la vulnérabilité et des capacités (EVC) est largement utilisé et a été adapté par plusieurs régions pour répondre au contexte local. Plusieurs Sociétés nationales (notamment la Croix-Rouge cambodgienne et la Croix-Rouge philippine) ont mis en place des cours d'introduction standard à la réduction des risques de catastrophe à l'intention du personnel et des volontaires, et d'autres élaborent des modules de formation à la mise en œuvre de programmes intégrés de réduction des risques de catastrophe au niveau communautaire. Dans certains cas, les modules sont uniquement accessibles aux participants inscrits aux formations.



Programmes d'enseignement (Amérique latine et Caraïbes).

Des modules de formation ont également été élaborés pour aider les enseignants qui entreprennent de sensibiliser leurs élèves aux questions liées à la réduction des risques de catastrophe. Des efforts peuvent encore être faits pour développer des modules de formations destinés à des publics spécifiques, tels que le personnel de santé ou le secteur privé.

Des efforts systématiques commencent à être faits pour rendre certains des modules de formation de la plus haute qualité accessibles pour une adaptation plus large. Par exemple, le Centre régional de référence sur l'éducation à la prévention des catastrophes au niveau communautaire (CCREC) publie ses 13 modules éducatifs en espagnol, portugais et anglais.

Quelques-uns des modules initialement conçus pour être utilisés dans le contexte de l'éducation communautaire ou de l'éducation informelle dans les écoles ont au fur à mesure été transformés pour être intégrés dans les programmes formels d'enseignement scolaire. Pour être utilisés par les écoles, les matériels pédagogiques doivent répondre à des exigences supplémentaires. Par exemple, ils doivent prendre en compte :

- l'étendue des connaissances et des compétences à acquérir selon le niveau scolaire et l'ordre dans lequel elles doivent être acquises ;
- le programme d'enseignement existant afin de garantir l'insertion de points appropriés dans le programme des différentes matières et des différents niveaux scolaires.

Du matériel pédagogique a été élaboré en vue d'être intégré dans les programmes scolaires au Swaziland, au Mozambique et en Angola pour sensibiliser les élèves à six risques majeurs auxquels la région est confrontée. Au Vietnam, les premiers matériels pédagogiques sur la sécurité en cas d'inondation ou de typhon ont été élaborés en 1999 pour sensibiliser les enfants de quatrième et de cinquième année de primaire. Ces outils ont été utilisés pour éduquer plus d'un demi-million d'écoliers, contribuant ainsi au succès d'opérations massives d'évacuation menées dans des zones touchées par un typhon et à sauver de nombreuses vies. Une mise à jour de ces outils est actuellement en cours. Aux Fidji, la Société nationale a proposé un programme d'enseignement qui a été approuvé par les autorités chargées de l'éducation.



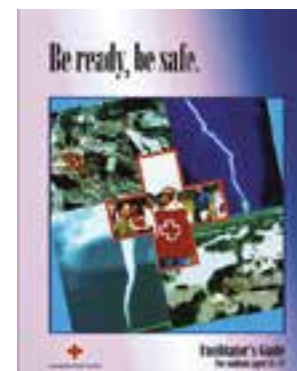
Programme d'enseignement (Viet Nam)

Au Canada, la Société nationale a élaboré un programme intitulé « Prévoir l'imprévisible » qui présente la réduction des risques de catastrophe en tout genre de trois manières différentes :

- Ça peut arriver, soyons prêts^[70] (7-8 ans)
- Devant l'imprévu, soyons prêts^[71] (10-11 ans)
- Pour être en sécurité, soyons prêts^[72] (12-13 ans).

En 2008, 750 000 enfants avaient été sensibilisés par le biais de ce programme.

La Croix-Rouge canadienne a également élaboré une publication intitulée *Facing fear* (Faire face à la peur)^[73], qui a été adaptée pour les États-Unis à la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001 à Washington DC dans le but d'aider les jeunes de 5 à 16 ans à être mieux préparés aux catastrophes. Cette publication fait maintenant partie des ressources utilisées dans le cadre du programme d'enseignement « *Masters of Disaster* » de la Croix-Rouge américaine.



Le tableau 13 ci-dessous décrit les avantages et les désavantages des programmes d'enseignement, des modules et des présentations.

Tableau 13 : Avantages et désavantages des programmes d'enseignement, des modules et des présentations

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Présentent une grande quantité d'information dans un cadre et un ordre logiques et compréhensibles • Assurent la qualité et la cohérence des services fournis • Offrent un cadre commun au personnel et aux volontaires • Peuvent être produits sur des supports imprimés ou numériques 	<ul style="list-style-type: none"> • La production des matériels pédagogiques peut coûter cher • Dispenser des formations en face-à-face peut coûter cher • Nombre de personnes n'auront peut-être pas accès aux programmes de formation en raison de contraintes de temps et de lieu

Apprentissage électronique

Les formations assistées par ordinateur (qui nécessitent un ordinateur et un lecteur DVD) ou les formations en ligne (qui nécessitent un ordinateur et un accès internet) sont deux moyens d'accéder à l'apprentissage coopératif. L'apprentissage électronique a fait l'objet d'une analyse approfondie, qui a démontré que, dans l'enseignement supérieur et le secteur privé, les apprenants ayant utilisé cette méthode obtiennent de meilleurs résultats que ceux ayant participé à des cours présentiels.

Les principaux avantages de l'apprentissage électronique, dans les cas où un accès internet est disponible à un prix abordable, sont :

- la flexibilité d'accès, 24/7, aux matériels pédagogiques;
- la possibilité pour des instructeurs de très haut niveau de transmettre leurs connaissances à un large public;
- la possibilité d'apprendre à son rythme et de répondre aux exigences de chacun;
- un contenu disponible sous forme textuelle, audio ou visuelle pour offrir différentes modalités d'apprentissage (selon que les apprenants ont une mémoire auditive, visuelle, textuelle ou kinesthésique);
- un coût très faible par étudiant.

L'apprentissage électronique s'est développé rapidement au cours de la dernière décennie. Les premières ressources d'apprentissage en ligne, connues comme étant les programmes d'enseignement de première génération, offraient un apprentissage structuré, pas à pas, et un cheminement d'apprentissage linéaire, contrôlé par l'enseignant, et disposaient souvent d'interfaces monotones parsemées d'éléments audiovisuels (par exemple un diaporama). La théorie et la pratique étaient séparées. Ces approches linéaires fonctionnent toujours bien pour les cours où la conformité, les normes et la maîtrise des compétences sont importantes.

Une approche plus récente, connue sous le nom de programmes d'enseignement de seconde génération, offre une expérience d'apprentissage plus libre, dictée par les intérêts et les besoins des apprenants. Il s'agit d'une approche dite stratifiée qui permet aux apprenants d'étudier de manière plus approfondie les questions qui les intéressent. L'évaluation se fait de manière autonome sur la base d'essais successifs et d'une analyse réflexive.

Ces approches centrées sur l'apprenant fonctionnent particulièrement bien lorsque la découverte, la pensée critique, le développement du leadership, la flexibilité et la résolution de problèmes sont les priorités. Il est possible de combiner les méthodes centrées sur l'enseignant et celles centrées sur l'apprenant. Les approches de seconde génération peuvent associer auto-apprentissage et apprentissage actif centré sur le projet. Les résultats de l'apprentissage peuvent être mesurés et suivis, les réalisations reconnues, et les connaissances acquises collectées et diffusées au sein de communautés d'apprentissage.



Plateforme de formation de la Fédération internationale, accessible à l'adresse <https://ifrc.cyberu.com/client/ifrc/default.aspx>

Les programmes d'enseignement électroniques peuvent être conçus autour d'une large gamme d'activités, notamment :

- des leçons (que les apprenants peuvent suivre à leur rythme ou qui doivent être achevées dans un temps limité);
- des activités interactives et des jeux;
- des quiz et des tests auto-administrés (formats variés et calcul automatique des résultats);

- des clips audio et vidéo ;
- des discussions synchrones (salles de classe virtuelles et clavardage) et asynchrones (forums) par le biais desquelles des communautés en ligne peuvent communiquer avec des salles de classe nécessitant une facilitation ;
- des outils, tels que des blogs et des wikis, pour acquérir et partager des connaissances ;
- des possibilités de tutorat, de coaching et d'encadrement en ligne et hors ligne ;
- des outils d'administration et de suivi (notamment la génération de certificats).

Un des principaux avantages des programmes d'enseignement électroniques est la facilité avec laquelle leur contenu peut être réutilisé et adapté dès lors qu'ils sont rassemblés dans un référentiel d'objets d'apprentissage (ou un réseau de référentiels) conformes aux normes établies.

Ces dix dernières années, quelques Sociétés nationales ont rendu des modules d'autoformation disponibles en vidéo et en CD. Il y a une tendance croissante à transposer les modules de formation dans des formats d'apprentissage électroniques pouvant être livrés sur CD, sur DVD ou en ligne.

La Fédération internationale met actuellement à l'essai un système de gestion de l'apprentissage regroupant de nombreux programmes d'enseignement. Ce système, baptisé « Une seule Croix-Rouge », vise à donner aux volontaires la possibilité de gérer de manière autonome leur plan de développement – en particulier dans les domaines des premiers secours et de l'intervention en cas de catastrophe. Un cours d'auto-apprentissage de 20 minutes sur la préparation à une pandémie de grippe H1N1 est également mis à la disposition du grand public.

La Croix-Rouge américaine met actuellement à l'essai le programme *Ready Rating* qui donne aux entreprises et à différentes institutions, dont les écoles, des orientations sur la gestion des catastrophes centrée sur l'action et par le biais duquel ces entités peuvent obtenir un soutien en direct des sections locales de la Société nationale.

Le tableau 14 ci-dessous décrit les avantages et les désavantages de l'apprentissage électronique.

Tableau 14 : Avantages et désavantages de l'apprentissage électronique

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Est aussi efficace que l'apprentissage en salle de classe • A un coût par personne plus faible que l'apprentissage en salle de classe • Permet de diffuser les connaissances à un grand nombre de personnes • Permet d'apprendre à son propre rythme • N'est pas limité par des contraintes de temps et de lieu • Peut être lié à des projets centrés sur l'action • Les résultats peuvent être suivis sur une grande échelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite un accès à un lecteur DVD ou à un ordinateur • Nécessite un accès à Internet pour pouvoir profiter de toutes les fonctionnalités • L'élaboration d'un programme d'enseignement électronique nécessite d'acquérir un ensemble de compétences et d'outils nouveaux • La mise en place d'une plateforme d'apprentissage flexible et participative peut être complexe et onéreuse • Risque d'être moins social que l'apprentissage en salle de classe, sauf si des possibilités d'interaction en personne ou par voie électronique sont prévues • Moins de satisfaction du personnel car les interactions sont moins nombreuses ou se font à distance



Cours en ligne « Votre meilleure défense, c'est vous », accessible à l'adresse www.ifrc.org/what/health/relief/best_defence.asp



Le cours en ligne *Ready Rating for Businesses and Organizations and for Schools* de la Croix-Rouge américaine est accessible à l'adresse : www.readyrating.org/SchoolSplashLA.aspx?Loc=LA

Spectacles et expression artistique

Les spectacles et l'expression artistique offrent une variété de possibilités de communiquer de manière créative des messages importants et sérieux par le biais d'activités enrichissantes souvent menées en public, notamment :

- théâtres de rue, lectures publiques, saynètes et pièces de théâtre ;
- spectacles de marionnettes ;
- lectures de poésie ;
- spectacles de danse ;
- mobilisations éclair dans les grands centres urbains (un groupe de personnes qui se rassemblent subitement dans un espace public pour mener une action ponctuelle avant de se disperser rapidement) ;
- récupération des traditions orales telles que les contes, la musique et les chansons ;
- peintures murales et autres activités pratiques d'expression artistique et de conception.

Toutes ces activités peuvent rassembler les volontaires et les membres de la communauté, en tant qu'acteurs et que spectateurs respectivement. Les acteurs de talent trouvent des moyens créatifs de faire participer leur public.



À l'occasion du camp annuel de la jeunesse de la Croix-Rouge colombienne, les équipes disposaient de 20 minutes pour créer un spectacle de marionnettes visant à communiquer des messages de sensibilisation aux changements climatiques aux autres campeurs en utilisant des marionnettes spécialement élaborées à cet effet et une scène gonflable.

Chanteurs/auteurs en Colombie

Les spectacles et les activités d'expression artistique peuvent être mis en place là où des gens sont réunis : des stands d'information dans des salons sur la santé et la sécurité, des expositions, des manifestations dans les communautés et les écoles et des parcs publics. Les jeunes en particulier sont souvent disposés à participer à ce type d'activités. Il est possible d'y intégrer une forme de compétition amicale pour attirer davantage de personnes. Il faut bien garder à l'esprit le fait que les participants apprécieront d'être traités avec respect et reconnaissance.

Des activités d'expression artistique ont été organisées dans un parc public en Argentine pour attirer l'attention sur les risques d'inondations. Des activités appelées « spectacles de construction », dans le cadre desquelles le public peut assister à la construction d'un bâtiment résistant aux catastrophes, ont été menées aux Philippines. En Colombie, des auteurs et interprètes sensibilisent la population à la préservation de l'environnement par le biais de la musique.

Le tableau 15 ci-après décrit les avantages et les désavantages des spectacles et des activités d'expression artistique.

Tableau 15 : Avantages et désavantages des spectacles et des activités d'expression artistique

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Sont amusants et attrayants, et constituent un bon moyen d'aborder des sujets difficiles que les gens tentent souvent d'éviter • Offrent des possibilités infinies de créativité • Les jeunes volontaires aiment organiser ce type d'activités 	<ul style="list-style-type: none"> • Les messages peuvent être perdus • Il faudra peut-être utiliser des supports supplémentaires pour que les messages soient clairs • Le fait que ces activités sont informelles les rend difficile à reproduire à plus grande échelle

Jeux et compétitions

Les jeux et les compétitions sont un autre moyen de mener des activités dont on peut dire qu'elles sont ludoéducatives. Les jeux de société peuvent être imprimés pour un petit groupe de personnes, fabriqués dans des matériaux résistants ou conçus pour être peints dans les cours d'école afin de solliciter l'ensemble du corps et de favoriser l'implication du spectateur.

Les spectacles (voir plus haut) peuvent aussi être organisés comme des compétitions, entre des équipes scolaires ou régionales par exemple, pour optimiser la participation. Il est possible de lancer des défis intéressants aux participants en leur demandant de créer une affiche, de répondre à des quiz et d'écrire des essais, des chansons, des poésies ou des slogans. Les parents et les membres de la communauté répondent toujours présents lorsque les travaux des enfants et des jeunes sont montrés et reconnus. La radio et la télévision peuvent souvent être utilisées de manière efficace pour diffuser les compétitions ou en faire la publicité.

Les jeux peuvent également se révéler extrêmement efficaces auprès des adultes, qui s'impliquent et apprennent davantage lorsqu'ils utilisent tout leur corps et s'amuse. L'exercice peut se limiter à demander aux gens de se lever pour jouer au jeu des « quatre coins » afin de voir ce qu'ils ont en commun ou à attraper une balle ou un ballon avant de répondre à une énigme. Il peut aussi prendre la forme d'un jeu de rôle, d'un problème à résoudre et d'une simulation. Ces jeux « sérieux » se sont révélés très efficaces pour faire assimiler des informations complexes. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour rassembler des exemples de ces activités innovantes et facilement reproductibles et pour évaluer leurs résultats.

Pour les personnes habituées à participer à des compétitions, il est intéressant de pouvoir repartir avec des prix et des récompenses. Elles aiment généralement gagner quelque chose, même s'il s'agit d'articles simples. Les T-shirts, les casquettes, les bracelets et les gadgets sont les cadeaux préférés des volontaires et du public. L'un des défis majeurs est de s'assurer que ces articles sont respectueux de l'environnement et de bonne qualité, et qu'ils offrent une autre possibilité de renforcer les messages éducatifs. Parmi les articles plus petits figurent :

- les autocollants ;
- les tatouages éphémères ;
- les marque-pages ;
- les crayons, les stylos et les gommes ;
- les badges.



Jeu sur la réduction des risques de catastrophe (Indonésie)



Jeu de sensibilisation aux changements climatiques (Colombie)



Prix et récompenses (Colombie)

Des articles plus onéreux destinés aux individus, aux familles ou à la communauté, peuvent être offerts, notamment :

- des bouteilles d'eau réutilisables ;
- des sacs de courses ;
- des taies d'oreillers à décorer soi-même ;
- des jeux de cartes ;
- des kits de premiers secours ;
- des lampes solaires ;
- des sacs à dos à utiliser en cas d'évacuation ;
- des mégaphones ;
- des radios solaires ou à manivelle.

Les partenaires du secteur privé seront peut-être disposés à faire don de ces articles. Le fait d'organiser des compétitions de plus grande envergure où les prix sont des téléphones ou des appareils photo peut encourager les jeunes à participer et leur donner les moyens de devenir eux-mêmes des sensibilisateurs ou de produire leurs propres matériels éducatifs. Les tombolas peuvent aussi être utilisées pour sensibiliser le public.

Tableau 16 : Avantages et désavantages des jeux et des compétitions

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Sont très participatifs et favorisent l'engagement et la motivation • Favorisent la résolution de problèmes • Stimulent le dialogue entre pairs • Favorisent l'acquisition de connaissances et la mémorisation • Permettent d'aborder des sujets complexes et ouverts • Les compétitions permettent de réunir des personnes issues d'une zone géographique étendue • Les jeux en ligne ou sur ordinateur permettent à des individus de communiquer à distance à faible coût 	<ul style="list-style-type: none"> • Doivent faire l'objet d'une analyse et être conçus avec soin • Nécessitent d'aimer s'amuser • L'élaboration et la mise à l'essai des jeux narratifs réalistes et des simulations peuvent s'avérer coûteuses • Les jeux sur ordinateur nécessitent un ratio ordinateurs/participants élevé

Supports audiovisuels

Les productions audiovisuelles s'inscrivent dans un vaste continuum, avec à une extrémité des supports prescrits produits professionnellement, qui offrent des possibilités de contrôle total des messages, et à l'autre extrémité des vidéos participatives produites par une ou plusieurs personnes à l'aide de caméras et d'appareils d'enregistrement bon marché, qui offrent un contenu plus spontané.

Les vidéos produites professionnellement sont essentielles pour ce qui touche à la documentation, à la communication avec les donateurs et aux relations publiques, et les vidéos plus informelles peuvent constituer un bon moyen de faire connaître les savoirs autochtones, de stimuler la créativité, de partager des expériences et de promouvoir l'éducation par les pairs. S'agissant des vidéos participatives, le processus de production en lui-même est éducatif car il vise en premier lieu à favoriser le dialogue local et la résolution de problèmes.

La radio et la télévision sont les seules à pouvoir communiquer des informations à la quasi-totalité des ménages. Jusqu'à récemment, la production et la diffusion étaient l'apanage d'entreprises publiques ou privées. Les Sociétés nationales n'avaient donc que peu de contrôle sur le contenu. Toutefois, la situation évolue depuis que la production est devenue plus simple et moins coûteuse et que des canaux de diffusion supplémentaires dotés d'un potentiel énorme ont vu le jour.

Les trois principaux types de production audiovisuelle se distinguent par leur longueur, leur méthode de diffusion et leur niveau de professionnalisme :

- brèves annonces d'intérêt général sur les stations de radio et les chaînes de télévision (spots);
- courts podcasts audio et vidéo;
- productions audiovisuelles plus longues.

Ces trois types de production sont décrits ci-après.

Brèves annonces d'intérêt général sur les stations de radio et les chaînes de télévision (spots)

Nombre de pays doivent utiliser les médias de masse pour diffuser des messages d'intérêt général sur les ondes/chaînes publiques, et certains choisissent de le faire pour des raisons de responsabilité sociale des entreprises. Les annonces durent généralement 20, 30 ou 50 secondes. Elles doivent être brèves et percutantes, et indiquer où trouver des informations supplémentaires sur le sujet (numéro de téléphone ou adresse internet pouvant être facilement mémorisé). La participation d'une célébrité, un slogan accrocheur et un ton optimiste sont autant d'éléments qui renforcent l'attrait de l'annonce.

Des experts de la conception et des communications peuvent vous aider efficacement à élaborer vos annonces, mais vous pouvez aujourd'hui, avec le soutien de quelques volontaires, produire vous-mêmes des annonces de qualité ou adapter une ressource internationale ou nationale. Les heures de diffusion les plus demandées sont les heures de grande écoute (après la journée de travail, au moment des journaux du soir). Les annonces sur les questions sociales majeures bien conçues peuvent avoir un impact important et contribuer à établir de bonnes relations avec les médias de masse.

Le tableau 17 ci-dessous décrit les avantages et les désavantages des annonces d'intérêt général sur les stations de radio et les chaînes de télévision (spots).

Tableau 17 : Avantages et désavantages des annonces

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Touchent un vaste public • Diffusent des messages normalisés et cohérents • Attirent l'attention et suscitent une reconnaissance immédiate • Peuvent généralement être diffusées gratuitement • Peuvent être adaptées en fonction de la saison et des aléas potentiels • Peuvent être produites sous la forme d'une série pour garantir la durabilité des messages • Peuvent encourager les individus à chercher davantage d'informations 	<ul style="list-style-type: none"> • Les messages risquent de se perdre si les annonces sont diffusées tard le soir ou pendant la journée • Doivent être bien conçues pour être efficaces • Les diffuseurs risquent d'accepter de diffuser les annonces moins parce qu'elles contiennent des messages d'intérêt général, que parce qu'elles représentent une source de revenus

Messages d'alerte précoce : conseils pratiques

- **Source** – Il est important de mettre en place des systèmes fiables prévoyant des lignes de communication claires. Toutefois, ne vous en remettez pas à une seule source, quelle que soit son autorité. Rassemblez plutôt en avance plusieurs sources de confiance qui seront chargées d'élaborer les messages d'alerte précoce.
- **Contenu** – Veillez à ce que les messages indiquent exactement qui doit faire quoi et quand. Décrivez la situation simplement et soyez précis. Décrivez les conséquences que pourra avoir la catastrophe qui s'approche.
- **Style** – Soyez clair et utilisez un langage simple. Bannissez le jargon. Soyez précis et évitez les ambiguïtés. Faites preuve d'assurance. Expliquez que la probabilité pour que l'événement se produise est suffisante pour que tout le monde prenne immédiatement des mesures.
- **Précision** – Pensez à ce que les gens vont comprendre en écoutant votre message.
- **Cohérence** – Veillez à la cohérence au sein de vos messages et entre eux. Ne diffusez pas de messages qui se contredisent ou causent la confusion^[54].

Courts podcasts audio et vidéo

Un podcast est un enregistrement audio, vidéo ou multimédia publié sur Internet pour être lu sur un appareil portatif ou un ordinateur. Les utilisateurs d'ordinateurs connectés à Internet regardent souvent les podcasts audio et vidéo qui durent moins de 5 minutes lorsqu'ils prennent une courte pause pour lire leurs courriels et parcourir les réseaux sociaux. Les podcasts plus longs (plus de 10 minutes) sont plus souvent téléchargés pour être écoutés sur des lecteurs audio portatifs. Quelle que soit leur longueur, les podcasts doivent être convaincants et retenir l'attention.

YouTube, le site le plus populaire de partage et de consultation de podcasts vidéo (www.youtube.com) comporte plusieurs fonctionnalités intéressantes, notamment :

- il indique la longueur de la vidéo et le nombre de fois qu'elle a été vue ;
- il permet aux visiteurs d'ajouter des vidéos issues de leur propre liste de lecture et de les partager avec d'autres personnes ;
- il donne aux visiteurs la possibilité de commenter et de noter les vidéos, qui sont ensuite triées par ordre de popularité et par nombre de vues.

Toutefois, YouTube n'étant pas accessible dans plusieurs pays, il faut prévoir des alternatives.

La Fédération internationale alimente trois chaînes YouTube, qui contiennent des centaines de vidéos. Fin 2009, les chaînes avaient reçu environ 75 000 visites. Au total, 750 000 vidéos avaient été vues, et 1 000 personnes s'étaient abonnées. La vidéo la plus vue avait été visionnée 130 000 fois. Parmi les vidéos les mieux notées figuraient des vidéos sur la construction de maisons en bambou en Indonésie et sur la construction de maisons en bois capables de résister aux ouragans. Les volontaires de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge utilisent aussi YouTube pour charger ponctuellement des courtes vidéos.

Par exemple, la jeunesse de la Croix-Rouge colombienne a élaboré une série de vidéos extrêmement créatives pour présenter des messages d'intérêt général sur la protection de l'environnement, gagnant ainsi le concours « Un Minuto al Aire » (<http://eco.canalrcn.com/>). La vidéo de la Croix-Rouge argentine

intitulée « Casa Inundada » incite aussi les gens à agir (www.youtube.com/watch?v=5bZKCT7aonE).

Les vidéos peuvent également être visionnées sur les sites web de la Fédération internationale et de nombreuses Sociétés nationales. La Croix-Rouge espagnole et les Sociétés nationales des Caraïbes tiennent à jour des pages web où sont publiées des vidéos contenant une large gamme de messages très efficaces sur la réduction des risques de catastrophe.

Les vidéos participatives sont des outils particulièrement efficaces lorsque les communautés hésitent à s'adresser aux autorités ou aux ONG. Les communautés les plus vulnérables n'ont pas de pouvoir. La diffusion de messages audiovisuels leur permet d'entendre des messages de la bouche de leurs pairs, ce qui contribue à créer une réaction chez ces communautés et à les autonomiser.

Le tableau 18 ci-dessous décrit les avantages et les désavantages des courts podcasts audio et vidéo.

Tableau 18 : Avantages et désavantages des courts podcasts audio et vidéo

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Peuvent être produits et mis à jour facilement et rapidement • Peuvent être distribués via Internet • Peuvent être facilement diffusés via les réseaux sociaux • Les contenus audio peuvent être diffusés à la radio • Peuvent être compris par les personnes analphabètes • Peuvent être produits de manière très participative • Peuvent être produits à très faible coût • Peuvent être des éléments d'une série ou d'une chaîne • Peuvent favoriser la reconnaissance de vos activités • Peuvent être actuels et pertinents • Peuvent fournir des exemples et des démonstrations précis • Réduisent le coût des communications de pairs à pairs • Les podcasts vidéo peuvent être rendus accessibles aux malentendants en y ajoutant une interprétation en langue des signes • Sont des outils privilégiés par les jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Doivent être examinés avec soin pour éviter les biais ou les fausses informations – un processus qui est parfois négligé dans le contexte des podcasts • Doivent être de qualité pour être efficaces • Risquent d'être ignorés • Doivent être promus sur les réseaux sociaux • La distribution doit être bien réfléchie et planifiée • La production participative nécessite une formation, de la pratique, une bonne collaboration et des informations en retour cohérentes

Productions audio et visuelles plus longues

Les vidéos professionnelles sont largement utilisées pour promouvoir le Mouvement, encourager les dons et fournir des informations et de la documentation sur les projets ou des questions importantes. Un des exemples d'utilisation des vidéos professionnelles à des fins éducatives les plus innovants et efficaces est le feuilleton radio (radionovela) intitulé « Mejor prevenir que lamentar » (Mieux vaut prévenir que se plaindre) et composé de deux saisons de 25 épisodes, qui est devenu populaire en Amérique latine. Un autre exemple est le feuilleton radio « The Rough Season » (La saison tumultueuse) composée de



10 épisodes de 15 minutes, qui porte sur les catastrophes naturelles récurrentes dans les Caraïbes.

En Ouganda, des émissions-débat en direct sont diffusées régulièrement à la radio et à la télévision et connaissent un franc succès. La Société de la Croix-Rouge de Tuvalu dispose d'un créneau horaire régulier sur une station de radio nationale, pendant lequel elle diffuse des messages sur la préparation aux catastrophes, la santé, les changements clima-

tiques, l'environnement et la conservation des eaux pendant la saison sèche. En outre, des compétitions sont organisées pour sensibiliser les enfants dans les écoles.

Le tableau 19 ci-dessous décrit les avantages et les désavantages des productions audio et visuelles plus longues.

Tableau 19 : Avantages et désavantages des productions audio et visuelles plus longues

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Peuvent livrer une histoire complète • Peuvent contribuer à renforcer la redevabilité • La radio est un moyen de communication largement accessible • Les feuillets peuvent être convaincants • Peuvent être diffusées dans le cadre d'une émission de radio régulière • Le coût des lecteurs DVD utiles pour visionner les productions est relativement faible 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour atteindre le public le plus large possible, la distribution doit être bien planifiée • Les vidéos doivent faire l'objet d'une production professionnelle • Les émissions-débat régulières à la radio nécessitent une planification efficace et des animateurs entraînants • Les feuillets doivent proposer un concept, une écriture et un contenu de qualité

Le Mouvement devant rendre des comptes à un grand nombre de parties prenantes, une attention particulière doit être accordée à l'élaboration de rapports. Dans presque tous les contextes, il est important de prendre des photos et de faire des vidéos, car celles-ci peuvent être utilisées non seulement dans la documentation, mais aussi dans les matériels de sensibilisation et d'éducation. Les vidéos peuvent, et doivent, être de plus en plus utilisées à des fins de compte rendu.

Ressources Web

Un des moyens les plus simples et les moins onéreux de faire preuve de transparence, de redevabilité et de cohérence est d'utiliser les sites et pages web de votre Société nationale pour promouvoir l'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe. Il est important que les messages soient faciles à trouver et ne se situent pas à plus d'un clic de la page d'accueil ou de la page de destination. Cela signifie que les mesures de réduction des risques de catastrophe doivent être présentées comme des actions continues que tout le monde peut entreprendre afin que les informations ne soient pas reléguées dans un endroit difficile à trouver.

Les sites Web devraient être utilisés pour partager toutes les ressources dont vous disposez. Les Sociétés nationales devraient s'en servir comme principal outil de diffusion d'informations aux sections, aux unités locales et au grand public. Les sites Web sont dotés de fonctionnalités utiles telles que :

- les fils RSS, qui permettent aux abonnés de suivre les modifications et les mises à jour ;
- les widgets et les bannières électroniques, qui permettent au public de publier vos messages sur leurs sites Web ou par le biais des réseaux sociaux ;
- la possibilité de choisir la langue de l'interface.

Des exemples de sites Web riches en ressources sont donnés ci-dessous.

- **<http://ifrc.org/en/what-we-do/disaster-management>** – Cette page contient un grand nombre de ressources sur la gestion des catastrophes. Vous pouvez aussi accéder au système d'information pour la gestion des catastrophes (DMIS) depuis le site Web de la Fédération internationale (en haut à droite).
- **<http://ifrc.org/en/what-we-do/health/diseases/pandemic-influenza/your-best-defence-is-you>** – la page Web de la Fédération internationale consacrée à la grippe H1N1 retient l'intérêt des visiteurs en mettant à leur disposition un petit module d'apprentissage, des vidéos (annonces d'intérêt public), des affiches, des widgets et des bannières électroniques.
- Le site du centre régional de référence pour l'éducation et la préparation aux catastrophes des Amériques – un site complet de ressources sur la préparation aux catastrophes.
- **www.climatecentre.org** – le site Web du Centre sur le changement climatique, qui comprend une section spécialement dédiée aux jeunes (www.climatecentre.org/site/youth).
- **www.informedprepared.eu** – un site des Sociétés nationales européennes disponible en allemand, en anglais, en espagnol et en français, qui fait la promotion du slogan fédérateur « Informés. Préparés. Ensemble. »
- La page du site Web de la Croix-Rouge britannique qui présente des dossiers pédagogiques sur la prise de décisions. Cette page propose aux étudiants des scénarios relatifs à la prévention des catastrophes et à l'intervention en cas de catastrophe et se concentre sur les mécanismes complexes de la prise de décisions. Les dossiers pédagogiques sur les inondations et la grippe porcine, ainsi que le dossier intitulé « Cinq ans après le tsunami » contiennent tous des messages de sensibilisation percutants.
- **<http://pirac.croix-rouge.fr>** – cette ressource conjointe de la Croix-Rouge française et des Sociétés de la Croix-Rouge des Caraïbes présente un catalogue d'outils de sensibilisation aux catastrophes naturelles – c'est une base de données regroupant les matériels de sensibilisation utilisés dans la région.
- La Croix-Rouge australienne publie sur son site Web un magazine intitulé « Red Cross Youth » – un magazine en ligne qui traite de questions telles que les changements climatiques et donne des informations locales et internationales.
- **http://adsoftheworld.com/media/online/red_cross_colombia_game** – la Croix-Rouge colombienne a lancé un jeu en ligne visant à sensibiliser le public à l'importance des dons de sang dans les situations de violence.
- **www.redcross.org** – la Croix-Rouge américaine a élaboré une série de « fiches d'information sur la préparation aux catastrophes » qui sont facilement accessibles depuis la page d'accueil de son site Web.
- **www.redcrossroommates.org** – La section de la Croix-Rouge américaine de la baie de San Francisco a produit six épisodes d'une animation interactive simple mettant en scène quatre colocataires qui encouragent et aident les utilisateurs à élaborer leurs propres plans et leur propre fiche d'informations importantes qu'ils glisseront dans leur portefeuille.

Le tableau 20 ci-dessous décrit les avantages et les désavantages des ressources Web.

Tableau 20 : Avantages et désavantages des ressources Web

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Peuvent contenir un ensemble complet de ressources • Peuvent renforcer la redevabilité et la transparence • Peuvent offrir des versions adaptées en fonction du public cible, de la langue et des préférences • Peuvent être agrémentées de visuels • Peuvent donner des descriptions et inviter les utilisateurs à consulter d'autres ressources • Les utilisateurs peuvent être informés lorsque du contenu est ajouté • Peuvent devenir une source fiable d'informations • Peuvent rehausser votre visibilité et votre crédibilité 	<ul style="list-style-type: none"> • Doivent être simples d'utilisation • Doivent être dotées de fonctions de recherche et de navigation efficaces • Doivent être régulièrement mises à jour • Peuvent être difficiles à consulter par ceux qui disposent d'une connexion à faible débit • Peuvent être difficiles d'accès et onéreuses pour certains • Doivent fonctionner sur différents navigateurs • Doivent être adaptées à la navigation sur appareil portatif et sur ordinateur

Médias sociaux

Les médias sociaux comprennent tous les outils en ligne qui permettent de communiquer et de nouer des relations sans se servir des mécanismes de soutien organisationnels traditionnels. Ils peuvent être utilisés pour renforcer la confiance et la cohésion, et pour établir un contact avec d'autres personnes. La révolution des communications numériques fait que des groupes peuvent se constituer, échanger des informations et travailler dans un but commun.

Les médias sociaux facilitent la gestion de la distribution, de la collaboration, de l'échange de connaissances, du partage de supports multimédias et de l'évaluation collective, et donnent ainsi la possibilité de voir ce qui fonctionne. Les jeunes utilisant naturellement les médias sociaux, ceux-ci sont de plus en plus mis à profit pour diffuser des messages de sensibilisation et d'éducation du public.

Le tableau 21 ci-dessous décrit les différents types de médias sociaux, présentent les avantages de chacun et en donne des exemples.

Tableau 21 : Avantages des différents types de médias sociaux et exemples

Type	Avantages	Exemples
Messagerie électronique	Communications individuelles et de groupe	@ifrc.org, votre société nationale
Listes de diffusion	Communications de masse par courriel, bulletins d'information	Gender and Disaster Network
Réseaux sociaux	Diffusion synchrone d'informations, partage de fichiers multimédias, établissement de relations par protocole FOAF (ami d'un ami)	Facebook, Myspace, LinkedIn www.facebook.com, www.myspace.com www.linkedin.com

Type	Avantages	Exemples
Blogs et forums de discussions	Diffusion d'opinions, d'actualités, de questions et de discussions	www.blogspot.com, www.wordpress.com
Communautés de pratique dirigées	Exploitation et suivi de l'expérience d'une communauté de pratique pour un repérage plus facile	Réseau « Bourse de solutions » mis en place par les Nations Unies en Inde
Communautés	Communication au-delà des frontières géographiques	Ning www.ning.com
Externalisation ouverte du contenu	Filtrage et amplification des messages, recommandations fondées sur le savoir de la masse	Digg www.digg.com
Signets	Partage et organisation des ressources (filtrage et amplification)	del.i.cio.us, drlibrary.org www.del.i.cio.us www.drlibrary.org
Partage de photos	Externalisation ouverte, organisation et agrégation des ressources photographiques	flickr, picassa www.flickr.com www.picasa.google.com
Wiki	Rédaction collaborative	Wikipedia, Google www.wikipedia.org www.docs.google.com
Partage de vidéos	Partage, organisation, filtrage et amplification des ressources vidéo	YouTube, TED Video www.youtube.com – www.ted.com
Services géodépendants	Organisation de réunions et de manifestations dans un lieu donné	Meet-up, Doodle, Flashmob, Triplt www.meetup.com – www.doodle.com www.flashmob.com – www.tripit.com
Micromédias et SMS	Messagerie texte de masse	Twitter, Twhirl www.twitter.com – www.twhirl.org
Messagerie vocale	Messagerie vocale à la demande (push et pull)	IVRS IVRS (plusieurs)
Partage de documents et de programmes d'enseignement	Publication et partage de documents, de présentations et de didacticiels	Scribd, Slideshare, the Open Courseware Consortium www.scribd.com www.slideshare.net www.ocwconsortium.org



La Fédération internationale et plusieurs Sociétés nationales ont commencé à utiliser les médias sociaux pour leurs activités de sensibilisation et d'éducation du public. La campagne « À vous d'agir » de la Fédération internationale est relayée sur Facebook, YouTube, Flickr, Twitter et un blog. La jeunesse de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge utilise également Facebook et Twitter. Ces médias permettent aux volontaires et à la jeunesse de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de diffuser rapidement des messages officiels au sein de leurs propres réseaux sociaux.

Le tableau 22 ci-dessous décrit les avantages et les désavantages des médias sociaux.

Tableau 22: Avantages et désavantages des médias sociaux

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • La faiblesse des coûts liés à l'utilisation des canaux de diffusion à grande échelle, tels que Facebook et Twitter • Mise en commun – favorisent le volontariat et s'appuient sur le bouche-à-oreille et la réputation • Ont le pouvoir d'attirer l'attention sur d'autres ressources, tels que des sites de campagnes, des pages Web, des blogs et des articles • Permettent une communication régulière et, ainsi, le renforcement des relations • Permettent de faire passer régulièrement des messages, par petits morceaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Le contenu doit être régulièrement mis à jour • Doivent être dotés d'un système de retour d'informations pour permettre l'interaction avec le public • Doivent s'adapter à l'évolution de la technologie • Demandent du temps et de la créativité

Télécommunications

Les services de télécommunications offrent diverses possibilités. Les systèmes automatisés peuvent être programmés pour envoyer des messages (push) et pour que les utilisateurs puissent appeler une boîte vocale et écouter des messages enregistrés (pull). Les systèmes de boîtes vocales et de messagerie téléphonique sont encore peu utilisés au sein du Mouvement. Toutefois, un projet pilote prometteur qui vise à mettre en place des systèmes d'alerte rapide utilisant ces services est en cours à Sri Lanka.

Le système de notification (push) peut être un moyen efficace de diffuser des messages d'alerte rapide. Il est possible, pour en tester l'efficacité, de l'utiliser régulièrement pour diffuser des messages sur la préparation aux catastrophes. En outre, il est possible de mettre en place un serveur accessible par le biais d'un téléphone à clavier ou d'une messagerie vocale interactive qui permettra aux utilisateurs de choisir parmi les différentes options disponibles et de recevoir des informations préenregistrées. Les utilisateurs doivent d'abord sélectionner une langue, puis choisir un élément dans une courte liste de thèmes généraux avant d'accéder à un message préenregistré contenant l'information voulue.

Cette technologie nécessite un serveur connecté à internet, que les utilisateurs peuvent appeler quel que soit l'endroit où ils se trouvent. Les personnes recevant des messages d'alerte sont inscrites dans une liste (par groupe ou individuellement). Dans le cas des messages pull, le numéro de téléphone à appeler peut être largement diffusé car il constitue, pour les personnes concernées, une source d'information privilégiée.

Le tableau 23 ci-après dresse une liste des avantages et des désavantages des télécommunications.

Tableau 23 : Avantages et désavantages des télécommunications

Avantages	Désavantages
<ul style="list-style-type: none"> • Les personnes qui ont besoin d'une information n'ont plus à se déplacer pour l'obtenir • Disponible en permanence, pratiquement accessible à tous • Un numéro de téléphone peut être largement diffusé sous la forme d'un slogan • Sont accessibles aux personnes qui ne peuvent pas lire • Les messages peuvent être rédigés dans une large gamme de langues • Sont un moyen économique de diffuser des messages en plusieurs langues • Les messages d'alerte rapide peuvent être vérifiés par une source fiable • Les messages peuvent être courts et adaptés aux besoins individuels • Dans les situations d'urgence et de catastrophe, contribuent à réduire le nombre de questions adressées aux organisations • Renforcent la redevabilité et la transparence 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessitent un investissement initial • Peuvent nécessiter de mettre en place un numéro gratuit • Si les systèmes sont utilisés dans les situations d'urgence, ils devront peut-être être équipés pour recevoir de nombreux appels • Si les systèmes sont utilisés à des fins de vérification, les messages doivent être mis à jour, notamment en cas de fausse alarme, de mauvais temps, etc. • Si les systèmes sont utilisés à des fins d'alerte rapide, une coordination avec les services météorologiques est nécessaire

Maintenant que nous avons examiné toute la gamme d'outils disponibles, nous allons voir l'importance d'en combiner deux ou plusieurs afin d'adopter l'approche la plus appropriée.

Combinaison d'outils

Il n'existe pas un seul moyen, plus efficace que les autres, de diffuser des messages de sensibilisation. Chaque personne apprend et mémorise différemment, par la vision, l'ouïe, le toucher ou même le goût ou l'odorat. Nous vivons, mangeons et dormons avec notre famille, et nous déambulons dans des quartiers,

Exemples d'activités combinant plusieurs approches

- **Népal** – théâtre, chants folkloriques, émissions de radio, réunions communautaires, éducation par les pairs et activités de sensibilisation menées par les dirigeants religieux
- **Bangladesh** – toutes les approches utilisées au Népal, ainsi que des affiches et des tableaux à feuillets mobiles
- **Indonésie** – signalisation des itinéraires d'évacuation, exercices, visites à domicile et formation aux premiers secours, eau et assainissement, santé, recherches et sauvetage
- **Sri Lanka** – affiches, dépliants, panneaux d'affichage, panneaux de signalisation, réunions communautaires, manifestations sportives communautaires, tournois de cricket, évènements scolaires et loteries
- **Colombie** – chansons et vidéos, spectacles de marionnettes et jeux en plein air participatifs visant à sensibiliser les jeunes aux changements climatiques
- **Argentine** – spectacle artistique éducatif dans un parc public
- **Caraïbes** – feuilleton radiodiffusé, annonces radiodiffusées, affiches, prospectus et annonces dans la presse pour diffuser des messages de sécurité en prévision de la saison des ouragans
- **États-Unis** – formation en ligne complétée par des activités de sensibilisation menées par des volontaires, et présence continue des volontaires locaux dans les expositions sur la santé et la sécurité
- **Turquie** – sensibilisation des élus locaux, des dirigeants religieux et des enseignants

des lieux de travail et d'autres communautés avec nos amis, nos collègues, nos voisins et autres. Le succès de la sensibilisation nécessite donc souvent une solide combinaison d'outils. L'encadré ci-avant donne des exemples provenant du monde entier.

Chacune des initiatives décrites dans l'encadré offre des possibilités d'apprentissage et constitue un moyen approprié de promouvoir des messages d'éducation du public.

Maintenant que nous avons examiné toute la gamme d'outils disponibles, nous allons nous pencher sur la question de la qualité.

6. Assurer la qualité

Des éléments probants^[4, 13, 25, 33, 41, 48] démontrent que tous les outils décrits dans le chapitre 5 peuvent être utilisés pour sensibiliser et éduquer le public. Cependant, pour être efficaces, ces outils doivent être de qualité. Ce chapitre présente les quatre éléments indispensables à l'efficacité des initiatives :

- **des messages bien formulés;**
- **des images puissantes;**
- **un ton accrocheur et convaincant;**
- **un contenu adapté et ciblé.**

Des messages bien formulés

Des messages bien formulés présentent les caractéristiques suivantes :

- **Ils sont clairs et cohérents** – le public doit comprendre qui est exposé au risque de catastrophe, quelles sont les pertes physiques, économiques, communautaires et culturelles attendues, sur quel laps de temps la catastrophe va se produire et ce qu'il faut faire pour améliorer la situation. Lorsque les individus sont clairement informés de ce qu'ils doivent faire pour réduire les risques (avant, pendant et après une catastrophe), ils sont capables de comprendre les procédures de base et de s'en souvenir.

Les messages doivent être clairs et répondre à des questions telles que^[32] :

- « À quel type de catastrophe suis-je exposé ? »
 - « Quels dégâts est-il susceptible de causer ? »
 - « Quels dommages avons-nous déjà subis en raison d'une catastrophe de ce type ? »
 - « Quelles conséquences aura-t-elle pour moi à la maison, au travail ou à l'école ? »
 - « Puis-je faire quelque chose pour réduire les risques ? »
 - « Est-ce compliqué ? »
 - « Combien cela coûtera ? »
 - « Quelqu'un que je connais l'a-t-il déjà fait ? »
 - « De quoi ai-je besoin pour commencer ? »
- **Ils sont rédigés en langage courant** – l'idée est de décrire des phénomènes complexes et de donner des informations complexes sans recourir au jargon technique, en utilisant des termes et des concepts compris par tous. Il faut éviter de donner des probabilités, celles-ci étant difficiles à comprendre du fait qu'elles sont fondées sur des concepts mathématiques avancés^[29, 43]. Cependant, même les personnes sans éducation institutionnelle peuvent faire la différence entre les risques à fort impact mais de faible fréquence (comme les tremblements de terre) et les risques à évolution lente dont le caractère est

incertain (comme les phénomènes météorologiques), et sont disposées à utiliser ces connaissances pour assurer une planification à long-terme.

- **Ils encouragent l'action** – il est important de faire comprendre les conséquences de l'inaction et l'importance d'adopter un comportement proactif. Essayer de faire peur aux gens pour les inciter à agir peut être contre-productif et engendrer le déni et la fuite^[13, 26]. Soyez positif et spécifique, donnez des exemples précis et réalisables, et expliquez que les mesures peuvent être prises par étape (par exemple, à différents moments de l'année, ou au fil des semaines). Votre message n'aura pas le même impact sur tous les individus : il y aura ceux qui sont directement concernés et qui prendront immédiatement des mesures; ceux qui ne sont pas directement concernés et qui recevront l'information par des tiers; et ceux qui entendront vaguement parler des messages et qui se montreront plus réceptifs à l'avenir.

Des images puissantes

Même pour les plus instruits, les images sont plus parlantes que les mots. On se souvient souvent mieux des messages visuels (véhiculés par des photos, des graphiques, des animations ou des vidéos) que des messages textuels. Une preuve visuelle de l'efficacité des mesures de prévention des catastrophes, prenant la forme d'une photo ou d'une vidéo, est beaucoup plus convaincante qu'un message transmis par oral ou par écrit. Par exemple, les simulations sur table vibrante visant à montrer l'impact des secousses sismiques sur les constructions résistantes et non résistantes aux catastrophes créent une volonté durable de changer de comportement. Il est toujours efficace, pour mobiliser le public, d'utiliser des photos de personnes, car elles permettent de montrer la réalité des choses.

Les individus sont davantage motivés par les réussites que par les échecs. Il est donc essentiel de s'appuyer sur des images précises pour indiquer le comportement à adopter et favoriser la résolution des problèmes^[23, 31]. Si vous devez montrer une photo d'un échec, veillez à le signaler de façon visible (par exemple, avec une grosse croix rouge ou un visage mécontent, pas seulement en l'écrivant). N'oubliez pas que les images de mort et de destruction peuvent être bouleversantes et exacerber le sentiment d'impuissance au lieu d'inspirer les individus^[26].

Les organisateurs visuels, tels que les codes couleur, les icônes, les symboles et la mise en page, contribuent à l'identification et à la compréhension de l'information par le public. Les symboles connus de tous peuvent être très utiles : la croix (« faux »), le coche (« juste »), les couleurs des feux de circulation (le rouge pour « stop » ou « danger », l'orange pour « ralentir » ou « faire attention » et le vert pour « la voie est libre » ou « pas de danger »). Toutefois, assurez-vous que votre public connaît ces symboles avant de les utiliser, car vous pourriez être surpris de la manière dont ils sont interprétés. Par exemple, beaucoup de personnes ne comprendront pas les représentations en bâtons, et il faudra expliquer le fonctionnement des vues aériennes, des tableaux et des diagrammes, tels que les camemberts, si vous voulez les utiliser.

Les cartes peuvent être très utiles, tant que vous vous appuyez sur des repères facilement identifiables, tels que les frontières politiques et les principaux axes de transport, et que vous élaborez une légende claire. Les couleurs représentatives donnent les meilleurs résultats (bleu pour l'eau, vert pour la végétation, marron pour la terre, etc.). Vous devez toutefois garder à l'esprit que

les documents téléchargés depuis internet sont souvent imprimés en noir et blanc. Il faut donc vous assurer que les versions imprimables des documents ne contiennent pas de pages pleines de photos ou de graphiques en couleur. Utilisez des nuances de gris, des hachures et des pointillés pour que les graphiques soient lisibles, même sans couleur.

Veillez à prendre en compte les besoins, la langue et la culture du public cible, à inclure des images positives et stimulantes de femmes, d'enfants et de membres des groupes minoritaires, ainsi qu'à faire en sorte que le public s'identifie positivement avec les exemples.

Un ton accrocheur et convaincant

Nombre des activités de prévention des catastrophes étant basées sur la question de savoir ce que les individus doivent éviter de faire, il est particulièrement important que les matériels pédagogiques soient accrocheurs, attrayants et interactifs. Ils y gagneront aussi à être amusants, humoristiques, surprenants ou musicaux. Nombre d'activités, dont celles impliquant de remplir une liste de contrôle ou un formulaire, de chanter en chœur, de répondre à des quiz, d'écrire un spectacle de marionnette, de concevoir une affiche ou de participer à une simulation, placent les participants dans une situation d'action, contribuant ainsi à renforcer le message. Il est beaucoup plus efficace de mener ce type d'activités plutôt que de distribuer une liste prescriptive. Les jeux, les jouets, les exercices, les vidéos, les démonstrations, les mascottes et les slogans accrocheurs peuvent aussi contribuer à susciter l'intérêt^[27, 46].

Les initiatives éducatives de qualité visent à assurer la participation active du public, en s'appuyant sur la « preuve sociale » (l'hypothèse selon laquelle, si les personnes autour de nous font quelque chose, c'est qu'il y a une bonne raison à cela et que nous devrions les prendre pour exemples).

Les individus ont tendance à suivre des normes sociales, qui se déclinent en deux catégories :

- **ce que l'on nous dit de faire ou de ne pas faire;**
- **ce que nous faisons en réalité.**



Le climat change, et vous ?

Pour changer de comportement, les individus ont besoin de voir que ces deux catégories se confondent. Ils ont tendance à faire ce qu'ils pensent que les autres sont en train de faire. Dans ce contexte, il faut attirer l'attention sur ce que les autres sont déjà en train de faire, et non sur ce qu'ils ne sont pas en train de faire^[7], plutôt que de faire appel à leur sens de la responsabilité sociale, à leur désir d'économiser de l'argent ou à leur volonté de préserver la terre pour les générations futures. Il peut aussi être efficace de se moquer des comportements antisociaux d'une façon humoristique.

Tout le monde a besoin de modèles. Il est bien plus facile de suivre un bon exemple que de lancer une nouvelle tendance. Avant d'avoir des pionniers et des modèles desquels s'inspirer, la plupart des individus croient qu'il est trop difficile de changer de

comportement ou que cela ne vaut pas la peine d'essayer. C'est pour cette raison qu'il est important que le personnel et les volontaires des Sociétés nationales agissent comme des modèles. S'ils font quelque chose, d'autres seront enclins à les suivre. Ainsi, si vous montrez fièrement les nouvelles mesures que vous avez prises à la maison et au travail, celles-ci auront plus de chances de devenir la norme et d'être plus rapidement adoptées par les autres.

Faites appel à différents modèles et porte-parole. Des aînés respectés, des membres de la communauté et des enseignants appréciés sont particulièrement efficaces en tant que modèles^[42]. Des célébrités, telles que des acteurs ou des sportifs de haut niveau, peuvent aussi agir comme porte-parole, par exemple en signant des courriels ou des lettres, en faisant des apparitions ou en prêtant leur visage pour des publicités sur des panneaux d'affichage, à la télévision ou à la radio. Les porte-parole doivent être choisis avec soin, dans la mesure où un scandale auquel ils seraient mêlés pourrait avoir un impact négatif sur votre campagne. Il est toujours judicieux d'établir un plan d'urgence et d'avoir sa propre mascotte (un personnage fictif, un animal ou un objet servant de symbole à votre organisation ou à votre cause).

Un contenu adapté et ciblé

L'élaboration de matériels pédagogiques de haute qualité demande beaucoup de travail. Il est donc judicieux de s'appuyer sur les ressources existantes, plutôt que de réinventer la roue. Avant d'adapter des matériels pédagogiques sur la réduction des risques de catastrophe au contexte local et de les traduire dans des langues locales, vous devez vous poser les questions suivantes :

- **Quelles ressources devrions-nous adapter?** D'excellents matériels pédagogiques sur la réduction des risques de catastrophe destinés à des groupes variés ont été élaborés à travers le monde. Beaucoup d'entre eux sont libres de droits d'auteur ou sont mis à disposition par les organisations qui les ont élaborés. Les composantes du Mouvement ont déjà mis au point de nombreuses ressources sur lesquelles vous pouvez vous appuyer.
- **Pourquoi devrions-nous les adapter?** Les ressources élaborées pour un contexte ne devraient pas être traduites dans une autre langue et utilisées ailleurs sans avoir été examinées attentivement et sans avoir été adaptées aux besoins du nouveau public. Les ressources doivent prendre en compte les risques qui pèsent sur la région, ainsi que les mesures de réduction des risques et l'expérience disponibles au niveau local. Elles doivent également utiliser le langage et les images les plus susceptibles de motiver le public cible et tenir compte de facteurs tels que l'âge, l'origine ethnique, la religion et la profession. Dans le même ordre d'idée, dans le cas d'une pure traduction, le traducteur risque de ne pas utiliser la terminologie existante ou de ne pas connaître la nouvelle terminologie ayant été introduite sur la base d'un vaste consensus entre les parties prenantes.
- **Qui devrait participer au processus?** Il faut établir un groupe de travail composé de cinq à dix personnes, représentant les parties prenantes (organisations et groupes) clés. Idéalement, le groupe de travail devrait comprendre :
 - un traducteur soigneusement sélectionné;
 - l'organisme national de gestion des risques;
 - la Société nationale de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge;
 - des spécialistes hautement respectés des milieux académique et scientifique;

- des représentants du ministère de l'Éducation et/ou des autres organismes gouvernementaux concernés;
- des représentants d'autres ONG ou d'organisations professionnelles concernées;
- des collaborateurs du système éducatif public compétents;
- des représentants des groupes cibles.

Au moins un ou deux membres du groupe devraient maîtriser la langue source, et la plupart des membres devraient être des locuteurs natifs de la langue cible.

Comment devrions-nous nous y prendre? Le guide par étape ci-dessous donne des informations détaillées sur la procédure à suivre pour adapter les ressources.

Guide par étape : Adapter les ressources existantes

Étape 1 : Constituer l'équipe qui supervisera le processus d'adaptation

Commencez par obtenir l'engagement des organisations participantes et des individus qui seront chargés du processus d'adaptation. Idéalement, les partenaires accepteront d'apposer leur logo sur le produit final. Avant d'aller plus loin, l'équipe doit définir clairement l'objectif et le public cible du matériel pédagogique et s'assurer que toutes les parties prenantes (traducteurs, graphistes, éditeurs, etc.) reçoivent cette information.

Étape 2 : Procéder à la traduction

Le traducteur et le chef d'équipe préparent une liste de termes clés, dans la langue source et dans la langue cible, qui doivent faire l'objet d'une discussion. Cette liste peut être élaborée comme une ressource permanente utile pour toutes les traductions actuelles et futures. Si de nouveaux concepts doivent être introduits, il est extrêmement important qu'un consensus soit atteint entre les parties prenantes clés. Tout au long du processus de traduction, le traducteur doit rechercher des équivalents conceptuels, et non faire du mot-à-mot. Il doit éviter les mots ou les concepts ambigus et les phrases trop longues contenant de nombreuses subordonnées. Il doit aussi tenir compte du sexe et de l'âge du public cible et des différentes normes culturelles^[76].

Étape 3 : Examiner et réviser

Une fois la traduction achevée, les membres de l'équipe doivent examiner et réviser le document. Cette étape comprend les tâches suivantes :

- préparer individuellement la discussion en faisant des commentaires sur le premier projet de traduction professionnelle;
- se réunir pour examiner le document section par section, paragraphe par paragraphe ou ligne par ligne si cela est nécessaire;
- éliminer et/ou remplacer les sections qui ne sont pas pertinentes. Répartir le travail selon que de besoin en vue de l'élaboration de ressources supplémentaires;
- demander aux auteurs du document original de clarifier tous les éléments pouvant être mal compris;
- discuter et convenir de la terminologie à adopter et envisager la possibilité d'ajouter des informations entre parenthèses ou des exemples pour expliquer des termes nouveaux ou peu connus;
- lorsque cela est approprié et possible, adapter le contenu au contexte local (risques locaux, cartes, lois, données historiques, exemples, expériences, citations, noms, données d'évaluation, matériels et solutions).

Étape 4 : Réfléchir aux graphiques

Les graphiques devraient être parlants pour le public cible, qui doit pouvoir les comprendre correctement et s'y identifier. Ils seront mieux retenus que le texte. Il faut déterminer si les graphiques peuvent, ou doivent, être adaptés ou totalement remaniés. En guise de test, présentez les graphiques au groupe cible pour voir quelles interprétations en sont tirées. Veillez à ce que toutes les illustrations fournissant des conseils techniques soient exactes et claires afin qu'elles contribuent à influencer les comportements, et assurez-vous que les symboles soient compris de tous.

.....

Étape 5 : Mettre à l'essai, réviser et indiquer les références

Numérotez et datez les versions de votre document. Testez le document auprès du public cible et révisez-le en conséquence. Chaque version est une version « nouvelle et améliorée ». Indiquez les références des documents originaux en prenant le soin d'obtenir des auteurs l'autorisation de les citer. Apposez le logo de tous les partenaires intéressés. Envoyez une copie de votre document aux auteurs des documents originaux et restez en contact.

.....

Maintenant que nous avons examiné les caractéristiques clés d'une initiative efficace, nous allons nous pencher sur les moyens d'exploiter les connaissances acquises tout au long du processus.

7.

Exploiter les connaissances acquises

Après nous être penchés sur l'élaboration d'une ressource de haute qualité, nous allons examiner les moyens de tirer parti des connaissances et de l'expérience acquise tout au long du processus.

Ce chapitre porte sur trois domaines d'activité :

- **le suivi et l'évaluation ;**
- **le partage des connaissances ;**
- **le renforcement des capacités.**

Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation sont essentiels pour garantir la redevabilité et l'amélioration de notre travail. Il est intéressant de mesurer les efforts déployés, le nombre de copies distribuées et le nombre de personnes atteintes par les activités, mais cela n'est pas suffisant. Il faut évaluer l'impact et l'efficacité au regard des objectifs qui ont été fixés au moment de la planification en matière de changement de comportement, en effectuant une comparaison avec les données de référence. La recherche nous indique que les conditions préalables à la prise de mesures de réduction des risques de catastrophe sont :

- l'accès aux connaissances spécifiques nécessaires pour prendre des mesures ;
- le fait d'être convaincu que ces mesures seront efficaces ;
- l'assurance d'être capable de prendre ces mesures ;
- le fait d'être persuadé que « tout le monde fait la même chose ».

En d'autres termes, notre rôle est de populariser les comportements et les mesures de protection et de prévention.

Les évaluations communautaires et les mesures de référence doivent être davantage axées sur l'accès aux connaissances spécifiques et sur les comportements recherchés que sur les perceptions, les attitudes ou les valeurs. Des exemples de questions que vous pourriez poser sont donnés ci-dessous.

- Les membres de la communauté connaissent-ils les itinéraires d'évacuation et savent-ils où se réfugier ?

- Des provisions suffisantes ont-elles été stockées dans les abris ?
- Le système d'alerte a-t-il été testé ?
- Combien de personnes savent comment prévenir une hémorragie ou pratiquer une intubation ?
- Quel est le pourcentage de ménages dont les membres prennent des mesures pour éviter que leurs meubles ne basculent sur eux ou leurs enfants pendant leur sommeil ?
- Les bâtisseurs improvisés connaissent-ils les trois principales causes d'effondrement du type de constructions dont leur maison fait partie et appliquent-ils les méthodes pertinentes de construction résistant aux catastrophes ?
- Combien de familles incluent-elles les personnes qui s'occupent de leurs enfants dans leur plan de regroupement familial ?

Prenons l'exemple d'une ville où les données de référence laissent penser que la population ne sait pas construire des bâtiments résistants aux tremblements de terre. Le but de votre campagne d'éducation sera de faire connaître au public cible les éléments de base d'une construction sûre, et un des objectifs consistera à promouvoir trois mesures de réduction d'un risque donné. L'efficacité de la campagne sera évaluée sur deux plans : premièrement, si le public cible a retenu les informations et est en mesure de les formuler et, deuxièmement, si le public cible a mis en pratique les informations. La mise en pratique ne se mesure pas en termes de « tout ou rien ». Les progrès légers mais importants peuvent être mesurés sur le continuum du changement de comportement, qui comprend cinq étapes (voir figure 3).

Figure 3 : Les cinq étapes du changement de comportement



Sur la base de ce continuum, vous pouvez planifier et mesurer plus précisément l'impact de vos programmes et aurez moins de chances d'abandonner avant d'atteindre vos objectifs.

La mise à l'essai est une stratégie utile et nécessaire pour assurer le suivi de votre approche et l'ajuster, mais elle doit être planifiée dans l'intention de reproduire l'activité à plus grande échelle. Elle ne doit pas constituer une fin en soi. En d'autres termes, le projet pilote devra viser une masse critique d'individus pour porter ses fruits.

La mesure dans laquelle une approche contribue à renforcer les connaissances des individus et à faire changer les comportements dépend largement des outils de sensibilisation utilisés. Partant du principe que l'élaboration, la production et la diffusion d'outils demandent beaucoup de temps et d'argent et que l'attention qu'y accordent les publics cibles est limitée, les outils doivent être testés de manière rigoureuse et régulière. Ils doivent dans un premier temps être évalués par des experts afin de s'assurer que les messages clés et les informations connexes sont exacts du point de vue technique. Ils peuvent ensuite être testés dans le cadre de groupes de discussion composés de membres du public cible. En outre, il est très utile de mesurer les connaissances acquises, l'intention d'agir et l'appréciation du matériel pédagogique.

L'appréciation du matériel peut se mesurer au regard des critères suivants :

- **Contenu** – clarté, simplicité, cohérence des messages; exactitude; pertinence; adéquation par rapport à l'âge; niveau d'intérêt
- **Conception** – attractivité; convivialité; intérêt; facilité d'utilisation; caractère compréhensible; caractère pratique du format
- **Engagement** – contribue à promouvoir l'interaction et la participation; suscite des questions; encourage l'action; innovant, créatif, amusant et plaisant

Le cycle de production de nouveaux matériels peut être long. Il est donc judicieux d'utiliser des ressources existantes en les améliorant au fil des projets. Il peut être utile, pour élaborer des outils de sensibilisation toujours plus efficaces, de changer régulièrement le graphisme, la présentation et la quantité des ressources utilisées.

Partage des connaissances

La Fédération internationale est bien consciente de la nécessité de définir une stratégie consolidée mais flexible en matière de collecte et d'échange d'expériences, de compétences et d'outils de sensibilisation^[77]. Il existe quatre mécanismes de partage des connaissances qui peuvent être très utiles dans le contexte de la sensibilisation et de l'éducation du public :

- les mécanismes de partage des connaissances en face-à-face;
- les communautés de pratique;
- les documents et comptes rendus publiés;
- les outils de gestion de l'information.

Ces mécanismes sont décrits ci-dessous.

Mécanismes de partage des connaissances en face-à-face

Les approches les plus connues de partage des connaissances sont les rassemblements aux niveaux mondial, régional et national, notamment :

- les réseaux régionaux et sous-régionaux de la Fédération internationale;
- les réunions, les ateliers et les forums organisés entre les composantes du Mouvement et avec des partenaires internationaux tels que le Programme de préparation aux catastrophes de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (DIP-ECHO) et la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (ONU-SPIC);
- les plateformes et les réseaux régionaux et nationaux sur la réduction des risques de catastrophe, qui donnent la possibilité de discuter des dangers et de planifier des stratégies (par exemple, la Commission sous-régionale du Mékong pour une meilleure coopération et un soutien mutuel dans la préparation aux inondations).

Communautés de pratique

Les communautés de pratique encouragent les participants à échanger des informations et à travailler ensemble au-delà et entre les réunions occasionnelles en face-à-face. Au sein du Mouvement, de nombreux groupes émergents commencent à utiliser les communications numériques pour travailler ensemble, quelles que soient la région, le pays et la section où ils opèrent.

À l'extérieur du Mouvement, il existe des groupes collaboratifs et des communautés de pratiques robustes, dont nombre ont été créés avant les dispositifs nationaux de réduction des risques de catastrophe ou sont devenus plus importants qu'eux. Certains de ces groupes comptent des Sociétés nationales parmi leurs membres, notamment :

- le Comité régional de gestion des catastrophes d'Asie du Sud-Est;
- le Groupe de travail d'Asie du Sud sur la gestion des catastrophes;
- le Groupe spécialisé de gestion des situations d'urgence du Pacifique;
- le Forum sur la réduction des risques de catastrophe du Cambodge;
- le réseau de préparation aux catastrophes du Népal;
- le Consortium pour la sensibilisation aux risques de catastrophe en Indonésie.

Certaines communautés de pratique sont simples, mais très efficaces. Par exemple, la DRR Library (Bibliothèque sur la réduction des risques de catastrophe) www.drmlibrary.org sert uniquement à ajouter et à partager des signets. Cette communauté pourrait s'enrichir d'une participation accrue des membres de la Croix-Rouge et du Croissant-Croissant, de même que d'autres communautés telles que :

- Desaprender (www.desaprender.org);
- la Coalition pour la sécurité mondiale des écoles et l'éducation à la prévention des catastrophes (<http://cogssdpe.ning.com>);
- le Réseau des enseignants Edu4DRR (<http://edu4drr.ning.com>);
- le Réseau interinstitutionnel pour l'éducation dans les situations d'urgence (www.ineesite.org).

Une liste détaillée d'autres organisations pertinentes (organisée par thème et type d'aléa) est disponible sur le site Prevention Web (www.preventionweb.net/go/edu-materials).

Documents et comptes rendus publiés

L'objectif de rédiger et de publier (y compris sur des supports vidéo et audio) est d'atteindre un public plus large que les activités en face-à-face. Les études de cas, les modules et les boîtes à outils sont des outils essentiels au partage de connaissances. Toutefois, l'utilité de ces publications dépend des efforts déployés pour promouvoir deux domaines d'activité :

- le partage et l'amplification;
- le filtrage et la découverte.

Ces deux domaines sont décrits ci-dessous.

Partage et amplification

Depuis de nombreuses années, la volonté de préserver l'image de marque et d'être reconnu, ainsi que les préoccupations liées à la propriété intellectuelle et à la protection des moyens de subsistance individuels, ont poussé les Sociétés nationales à différencier et à protéger leurs produits. Cependant, dans notre monde en mutation rapide et de plus en plus exposé aux catastrophes (du fait de la concentration croissante de la population dans des zones à haut risque, des effets des changements climatiques et de l'échec de la mise en œuvre des mesures connues d'atténuation^[54]) et avec l'essor des communications numériques, le temps où l'on cherchait simplement à emmagasiner des connaissances semble être révolu. Aujourd'hui, un des rôles les plus importants des institutions humanitaires est de rassembler les connaissances disponibles, de les filtrer et de les amplifier. De nouveaux principes de protection des droits d'auteur (tels que copyleft et Creative Commons – voir <http://fr.wikipedia.org/wiki/Copyleft> et www.creativecommons.org) sont apparus afin de protéger l'intégrité et la qualité, et de renforcer le partage des connaissances.

Partout, les Sociétés nationales, la Fédération internationale, les gouvernements et les ONG font face à des défis importants lorsqu'ils tentent de suivre l'évolution des matériels et des ressources pédagogiques qu'ils ont élaborés. Une nouvelle ressource baptisée la Collection conjointe ONU-SPIC/Prevention Web de ressources éducatives et de formation (www.preventionweb.net/go/educ-materials) vise à remédier à ce problème, en fournissant une archive complète de tous les matériels pédagogiques publiés dans le monde entier dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe.

Le site offre aux utilisateurs la possibilité de charger des fichiers numériques jusqu'à 5MB, afin de créer une ressource complète à l'usage des départements concernés, du Mouvement et des acteurs œuvrant à la prévention des risques de catastrophe à travers le monde. En outre, il suit les restrictions de droits d'auteur et de copyleft, localise les versions imprimées et fournit des données et des informations de contact, constituant ainsi un outil de suivi et de compte rendu. Le département Préparation des communautés et réduction des risques de la Fédération internationale encourage les personnes de référence au niveau régional et les Sociétés nationales à communiquer à ce site les liens vers toutes les publications et les matériels pédagogiques disponibles.



Filtrage et découverte

Plus nous menons d'activités dans le domaine de la sensibilisation du public, plus il semble difficile de tirer parti des expériences passées. Les outils présentés ci-dessous constituent un moyen d'aller de l'avant s'agissant du filtrage et de la découverte :

- la Collection conjointe ONU-SPIC/Prevention Web de ressources éducatives et de formation contient à ce jour plus de 2 000 publications qui peuvent être filtrées par type d'aléa, thème, pays, langue et public cible. Une recherche avancée peut être effectuée par type de matériel, région et type d'organisation. L'outil donne aussi la possibilité de faire une recherche globale par auteur, éditeur et titre. Il est tenu à jour par les contributions des utilisateurs. Toutes les Sociétés nationales sont encouragées à y soumettre systématiquement leurs nouvelles publications afin de contribuer à l'établissement d'une collection accessible dans le monde entier (www.preventionweb.net/go/educ-materials);
- le réseau du Consortium ProVention sur l'évaluation des risques au niveau communautaire, désormais administré par la Fédération internationale, abrite une précieuse collection internationale composée de dizaines d'outils d'EVC, de guides de mise en œuvre et d'études de cas, qui ont été rendus disponibles par des praticiens du monde entier (www.proventionconsortium.org/?pageid=32&projectid=8);
- les Centres de référence jouent un rôle important en apportant une valeur ajoutée grâce à leurs systèmes efficaces de filtrage et de découverte, qui reposent sur une combinaison d'expertise humaine et de performance numérique (www.cruzroja.org/desastres/redcamp/crrec.htm et www.cruzroja.org/desastres/redcamp/crepd.htm);
- un site Web administré par la Croix-Rouge française aux Caraïbes regroupe des dizaines d'outils d'éducation du public adaptés au contexte spécifique de la région (<http://pirac.croix-rouge.fr/>).

Outils de gestion des connaissances

Des progrès restent à faire dans le domaine des technologies de l'information afin d'améliorer la gestion des ressources en plusieurs langues et de les rendre facilement accessibles à tous les utilisateurs. Des outils de gestion des connaissances permettront de rationaliser le processus d'élaboration de matériels pédagogiques en facilitant la réutilisation des matériels bruts, en favorisant la rédaction collaborative et en améliorant la gestion du travail des collaborateurs basés à des endroits différents.

Dans l'intervalle, il est possible de renforcer de manière significative les capacités en adoptant une approche expérimentale qui consiste à tester de nouveaux outils et à les faire connaître. Les petits groupes peuvent utiliser Google Docs (docs.google.com) pour collaborer. Les individus peuvent utiliser la barre d'outils GoogleTranslate pour consulter des sites Web dans d'autres langues et ainsi élargir leurs horizons (<http://translate.google.com/#>). La Croix-Rouge américaine appuie le développement du portail expérimental DREAMS, un référentiel d'objets d'apprentissage, par le biais duquel les partenaires pourront accéder à des documents originaux (textes, graphiques, vidéos, bandes sonores et modèles de mise en page) qui leur serviront à l'élaboration de matériels pédagogiques et de didacticiels en ligne sur la réduction des risques de catastrophe.

Renforcement des capacités

Le renforcement de capacités des dirigeants dans le domaine de la sensibilisation et de l'éducation du public doit être axé sur les éléments suivants :

- la planification stratégique ;
- l'élaboration, la mise à l'essai et l'amélioration des matériels éducatifs ;
- la communication et la promotion de la réduction des risques de catastrophe ;
- le renforcement et la transmission des compétences techniques nécessaires à la prise de mesures spécifiques d'atténuation des risques.

Le renforcement des capacités à l'échelle du Mouvement doit être reproductible et abordable, doit suivre des normes cohérentes et doit être adapté et adaptable aux exigences locales. Il faut donc privilégier les approches régionales qui tirent parti des savoirs collectifs et des économies d'échelle et s'appuient sur un ensemble de matériels de formation normalisés et des outils en ligne de gestion des connaissances pour garantir un partage continu d'informations.

Un exemple de mécanismes contribuant au renforcement des capacités est le Centre régional de référence sur l'éducation à la prévention des catastrophes, qui est hébergé depuis six ans par la Croix-Rouge costaricienne. Le Centre fournit une large gamme de services en matière de renforcement des capacités et collabore systématiquement avec les Sociétés nationales qui mènent des activités de prévention des catastrophes au niveau communautaire en Amérique centrale afin de remplir les fonctions classiques de filtrage et d'amplification des informations.

Le Centre a collecté un certain nombre d'informations, d'outils et d'expériences, puis a analysé leur pertinence, en ne perdant pas de vue le principe d'harmonisation, dans l'objectif de définir un modèle unique pour l'Amérique centrale. Le processus consultatif qui a été engagé à cette fin a donné lieu à l'élaboration d'une série de 14 modules très reconnus couvrant une large gamme de connaissances et de mesures relatives à l'atténuation des risques de catastrophe au

niveau communautaire. Le Centre propose un programme de développement de l'aptitude à diriger, qui comprend une formation des formateurs et offre des possibilités d'échanges vibrants sous la forme de visites dans de nombreux pays. Il a été proposé de créer des centres similaires dans d'autres régions afin d'y installer des pôles d'excellence ayant chacun un domaine de spécialité.

Des lacunes spécifiques ont été recensées et ciblées dans le cadre d'autres programmes innovants de renforcement des capacités. Le Croissant-Rouge arabe syrien, avec le soutien de la section de l'information de l'Université de Damas, a renforcé ses capacités dans le domaine des médias de masse. Un groupe de volontaires a passé une semaine à étudié des sujets tels que :

- les pratiques éditoriales;
- le marketing social;
- l'évaluation de l'opinion publique;
- la communication avec les journalistes;
- la conception publicitaire;
- la planification de campagnes d'information.

Pour citer un autre exemple, la Société du Croissant-Rouge turc a noué un partenariat avec un programme universitaire de premier plan proposant un programme d'enseignement et une formation des formateurs dans le domaine de l'atténuation non-structurelle des risques sismiques (outils pédagogiques et techniques pour attacher les meubles et les équipements se trouvant dans un bâtiment de façon à éviter les blessures et à favoriser la continuité des activités). Citons également des projets de reconstruction engagés en Chine et en Haïti après une catastrophe qui ont uni leurs forces pour renforcer les capacités locales de construire des abris sûrs. À l'avenir, il sera indispensable que le personnel et les volontaires des Sociétés nationales disposent d'une large gamme de compétences dans le domaine de l'atténuation des risques de catastrophe.

Résumé

Ce guide opérationnel vise à aider les Sociétés nationales à mettre en place, à grande échelle, des activités de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction des risques de catastrophe ou à améliorer leurs programmes existants. Tous les exemples sont tirés de l'expérience des Sociétés nationales du monde entier.

Le processus débute par la planification stratégique et le choix d'une combinaison de quatre approches standard (campagnes, apprentissage participatif, éducation informelle et éducation formelle). Tout au long de ce processus, trois principes clés doivent être pris en compte : légitimité et crédibilité ; cohérence et utilisation de messages standard ; et mise à l'échelle et durabilité.

Nous avons vu une large gamme d'outils, ainsi que leurs avantages et leurs désavantages. Les orientations spécifiques qui ont été données s'agissant de l'assurance de la qualité mettent l'accent sur quatre éléments indispensables : des messages bien formulés, des images puissantes, un ton accrocheur et convaincant, et un contenu adapté et ciblé. Enfin, nous avons vu différentes pratiques en matière de gestion de l'information, telles que le suivi et l'évaluation, le partage des connaissances et le renforcement des capacités.

La section Références présente les principaux documents et travaux de recherche de la Fédération internationale et d'autres acteurs qui pourront vous servir de point de départ si vous souhaitez approfondir vos connaissances.

Le guide et ses annexes peuvent être consultés et téléchargés à l'adresse <http://preventionweb.net/go/20158>. Dans les annexes, vous trouverez des ressources qui vous aideront à avancer dans le processus et des liens vers de nombreux exemples issus du Mouvement, présentant notamment les activités mises en œuvre pour faire de la réduction des risques de catastrophe une priorité des Sociétés nationales et des exemples d'utilisation réussie des quatre approches et de chaque type d'outils décrits dans le guide (classés par région). Si vous souhaitez obtenir des informations complémentaires sur les exemples présentés, n'hésitez à prendre contact avec vos Sociétés nationales sœurs.

Références

1. Ajzen, I., « The theory of planned behaviour » in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, Vol. 50, N°1, p 179-211, 1991.
2. Alexander, D., « Misconceptions as a barrier to teaching about disasters » in *Prehospital and Disaster Medicine*, Vol. 22, N°2, p 95-103, 2007.
3. Anderson, W., « Bringing children into focus on the social science disaster research agenda » in *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, Vol. 23, N°3, p 159-175, 2005.
4. Andreasen, A., *Marketing Social Change*. San Francisco : Jossey-Bass, 1995.
5. Bhatti, A. et Ariyabandu, M., *Disaster Communication: A resource kit for media*. Colombo/Islamabad: ITDG South Asia and Journalists Resource Centre, 2002.
6. Bird, D., Gisladdottir, G. et Dominey-Howes, D., « Resident perception of volcanic hazards and evacuation procedures » in *Nat. Hazards Earth Syst. Sci*, Vol. 9, p 251-266, 2009.
7. Cialdini, R.B., « Crafting normative messages to protect the environment » in *Current Directions in Psychological Science*, Vol. 12, N°4, p 105-109, 2003.
8. Coalition nationale pour l'éducation à la prévention des catastrophes, *Talking about Disaster: Guide for standard messages*. Washington, DC : CODE, 2007.
9. Cutter, S.K., *Environmental Risks and Hazards*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall, 1994.
10. Evans, L., Frick, M.C. et Schwing, R.C. « Is it safer to fly or drive? » in *Risk Analysis*, Vol. 10, N°2, p 239-245, 1990.
11. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Social Media Guidelines for International Federation of Red Cross Red Crescent Societies Staff*. Genève : Fédération internationale, 2009.
12. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Guide de mise en œuvre : Premiers secours et santé à base communautaire en action*. Genève : Fédération internationale, 2009.
13. Finnis, K., *Creating a Resilient New Zealand*. Wellington : ministère de la protection civile et de la gestion des situations d'urgence, 2004.
14. Fothergill, A., « Gender, risk and disaster » in *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, Vol. 14, N°1, p 33-56, 1996.
15. Gladwell, M., *The Tipping Point*. Boston : First Back Bay, 2002.
16. Green, R. et Petal, M., *Policy Handbook on Risk Awareness and Education for Natural Catastrophes*. Paris : OCDE, 2008.
17. Hagman, G., *Prevention Better than Cure – Report on human and environmental disasters in the Third World*. Stockholm : Croix-Rouge suédoise, 1984.
18. Heath, C. et Heath, D., *Made to Stick*. New York : Random House, 2007.
19. Insurance Research Council, *Public Attitude Monitor*. Malvern, PA : Insurance Research Council, 2006.

20. Kelman, I. et Pooley, S. *Mitigation Saves*. Version 9, 2006. Publication disponible à l'adresse : www.ilankelman.org/miscellany/MitigationSaves.rtf.
21. Krischenbaum, A., « Disaster preparedness: A conceptual and empirical reevaluation » in *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, Vol. 20, N°1, p 5-28, 2002.
22. Kuberan, R., *Disaster Risk Reduction Education Efforts in India*. New Delhi : Risk RED and Sustainable Environment and Ecological Development Society, 2007.
23. Lehman, D.R. et Taylor, S.E., « Date with an earthquake: Coping with a probable, unpredictable disaster » in *Personality and Social Psychology Bulletin*, Vol. 13, p 546-555, 1988.
24. Lidstone, J., « Geography, environmental education and disaster mitigation » in *Australian Journal of Emergency Management*, Vol. 10, N°4, p 33-41, 1996.
25. Lindell, M.K. and Perry, R.W. 'Household adjustment to earthquake hazard: a review of research'. *Environment and Behavior*, Vol. 32, No. 4, pp. 461-501, 2000.
26. Lopes, R., *Public Perception of Disaster Preparedness Presentations Using Disaster Damage Images*. Boulder, CO : Natural Hazard Research, 1992.
27. McClure, J., *Guidelines for Encouraging Householders' Preparations for Earthquakes in New Zealand*. Wellington : Building Research, 2006. Disponible à l'adresse : www.buildingresearch.org.nz/assets/pdfs/McClure.pdf
28. McNaughton, E., *A Practical Guide for Advocacy for Disaster Risk Reduction (Zone Asie-Pacifique)*. Délégation régionale de la Fédération internationale pour l'Asie du Sud-Est, 2008.
29. Mileti, D., Nathe, S., Gori, P., Greene, M. et Lemersal, E., *Public Hazards Communication and Education: The state of the art*. Boulder, CO : Natural Hazards Research and Applications Information Center, 2004.
30. Morgan, M., Granger, Fischhoff, B., Bostrom, A. et Cynthia, J., *Risk Communication: A mental models approach*. Cambridge : Cambridge University Press, 2002.
31. Mulilis, J.P. et Duval, T.S., « Negative threat appeals and earthquake preparedness: a person-relative-to-event (pre) model of coping with threat » in *Journal of Applied Social Psychology*, Vol. 25, p 1319-1339, 1995.
32. Nathe, S., Gori, P., Greene, M., Lemersal, E. et Mileti, D., « Public education for earthquake hazards » in *Natural Hazards Informer*, Vol. 2, 1999.
33. Paton, D., Smith, L. et Johnston, D., « When good intentions turn bad: promoting natural hazard preparedness » in *The Australasian Journal of Disaster and Trauma Studies*, Vol. 20, N°1, p 25-30, 2005.
34. Petal, M., *Earthquake Casualties Research and Public Education* in Spence, R., So, E. et Scawthorn, C. (eds.) *Human Casualties in Earthquakes: Progress in modelling and mitigation*. New York : Springer, 2010.
35. Petal, M., *Evidence-based Public Education for Disaster Prevention: The causes of deaths and injuries in the 1999 Kocaeli Earthquake*. Saarbrucke : Veerlag Dr. Müller, 2009 (Dissertation de doctorat, UCLA, 2004).
36. Petal, M., « Disaster risk reduction education » in Shaw, R. and Krishnamurty, R. (eds.) *Disaster Management: Global challenges and local solutions*. Hyderabad : Universities Press, 2008.
37. Petal, M., « Disaster risk reduction education: materials development, organization, evaluation » in Kelman I. (ed.) *Regional Development Dialogue Journal*, Kobe, Japon : Centre des Nations Unies pour le développement régional, 2008.
38. Petal, M., Turkmen, Z., Umit, A. et Sezan, S., *Basic Disaster Awareness in Turkish Schools Program, 2002-2005*. Rapport final. Istanbul, Turquie : Université de Bogazici/Ministère turc de l'Éducation nationale, 2006.
39. Pitt, M., *The Pitt Review: Learning lessons from the 2007 floods, an independent review by Sir Michael Pitt*. Rapport intérimaire. Londres : Crown Publications, 2007.

40. Risk RED., *School Disaster Readiness in California: Lessons from the first Great Southern California ShakeOut*. Los Angeles : Earthquake Country Alliance, 2009.
41. Sayers, R., *Principles of Awareness Raising*. Genève : UNESCO, 2006. Disponible à l'adresse : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001476/147637e.pdf>
42. Shiwaku, K., Shaw, R. Kandel, R.C., Shrestha, S.N. et Dixit, A.M., « Promotion of disaster education in Nepal: the role of teachers as change agents » in *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*. Vol. 24, N°3, p 403-420, 2006.
43. Stone, E.R., Yates, J.F. et Parker, A.M., « Risk communication: absolute versus relative expressions of low-probability risks » in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, Vol. 60, p 387-403, 1994.
44. Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies, *Cadre d'action de Hyogo 2005-2015 : Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes*. Kobe, Japon : ONU-SPIC, 2005.
45. Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies. *Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe*. Genève : ONU-SPIC, 2009. Disponible à l'adresse : http://www.unisdr.org/files/7817_UNISDRTerminologyFrench.pdf
46. Suarez, P., Benavidez, F., Santoro, A. et de Suarez, J.M., « Video tools for community-level disaster risk reduction ». Présentation. 5^e Forum annuel conjoint de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA) et de l'Institut de recherche sur la prévention des catastrophes de l'Université de Kyoto (DPRI) sur la gestion intégrée des risques de catastrophe : innovations scientifiques et politiques, 14-18 septembre 2005, Beijing, Chine.
47. Tversky, A. et D. Kahnemann., « Judgment under uncertainty: heuristics and biases » in *Science*, Vol. 185, p 1124-1131, 1974.
48. Twigg, J. *Disaster Risk Reduction: Mitigation and preparedness in development and emergency programming*. Londres : Overseas Development Institute, Humanitarian Practice Network, 2004.
49. Velicer, W.F., Prochaska J.O., Fava, J.L., Norman, G.J. et Redding, C.A., « Applications for the transtheoretical model of behaviour change » in *Homeostatis*, Vol. 38, p 216-233, 2006.
50. Weinstein, N.D., « Unrealistic optimism about future life events » in *Journal of Personality and Social Psychology*, Vol. 39, p 806-820, 1980.
51. Thompson, M., Ellis, R. et Wildavsky, D.M., *Cultural Theory*. Boulder : Westview Press, 1982.
52. Wisner, B., *Let Our Children Teach Us! A review of the role of education and knowledge in disaster risk reduction*. Genève: Groupe/plate-forme thématique sur les connaissances et l'éducation du système de la SIPC, 2006. Disponible à l'adresse : <http://preventionweb.net/go/3929>
53. Weinreich, N.K., *Hands-On Social Marketing*. Londres : Sage Publications, 1999.
54. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Rapport sur les catastrophes dans le monde*. Genève : Fédération internationale, 2009.
55. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Stratégie 2020*. Genève : Fédération internationale, 2009.
56. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Cadre pour la sécurité et la résilience des communautés face aux risques liés aux catastrophes*. Genève : Fédération internationale, 2009.
57. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *A Practical Guide to Advocacy and Disaster Risk Reduction*. Genève : Fédération internationale, 2009.

58. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Disaster Risk Reduction National Plan/Programme Suggested Performance Framework*. Genève : Fédération internationale, 2010.
59. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *How the Red Cross Reduces Risk*. Genève : Fédération internationale, 2009.
60. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Communiquer dans les situations d'urgence : lignes directrices*. Genève : Fédération internationale, 2009.
61. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Prevention Better than Cure*. Genève : Fédération internationale, 1984.
62. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Disaster Response and Contingency Planning Guide*. Genève : Fédération internationale, 2007.
63. ProVention Consortium, *CRA Toolkit*. Genève : Fédération internationale, 2010. Disponible à l'adresse : www.proventionconsortium.org
64. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Comment faire une EVC?* Genève : Fédération internationale, 2007.
65. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Manuel de l'animateur : premiers secours et santé à base communautaire en action, volumes 1 et 2*. Genève : Fédération internationale, 2009.
66. Sociétés de la Croix-Rouge des Caraïbes, *Better Be Ready*. Matériel de communication de la campagne. Sociétés de la Croix-Rouge des Caraïbes, 1999.
67. Croix-Rouge canadienne, « *Prévoir l'imprévisible* » : *guide à l'intention des facilitateurs*. Ottawa : Croix-Rouge canadienne, 2010.
68. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Manuel des volontaires : premiers secours et santé à base communautaire en action*. Genève : Fédération internationale, 2009.
69. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, région Asie du Sud, *Standard Criteria for First Aid Kits*. Fédération internationale, région Asie du Sud, 2009.
70. Croix-Rouge canadienne, *Ça peut arriver, soyons prêts*. Croix-Rouge canadienne.
71. Croix-Rouge canadienne, *Devant l'imprévu, soyons prêts*. Croix-Rouge canadienne.
72. Croix-Rouge canadienne, *Pour être en sécurité, soyons prêts*. Croix-Rouge canadienne.
73. Croix-Rouge américaine, *Facing Fear*. Croix-Rouge canadienne.
74. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Disaster Reduction Programme 2001–2008: Summary of lessons learned and recommendations*. Genève : Fédération internationale, 2009.
75. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. *Guía Práctica Para la Realización de Simulaciones y Simulacros*. San Salvador : Fédération internationale, 2008. Disponible à l'adresse : <http://bvpad.indec.gob.pe/doc/pdf/esp/doc1530/doc1530.htm>
76. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Guide de mise en œuvre : Premiers secours et santé à base communautaire en action*. Genève : Fédération internationale, 2009.
77. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. *Survey of Well-Prepared National Societies*. Genève : Fédération internationale, 2009.

Les Principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Humanité/Né du souci de porter secours sans discrimination aux blessés des champs de bataille, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, sous son aspect international et national, s'efforce de prévenir et d'alléger en toutes circonstances les souffrances des hommes. Il tend à protéger la vie et la santé ainsi qu'à faire respecter la personne humaine. Il favorise la compréhension mutuelle, l'amitié, la coopération et une paix durable entre tous les peuples.

Impartialité/Il ne fait aucune distinction de nationalité, de race, de religion, de condition sociale et d'appartenance politique. Il s'applique seulement à secourir les individus à la mesure de leur souffrance et à subvenir par priorité aux détreesses les plus urgentes.

Neutralité/Afin de garder la confiance de tous, le Mouvement s'abstient de prendre part aux hostilités et, en tout temps, aux controverses d'ordre politique, racial, religieux et idéologique.

Indépendance/Le Mouvement est indépendant. Auxiliaires des pouvoirs publics dans leurs activités humanitaires et soumises aux lois qui régissent leur pays respectif, les Sociétés nationales doivent pourtant conserver une autonomie qui leur permette d'agir toujours selon les principes du Mouvement.

Volontariat/Il est un mouvement de secours volontaire et désintéressé.

Unité/Il ne peut y avoir qu'une seule Société de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge dans un même pays. Elle doit être ouverte à tous et étendre son action humanitaire au territoire entier.

Universalité/Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, au sein duquel toutes les Sociétés ont des droits égaux et le devoir de s'entraider, est universel.

Informations complémentaires :

**Fédération internationale des Sociétés
de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge**

Département Préparation des communautés
et réduction des risques

Tél: +41 (0)22 730 42 22

Fax: +41 (0)22 733 03 95

www.ifrc.org
Sauver des vies, changer les mentalités.



Fédération internationale des Sociétés
de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge